

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 1/3**

### **Novembre 2011**

## **SOMMAIRE**

\*\*\*\*\*

**Délibérations.....Tome I**  
Séance du 7 novembre 2011

**Décisions.....Tome I**  
Séance du 7 novembre 2011

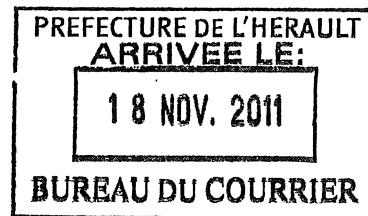
**Arrêtés Règlementaires.....Tome I à III**

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Délibérations**

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
du 7 novembre 2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## PROJET URBAIN Attribution des contrats négociés

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 8 février 2010, le conseil municipal de la Ville de Montpellier approuvait le lancement d'une démarche d'élaboration du projet urbain, vaste réflexion visant à impliquer le plus grand nombre et dont l'ambition est de dessiner les grandes lignes de la stratégie urbaine qui présidera à l'évolution de la ville pour les vingt prochaines années.

Afin de mener à bien cette démarche prospective et partagée, la Ville a lancé un concours d'urbanisme, en application des règles définies par l'article 38 du code des marchés publics en vue du choix d'une équipe de concepteurs pluridisciplinaires regroupant des compétences variées, ayant pour mission de donner forme à ce projet urbain sur la base :

- du travail de préparation mené par les services de la Ville,
- des diagnostics finalisés par le bureau d'étude Algoé consultants,
- des études complémentaires et parallèles sur le paysage, les services, l'économie et la culture,
- d'un ambitieux processus de concertation avec la population montpelliéraine et les forces vives de la ville de Montpellier.

A l'issue de la première phase de concours, et après avis du jury qui s'est tenu le 9 Février 2011, les cinq équipes suivantes ont été admises à participer à la seconde phase et, par conséquent, à présenter une offre :

1. Le groupement AUC / BOUTTE / BAS SMETS / MSC / EGIS,
2. Le groupement COOPARCH -RU / CCOPARCH-MED / CUIILLIER / FACTOR X,
3. Le groupement DEVILLIERS / INDIGO,
4. Le groupement MADEC / ORGECO / CUADD / SCOP SARL TRIBU / TOURRE / CLEMENT,
5. Le groupement STUDIO ASSOCIATO / MENSIA.

Le jury du concours d'urbanisme réuni le 9 septembre 2011, se fondant sur les critères édictés dans le cahier des charges, a proposé de désigner 3 lauréats au regard des approches présentées et des idées suggérées très différentes les unes des autres mais malgré tout complémentaires. Il a été jugé par conséquent nécessaire la poursuite par plusieurs des groupements lauréats des propositions esquissées lors du concours. Un procès-verbal a été établi à l'issue de ce jury et l'anonymat a été levé par un huissier de justice. Il a en outre été attribué une prime de 30 000 € HT aux 5 équipes qui ont été admises à concourir.



Le pouvoir adjudicateur, par arrêté du 19 septembre 2011, a décidé de suivre l'avis du jury et de déclarer lauréates du concours les équipes suivantes :

1. Groupement AUC / BOUTTE / BAS SMETS / MSC / EGIS,
2. Groupement MADEC / ORGECO / CUADD / SCOP SARL TRIBU / TOURRE / CLEMENT,
3. Groupement STUDIO ASSOCIATO / MENSIA.

Suite au concours, et selon les dispositions de l'article 35 II 7 du code des marchés publics, la Ville a engagé une procédure négociée avec chacun des lauréats. Des séances de négociations se sont tenues respectivement avec chacun des candidats. À l'issue de celles-ci, au vu de l'intérêt de chaque offre présentée, la Ville envisage de conclure un marché négocié avec les 3 lauréats, composé d'une tranche ferme d'une durée de six mois rémunérée 60 000 € HT portant sur la définition d'une stratégie urbaine, suivie d'une tranche conditionnelle relative à l'élaboration du projet urbain de la Ville et à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage en vue de favoriser l'implication des habitants pour un montant de 200 000 € HT.

En effet, une large concertation, menée en particulier dans l'atelier d'urbanisme, accompagnera l'élaboration du projet urbain pour favoriser l'engagement des Montpelliérains dans la prospective de la ville. L'ensemble des contributions issues de ces échanges sera synthétisé pour nourrir la réflexion des équipes de concepteurs pendant la durée d'élaboration du projet.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'attribuer les marchés négociés d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux trois équipes lauréates du concours d'urbanisme, Groupement AUC / BOUTTE / BAS SMETS / MSC / EGIS, Groupement MADEC / ORGECO / CUADD / SCOP SARL TRIBU / TOURRE / CLEMENT, Groupement STUDIO ASSOCIATO / MENSIA ;
- d'attribuer, conformément à la délibération du Conseil municipal du 8 novembre 2010, une prime de 30 000 € HT aux 5 équipes qui ont été admises à concourir ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Bourse Initiatives Jeunes 2011 Participation de la Ville

Monsieur PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, au titre de sa politique en faveur de la Jeunesse, a mis en place différents dispositifs dont la Bourse Initiatives Jeunes .

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il vous est proposé de prélever les crédits prévus au budget 2011 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **5 750€**, et de la répartir de la manière suivante :

### **Coralie Gaboriau, étudiante montpelliéraine en agronomie**

#### **Production culturelle**

#### **« Tour de France de l'agriculture durable »**

Rencontrer 24 agriculteurs respectueux de l'environnement qui développent des solutions alternatives sur la durabilité.

Exposition photo et témoignages vidéos prévus à Sup Agro, l'UM2 et l'Espace Montpellier Jeunesse.

Edition d'un livre témoin.

**Montant proposé: 800 €**

**Sophia Lazreg, étudiante montpelliéraine en BTS Assistant de Manager**

**Destination monde**

Partager les fêtes de fin d'année et distribuer des « packing day » aux jeunes en difficulté de Sydney.

En partenariat avec l'association australienne, Basket Brigade.

Mise en place d'un blog.

Expositions photo à l'auberge de Jeunesse de Montpellier, à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la Maison des étudiants.

**Montant proposé : 740 €**

**Nathan Le Graciet, étudiant montpelliérain en Cinéma**

**Production culturelle**

« *Yann* ».

Réalisation d'un court métrage mettant en scène la journée d'un jeune homme de vingt deux ans.

Diffusion dans les festivals de la région.

**Montant proposé: 1 200 €**

**Coline Hein, étudiante montpelliéraine en Cinéma**

**Production culturelle**

« *Rêve d'enfant* »

Réalisation d'un court métrage d'animation traditionnelle « Rêve d'enfant ».

Diffusion à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la maison pour tous M.Colucci.

**Montant proposé: 510 €**

**Thibaut Chopard-Lallier, salarié montpelliérain**

**Destination Monde**

« *Eau 'tour du globe* »

Réalisation d'une étude sur le différentiel de la gestion de l'eau potable à travers les continents.

Exposition photo et conférence à l'Espace Montpellier Jeunesse.

**Montant proposé: 1 000 €**

**Emma Cozzani, étudiante montpelliéraine aux Beaux Arts**

**Production culturelle**

« *Infra* »

Edition d'une revue novatrice afin de permettre aux étudiants montpelliérains et régionaux de faire connaître leurs travaux dans le but de se professionnaliser.

(Action hors cursus scolaire).

Diffusion au mois de janvier 2012 dans un atelier de sérigraphie, « Au bon tir » à Montpellier.

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse.

**Montant demandé: 1 500 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **5 750€**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2011,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

**Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Jeunesse**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 561**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

**Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2011

Monsieur PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des manifestations pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur avenir et de leur ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever la somme de 1 000 euros sur les crédits prévus au budget 2011 du Service Jeunesse et de les affecter de la manière suivante:

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
5490	DIVERSITÉ PAYSANNE	M	1 000€	1937	924
	<u>Total général</u>		<b>1000€</b>		
	Disponible sur enveloppe		<b>29 470€</b>		

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 1 000 €;
- D'approuver la lettre type d'engagement annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer ces lettres d'engagement et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Association KAÏNA : Projet « Chibanis » Attribution de subvention 2011

Monsieur PASSET rapporte :

L'association KAÏNA, créée en 2000, a pour objectif de promouvoir et de développer des animations éducatives, sociales et culturelles avec l'outil audiovisuel. Cette association dont le siège social est situé à la Mosson, intervient également dans d'autres quartiers classés en Zone Urbaine Sensible de Montpellier.

Dans le cadre de ses actions, l'association KAÏNA a mis en place, en partenariat avec le Domaine d'Ô, le projet « Chibanis » qui consiste à accompagner un groupe de jeunes de 18 à 25 ans, quatre garçons et quatre filles résidants en Zone Urbaine Sensible, sur la réalisation d'un documentaire relatant des parcours de « Chibanis » (cheveux blancs en arabe) résidants en Languedoc Roussillon.

Ce projet a été initié en juillet 2010 et se terminera au cours du premier semestre 2012.

Un médiateur social et culturel anime et coordonne le projet. Cet accompagnement permet de favoriser la mobilisation et l'engagement des jeunes dans un projet citoyen sur une longue période.

Un déplacement sur Paris a permis à ces jeunes d'approfondir leur savoir sur l'histoire de l'Immigration en France, (déplacement à Paris pour visiter la Cité de l'Immigration, Musée de l'histoire contemporaine, Institut du Monde Arabe...). Des rencontres avec des spécialistes: ethnologues, sociologues, historiens...sont également prévues en Région.

Cette production sera présentée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 au Domaine d'Ô. Elle servira, également, d'outils pédagogique dans les collèges et les lycées afin de contribuer à une connaissance plus fine, approfondie, et riche des populations issues de l'immigration, et faire ainsi reculer les stéréotypes, clichés et toutes les représentations simplificatrices de la figure de l'étranger.

Afin d'assurer le succès de cette production, il est proposé d'aider l'association KAÏNA (code association n°1281), en lui attribuant une subvention de **2 000€** qui sera prélevée sur les crédits inscrits à la « commission Jeunesse - Ville Etudiante » au budget 2011 (nature 6574, chapitre 924, LC 1937), dont le disponible sur enveloppe est de 30 470€.

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
1281	L'Association KAÏNA	M	2 000€	1937	924
	<b>Total général</b>		<b>2 000€</b>		
	<b>Disponible sur enveloppe</b>		<b>30 470€</b>		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **2 000 €** ;
- D'approuver la lettre type d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire. »

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 08/11/2011**

Direction des Relations aux  
Publics  
Hygiène et Santé

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 563

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Avis sur le Plan Stratégique Régional de Santé

Monsieur TOUCHON rapporte :

Le Projet Régional de Santé (PRS) du Languedoc-Roussillon définit les objectifs de l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour les cinq prochaines années (2012-2017), selon les orientations de la politique nationale de santé et les spécificités du territoire.

Le Plan Stratégique Régional de Santé (PSRS) est le premier volet du PRS, il vise à définir les domaines d'actions prioritaires pour la réduction des inégalités territoriales de santé. Dans une démarche participative, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier est invité à transmettre son avis sur le PSRS.

Le PSRS respecte des exigences de qualité, sécurité, efficacité, accessibilité et précocité des actions.

Le PSRS se compose de cinq domaines prioritaires concernant les maladies chroniques, les comportements favorables à la santé, le parcours en santé mentale, la dépendance et le handicap, ainsi que le contrôle de la sécurité et des risques sanitaires.

### Les actions de la Ville de Montpellier entrant dans le champ du PSRS :

La Ville de Montpellier est compétente dans trois des cinq domaines prioritaires du PSRS :

#### **Comportements favorables à la Santé :**

Concernant les enfants, la Ville de Montpellier participe à la prévention de l'obésité infantile (notamment, actions sur la qualité de la restauration scolaire dans le cadre de la Réussite Educative) et à l'amélioration de la couverture vaccinale grâce au centre de vaccination du Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS).

Des actions de prévention sont également dirigées vers les adolescents et les jeunes adultes sur les addictions, le tabagisme ou encore la santé sexuelle (SCHS via la Maison de la Prévention Santé, Direction de la réglementation et de la tranquillité publique via le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance).

#### **Dépendance et handicap :**



Le Centre Communal d'Action Sociale est particulièrement actif dans ce domaine . Le SCHS par l'intermédiaire de la Maison de la Prévention Santé participe au relais de l'information sur, par exemple, la manifestation handi-Comédie ou l'information sur la maladie d'Alzheimer.

Les services de l'Education, de la Petite Enfance et la Cuisine Centrale œuvrent pour l'amélioration de l'intégration des enfants en situation de handicap.

**Sécurité et prévention des risques sanitaires :**

Il s'agit de domaines d'actions privilégiés du SCHS, tant au niveau de la lutte contre l'habitat insalubre ou les toxi-infections alimentaires collectives qu'encore les intoxications au monoxyde de carbone.

Par ailleurs, il est à noter que la Ville de Montpellier, très volontariste pour œuvrer dans le domaine de la santé, est en train d'élaborer un diagnostic institutionnel afin de recenser l'ensemble des actions de Santé Publique (près de quarante) menées par une vingtaine de services municipaux dans le cadre du Plan Municipal de Santé.

Au vu des compétences exercées par les services de la Ville de Montpellier, le PSRS apparaît donc pertinent et adapté à son territoire..

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'émettre un avis favorable à la mise en œuvre du Plan Stratégique Régional de Santé.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 564

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Rapport au Conseil Municipal sur l'activité de la Communauté d'agglomération de Montpellier

Monsieur LEVITA rapporte :

Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la base de son compte administratif.

Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

### **I. Les grands équilibres financiers**

Les dépenses d'équipement du budget consolidé ont été réalisées à hauteur de 91%, ce qui constitue un excellent taux d'exécution budgétaire. Les dépenses d'équipement, malgré une baisse de 7% au niveau national, ont augmenté de 66% sur l'ensemble des budgets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, passant de 170M€ en 2009 à 281.50M€ en 2010.

*Ces dépenses d'équipement se décomposent ainsi entre les différents budgets :*

- Budget principal : 252.8M€
- Budget services funéraires : 0.3M€
- Budget assainissement : 25.8M€
- Budget eau potable : 2.6M€

Les principaux postes de dépenses

- Transports urbains et voirie : 227M€ en 2010 contre 139M€ en 2009
- Culture, sports et solidarité : 111M€ en 2010 contre 99M€ en 2009
- Environnement : 76M€ en 2010 contre 69M€ en 2009

### Les principaux postes de recettes

L'année 2010 constitue une année de transition dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle. Alors que les entreprises ont d'ores et déjà été imposées au titre de la contribution économique territoriale en 2010, les collectivités territoriales n'ont perçu les nouvelles recettes de substitution qu'à partir de 2011 et se sont vues versées une compensation relais en 2010. Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a perçu en 2010 un ticket modérateur de 128.9M€.

Le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) a augmenté de 3.6% par rapport à 2009, passant de 54M€ en 2009 à 56M€ en 2010.

Le produit du Versement Transport a augmenté de 3.4% par rapport à 2009, passant de 65M€ en 2009 à 67.3M€ en 2010.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) n'a augmenté que de 0.5% par rapport à 2009, passant de 76.3M€ en 2009 à 76.7M€ en 2010, cette progression freinée s'expliquant par le gel de l'enveloppe des concours financiers de l'Etat aux Collectivités Territoriales.

A noter que l'autofinancement augmente notablement :

- L'épargne brute atteint 104M€ en 2010 (26.6% des recettes de fonctionnement) contre 96M€ en 2009, soit une augmentation de 8% par rapport à 2009 ;
- L'épargne nette (épargne brute hors remboursement du capital de la dette) atteint 79M€ en 2010 contre 71M€ en 2009, soit une augmentation de 10% par rapport à 2009.

Ce taux d'épargne particulièrement élevé permet à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'afficher une excellente solvabilité et une capacité à dégager un autofinancement important tout en absorbant la montée en puissance des dépenses d'équipement.

## **II. Les réalisations 2010**

### 1. Transports en commun

Avec 62.2 millions de voyageurs en 2010, contre 67.7 millions de voyageurs en 2009, la fréquentation du réseau de transport de l'Agglomération diminue de 8.9%.

Concernant le réseau tramway, la possibilité de faire circuler la Ligne 4 « La Circulade » en utilisant les infrastructures des 3 premières lignes a été validée ;

L'extension de la Ligne 1 a été entreprise avec la construction de la station Mondial 98 et son inauguration en décembre 2010 ;

Suite au programme de réalisation de la Ligne 5 adopté par le Conseil d'Agglomération du 3 juillet 2009, un dossier a été déposé auprès du Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement dans le cadre du deuxième appel à projet « Transports Urbains » pour financement par l'Etat de la Ligne 5 et du bouclage de la Ligne 4. Pour un montant total d'opération de 315M€, l'Etat a attribué le 9 février 2011 une subvention de 37M€ pour financer d'une part le bouclage de « La Circulade » et d'autre part la Ligne 5 pour la partie hors extension ;

Les études du projet de Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch, auquel Montpellier Agglomération participera pour 6M€, ont été finalisées en 2010, pour un démarrage des travaux en 2011 avec livraison d'une première phase en 2013 et de l'ensemble en 2014-2015.

## 2. Aménagement de l'espace et développement économique

Trois nouvelles démarches d'élaboration de plan local d'urbanisme (PLU), ont fait l'objet d'un accompagnement technique et d'un soutien financier de l'Agglomération : Villeneuve-Lès-Maguelone, Vendargues, Saint-Jean-de-Védas.

Le plan de déplacement urbain (PDU) se poursuit en vue d'une approbation définitive au second semestre 2011. Dans le domaine de l'habitat, la Communauté d'Agglomération a financé 908 logements locatifs sociaux en 2010. Au titre des engagements pris les années antérieures, l'Agglomération a versé aux opérateurs HLM et associatifs plus de 4.8M€. La Communauté d'Agglomération a garanti les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour la réalisation de 36 programmes, représentant 1614 logements sociaux financés et 90M€ de prêts garantis. Elle subventionne en outre, sur ses fonds propres, le surcoût foncier des opérations de logement social. Cette aide a concerné 421 logements pour un montant global de 1.9M€.

L'année 2010 a été marquée par le développement de la démarche Ecocité de « Montpellier à la Mer ».

## 3. Assainissement, lutte contre les inondations et eau potable

50.5M€ d'investissements ont été réalisés en 2010 (contre 43.6M€ en 2009) dans le cadre des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, aux nouvelles stations d'épuration, aux travaux de lutte contre les inondations de la Vallée du Lez et aux nouveaux investissements relatifs à la gestion de l'eau potable.

## 4. Gestion des déchets

Deux principaux axes de travail ont été développés en 2010 : l'amélioration des collectes sélectives des déchets recyclables et la prévention des déchets pour réduire l'ensemble des impacts sur l'environnement et faciliter la gestion ultérieure des déchets.

L'année 2010 a été marquée par la signature d'un accord-cadre avec l'ADEME, d'une durée de cinq ans, pour la mise en œuvre sur le territoire de l'Agglomération, d'un programme local de prévention des déchets (PLPD) en application des lois Grenelle pour la réduction des déchets de tous les habitants.

En mai 2010, la Communauté d'Agglomération a mis à disposition des usagers un vingtième point propreté sur la commune de Montferrier-Le-Lez.

## 5. Culture

51 M€ ont été consacrés à l'action culturelle en 2010 (contre 46M€ en 2009).

L'extension de l'aquarium Mare Nostrum s'est poursuivie (6M€ en 2010 sur un montant total de 9.5M€). Les travaux de construction de l'Agora de la Danse ont été clôturés (6.5M€ en 2010). Les travaux du Musée de l'Histoire de France en Algérie se sont poursuivis (4.7M€ en 2010). Les travaux de restauration de l'Opéra Comédie ont débuté (1.9M€ en 2010 sur un montant total de 14M€).

## 6. Sport

L'année 2010 a été marquée par l'inauguration de la Park & Suites Aréna et l'ouverture de la piscine Poséidon à Courdonterral.

## 7. Solidarité intercommunale

Montpellier Agglomération a poursuivi en 2010 son soutien aux projets réalisés par les communes présentant à la fois un intérêt supra-communal et cohérent avec le projet d'Agglomération à hauteur de 2.8M€.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## SOMIMON - Rapport des Administrateurs - Exercice 2010

Monsieur LEVITA rapporte :

Monsieur Marc DUFOUR, administrateur représentant la Ville au Conseil d'Administration de la SOMIMON, présente au Conseil Municipal au titre du mandat que lui a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société le rapport établi pour l'exercice 2010 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### 1) Statuts et composition de la Société

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur de 16 €.La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social. Sa participation au capital s'élève à 1200 actions.

	Actionnaires	%
<b>Publics</b>	Communauté d'agglomération de Montpellier	42%
	<b>Ville de Montpellier</b>	<b>8%</b>
	Département de l'Herault	8%
	Caisse des Dépôts et Consignations	24%
<b>Privé</b>	Chambre de commerce et de l'industrie de Montpellier	8%
<b>Organismes locaux</b>	Chambre d'Agriculture de l'Herault	4%
	C.R.C.A	4%
	B.R.L Participations	2%

### 2) Activités

Les principaux événements qui ont marqué les différentes activités de la société au cours de l'exercice 2010 sont les suivants :

- Pour l'activité Agroalimentaire : Elle représente 83% de l'activité en termes de CA (HT)

- ✓ Depuis février 2010, Il a été mis en place un contrôle d'accès au site physique de 5H à 18H. Cela a permis d'autoriser l'accès uniquement aux professionnels et de mettre à jour la base de données dans le cadre d'opérations promotionnelles et de concentrer l'activité. Tous les opérateurs sans exception financent ce contrôle.
- ✓ Une enquête qualitative est en cours auprès de l'ensemble des producteurs ayant un carreau permanent.
- ✓ Trois « rendez-vous professionnels de Mercadis » (Fraich'Attitude, Semaine du goût, Noël) ont été organisés et ont été bien accueillis.

L'année 2010 a été également marqué pour cette activité par :

- ✓ L'arrivée d'un grossiste en fruits et légumes BIO.
- ✓ La cessation d'activité de trois opérateurs : un commerce de boisson non alcoolisées, un négociant de produit Halals, détaillant en fruits et légumes.
- Pour l'activité horticole et florale : Elle représente 8% de l'activité en termes de CA (HT)

Les déclarations d'activités 2010 des opérateurs ne sont pas encore toutes retournées et un opérateur n'y répond jamais.

La fréquentation des acheteurs fleurs progresse de 4% après plusieurs années de baisse en particulier en raison de l'ouverture d'une forte concurrence.

« Les Rendez-vous professionnels de MERCADIS » organisés ont été bien accueillis. Les vendeurs organisent désormais eux même l'animation.

- Pour l'activité Plate-forme logistique : Elle représente 9% de l'activité en termes de CA (HT)

Les services de la plateforme s'adressent principalement aux TPE/PME de distribution alimentaire et aux acteurs de la filière vitivinicole. Ces services proposent :

- ✓ Une plateforme frigorifique avec des chambres dédiées offrant pilotage des courbes de température et une protection contre la lumière dans un espace sous vidéosurveillance.
- ✓ Et des services complémentaire : réception, contrôle, pointage et mise en stock, gestion de stock en temps réel, empotage de container, sas de congélation, coordination de nos partenaires transporteurs.

Au cours de l'exercice 2010, l'activité frigorifique diminue de 4% par rapport à 2009.

L'exercice 2010 enregistre les éléments significatifs suivants :

- ✓ Augmentation du coût de l'énergie
- ✓ Mise en place du plan de maîtrise sanitaire.
- ✓ Perte de deux clients importants pour ce qui est de l'entreposage en congélation (démarche patrimoniale et réorganisation).

- Pour l'activité annexe de vente de glace alimentaire et à rafraichir

Cette activité enregistre une baisse des ventes par rapport à 2009 en raison de conditions météorologique défavorables et d'une importante concurrence.

## 1) Personnel

L'effectif de la société au 31 décembre 2010 s'élève à 17 salariés dont le directeur mis à disposition par la SCET (Services Conseil Expertises Territoires) et un contrat de qualification.

### 3) Comptes annuels

#### a) Compte de résultat

- Résultat d'exploitation
- **Le total des produits** diminue légèrement (-6.5%) par rapport à 2009 pour atteindre 2 812.7 K€ en 2010.

Le chiffre d'affaire 2010 reste stable par rapport à 2009. Il s'élève à 2375, 6 K€ en 2010.

- ✓ Les recettes frigorifiques diminuent de 17 K€ en 2010 en raison de la perte de deux gros clients.
- ✓ Les recettes de locations sont en progression par rapport à 2009 de 48 K€ en raison de la contribution des opérateurs au contrôle d'accès mis en place sur le site.
- ✓ Les produits divers baisse de 23 K€.

La reprise de provision gros entretien s'élève à 256.2 K€ en 2010 contre 521 K€ en 2009.

- **Le total des charges d'exploitation** progresse de + 7% par rapport à 2008 s'élevant à 2 925 K€ :
  - ✓ Les achats enregistre une baisse de - 14K€ par rapport à 2009. En 2009, un surcoût de 20 K€ avait été causé par une fuite du réseau d'adduction d'eau.
  - ✓ Les services extérieurs : L'entretien des biens immobiliers augmente de 48K€ afin d'accueillir les nouveaux opérateurs dans les meilleures conditions d'exploitation.
  - ✓ Les impôts et taxes baisse de 13 K€ grâce à la mise en place de la contribution foncière des entreprises et de la contribution à la valeur ajoutée des entreprises.
  - ✓ La formation progresse de 11 K.
  - ✓ Les charges de personnel progressent de 31K€ en raison des versements non récurrents d'une indemnité de départ à la retraite et de plusieurs gratifications pour médaille du travail.
  - ✓ Les autres charges de gestions ont diminué en raison d'une baisse de 9 K€ de la redevance due à l'Agglomération de Montpellier par l'application contractuelle de l'indice de construction.
  - ✓ Les dotations aux amortissements et provisions restent très stable.
- **Le résultat d'exploitation** 2009 s'élève à -49 K€ contre 28 K€ en 2010
- Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice 2010 est positif de 69 K€ contre 51K€ en 2009.

- Résultat net



Après le résultat exceptionnel de 6 K€, la participation et l'IS de 26 K€, le résultat net s'élève à 0.5 K€ en 2010 contre 28 K€ en 2009.

## b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan reste stable passant de 8 297 K€ en 2009 à 8 299 K€ en 2010.

- Au passif du bilan

- Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 1 132 K€ en 2010 contre 1 131 K€ en 2009.
- Provisions : Les provisions pour risques ont augmenté de +2%. Elles passent de 5 812 K€ à 5 925 K€ en 2010.
- Dettes : Les dettes ont diminué de + 8.9 %. Elles s'élèvent à 1 242 K€ en 2010 contre 1 353 K€ en 2009.

## c) Ratios de gestion

- *Ratio de structure d'endettement - Emprunts et dettes financières / Capitaux propres* : 30 % en 2010, ce ratio met en lumière la part d'endettement de la société en comparaison avec les capitaux propres de la société.
- *Ratio d'indépendance financière - Capitaux propres / Capitaux permanent* : 16.8 % en 2010, ce ratio permet de connaître la capacité de la société à se financer par ses propres moyens.
- *Ratio de synthèse - Capitaux propres / Actif immobilisé* : 19% en 2010, ce ratio indique que les emplois longs de la SEM sont financés à hauteur de 19 % par des ressources stables, les capitaux propres.

La situation financière de SOMIMON est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2010 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier.

## 2) Perspectives et développements

L'objectif affiché par la SOMIMON est d'attirer de nouveaux acheteurs et de les fidéliser. La SOMMIMON appuie sa stratégie de développement sur 4 axes principaux:

- **Le développement de l'activité des opérateurs** : le principal enjeu est d'anticiper l'évolution des besoins des opérateurs (Mutualisation des espaces, surfaces supplémentaires, réduction d'espace, besoins d'équipement spécifique).
- **La logistique urbaine** : Le Marché d'Intérêt National (MIN) doit étendre son emprise foncière vers la partie ferrée ce qui constituerait un atout supplémentaire au projet.
- **La valorisation des circuits courts** : Mercadis participe à une solution originale d'approvisionnement des restos du cœur 34 en circuit courts
- **La valorisation des déchets** : Cette valorisation participe à la politique globale de Montpellier Agglomération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 566

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## TAM - Rapport des Administrateurs - Exercice 2010

Monsieur LEVITA rapporte :

Monsieur Serge FLEURENCE  
Madame Régine SOUCHE  
Monsieur Hervé MARTIN

Administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de TAM, présentent au Conseil Municipal au titre du mandat que leur a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société le rapport établi pour l'exercice 2009 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### 1) Statuts et composition de la Société

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Communauté d'Agglomération et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, Union féminine civique et sociale UFCS).

La Ville de Montpellier détient 27.3% du capital social.  
Sa participation au capital s'élève donc à 1 170 078€.

Communauté d'Agglomération de Montpellier	27.79%
Ville de Montpellier	27.33%
TRANSDEV	19.99%
Caisse des Dépôts & Consignations	11.46%
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	7.00%

Banque Populaire du Sud	3.50%
Crédit Agricole	1.75%
Chambre de Commerce et d'Industrie	1.17%
Chambre des Métiers	0.0146%
Union Féminine Civique et Sociale	0.0029%

Le Conseil d'administration du 27 avril 2010 a adopté la mise à jour de la Procédure Achats, des modalités de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres et du Comité de Rémunération, et désigné leurs membres respectifs pour une durée allant jusqu'au terme de leur mandat d'administrateur.

## 2) Activités

### 1) Transport

#### *a. Contrats en vigueur en 2010*

TAM était titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) Transport de la Communauté d'Agglomération de Montpellier jusqu'au 31/12/2009. En 2010, un nouveau contrat de délégation de service public a été signé : Tam est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprises (GME), constitué par Tam et Transdev Montpellier, titulaire pour huit ans sur le PTU de 31 communes de la DSP Transport jusqu'au 31 décembre 2017.

Un avenant n°1 à la DSP Transport a été finalisé fin 2010 ajustant les objectifs d'offre, de trafic et de charges forfaitaires décidées en 2010, dont la conception de la ligne 4 de Tramway baptisée « circulade » et le report au deuxième semestre 2011 de la clause de revoyure sur l'impact des travaux de la ligne 3 sur les recettes de trafic et compensations.

Le Conseil d'administration du 16 décembre 2009 a autorisé, sur les bases négociées en 2009, la signature du nouveau contrat de DSP et de l'avenant à la convention de groupement solidaire pour la gestion en GME avec Transdev Montpellier. La signature de l'avenant n°1 au contrat de DSP a été autorisée par le CA du 20 janvier 2011.

#### *b. Activité du Tramway en 2010*

L'exercice 2010 a été fortement marqué par l'impact des travaux de la ligne 3 du Tramway. La fréquentation du réseau recule de 8.1% par rapport à 2009, avec 62 millions de personnes transportées en 2010 contre 67 millions de personnes transportées en 2009. Le recul de la fréquentation est dû principalement à l'impact des travaux de construction de la ligne 3 de Tramway. A noter que la part des voyageurs Tramway représente 67% de l'ensemble de la clientèle Tam. Les recettes totales de trafic montrent une baisse de 1.4% (-517,7K€) par rapport à 2009. Les recettes directes s'élèvent à 28 173K€ en 2010 et représentent donc 75% des recettes totales. Les recettes directes régressent principalement en raison de l'impact des travaux de construction de la ligne 3 qui occasionnent un recul des déplacements validés de 7%. L'augmentation tarifaire (taux nominal de 2,60%) qui a eu lieu en 2010 a permis de limiter la perte de recettes directes à -0,7%. Les perturbations liées aux travaux provoquent ainsi une perte de 865 619€ de recettes sur les lignes gérées par la Tam. Les recettes de la Tam s'appuient toujours sur une importante fidélisation de sa clientèle avec notamment près de 35 000 abonnés annuels dont 24 000 forfaits jeunes. La partie des pertes de recettes et compensation liée aux travaux fera en 2011, au terme de ces derniers, l'objet d'une indemnisation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

#### *c. Activité de Vélomagg'en 2010*

L'exercice 2010 est également marquée par le renforcement de l'offre Vélomagg'. 500 vélos Courte Durée, dont plus de 350 sur vélostations automatiques, et 1000 vélos Longue Durée à disposition des utilisateurs. Dans le cadre de l'activité Véloplage, 90 vélos californiens ont remplacé une partie des VTT arrivés au terme de leur durée d'exploitation. Enfin, l'année 2010 a été marquée par le lancement d'une flotte de 15 Vélomagg' Electrik loués par la Tam pendant 1 an à Mobileco et proposés au public selon deux formules : 3 mois non renouvelables ou à la journée.

### *b. Ligne 2*

Le programme d'aménagements complémentaires prévu à l'**avenant n°8 à la convention de mandat** pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway en date du 17 juillet 2000, s'est poursuivi, concernant notamment les points suivants :

- L'aménagement du parking Saint-Jean-le-Sec : les travaux ont été réalisés et la mise en service du nouveau bâtiment d'exploitation a eu lieu en avril 2010.
- L'évitement Grisette : les travaux sont programmés à l'été 2011.

### *c. Ligne 3*

- **Mandat d'étude et de réalisation d'un Boulevard Est de Liaison** (délibération du Conseil Général du 16/07/01) : l'Agglomération de Montpellier a confié à TAM les missions de réaliser l'intégralité de l'opération d'extension à l'Est et de compléments d'aménagements et d'équipement de la 1ère ligne de tramway jusqu'à sa mise en service commerciale, en qualité de mandataire.
- **Avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway** (délibération du 30/07/2004) : approbation de l'avant-projet, adaptation du planning et actualisation de l'enveloppe financière du projet, ramenée de 480 à 450M€, et révision du montant et de l'échéancier de la rémunération du mandataire (projet d'avenant n°3 en instance de signature).
- **Avenant n°3 au contrat de sous-traitance Transamo sur la réalisation de la ligne 3.**
- La Communauté d'Agglomération a délibéré le 28 septembre 2010 pour modifier le programme initial de l'opération ligne 3, pour y inclure la réalisation de la ligne 4 dans une première phase entre Observatoire et Albert 1<sup>er</sup>.
- Par la même délibération du 28 septembre, l'agglomération du 28 septembre, l'Agglomération a validé l'avenant n°3 au mandat d'études et de réalisation confié à Tam pour prendre acte de cette modification du programme de l'opération et intégrer les modifications mineures qu'il convient de mettre en œuvre sur le plan technique, ainsi que pour compléter la commande de matériel d'une rame supplémentaire sans modifier l'enveloppe financière globale de l'opération confiée en mandat (450M€ HT valeur 2004).
- Engagée en 2009, la modification de tracé dans le secteur Saunerie a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de DUP complémentaire le 22 mars 2010 ; rappelons que cette modification consiste à dédoubler le tracé initialement prévu sur la seule rue du faubourg de la Saunerie.
- Le projet de ligne 3 a été favorablement accueilli dans le cadre du concours lancé par le Ministère de l'environnement « Transport Public et Grenelle de l'environnement » et le volet transport du « Plan espoir banlieue » décrochant le montant maximum de l'ensemble des projets présentés : la subvention de l'Etat a ainsi été fixée à 82,6M€. La convention correspondante a été signée en juillet 2010 avec l'AFIT et les premiers versements ont été opérés dès la fin 2010.
- Les travaux ont été mis en place à l'ensemble de la ligne 3. La pose de la voie ferrée a démarré en avril 2010 et elle s'est intensifiée à l'été 2010 pour réaliser l'ensemble des connexions de la ligne 3 avec les lignes 1 et 2. Environ 40% du linéaire de voie ferrée était déposé fin 2010. Les travaux de mise en place des équipements ont démarré à l'été 2010 (ligne aérienne et énergie). Le montage de la première rame a eu lieu en novembre 2010 dans l'usine ALSTOM d'Aytré / La Rochelle.

## **3) Personnel**

L'effectif mensuel moyen de salariés est de 986 (968 en 2009).

Le montant de la masse salariale pour 2010 s'élève à 29 933K€ (contre 28 824 K€ en 2009), soit une augmentation de 3,70% par rapport à 2009, cela s'expliquant par la montée en puissance de l'effectif rattaché au mandat de la ligne 3 ainsi et par le recrutement de conducteurs afin de répondre au développement de l'offre.

## **4) Comptes annuels**

### *a) Compte de résultat*

En 2010, le nombre de location a augmenté de 6% par rapport à 2009, avec 142 000 locations de vélos en 2010 contre 133 550 locations en 2009. La progression des locations est de 86% par rapport à 2008, date de lancement des premières vélostations automatiques.

## 2) Gestion des horodateurs sur voirie

Au terme d'un avenant de prolongation de 2 mois des anciens contrats, le marché Voirie (zones jaune/orange et zone verte) a été attribué à TAM par la Ville de Montpellier pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2008 au 31 décembre 2013. A ce titre TAM assure une mission de collecte et de comptage des fonds des horodateurs, de gestion des modes de paiements, d'entretien et de maintenance de la signalisation, d'enquêtes de stationnement.

Le résultat s'établit à -16,3K€ soit 95,7K€ de mieux que celui de 2009 en raison des provisions passées.

## 3) Stationnement dans les parkings de centre-ville

### a. *Contrats en vigueur en 2010*

- **Nombre d'Or** : contrat d'affermage 2010-2013 entré en vigueur le 01/12/2010 ;
- **Arceaux** : Tam a remporté en 2010 l'appel d'offres lancé par la Ville concernant l'affermage du parking pour la période 2011-2015.

Poursuite des contrats concernant six autres parkings :

- **Gambetta** (concession 10/1987-2029) : avenant n°8 signé en 2009 concernant la suspension de la compensation tarifaire pour réhabilitation ;
- **Europa** (concession 1996-2035) : avenant n°3 signé le 06/09/2004 concernant les conditions tarifaires ;
- **Laissac** (affermage 2009-2011) : entrée en vigueur le 01/01/2009 du nouveau contrat remporté en 2008 ;
- **Comédie** (affermage 2006-2013) : entrée en vigueur le 22/12/06. Les avenants 1 et 2 ont été formalisés afin d'inclure les travaux complémentaires de sécurité incendie et préciser les modalités de financement du projet de chantier ainsi complété ;
- **Marché aux fleurs** : une convention d'amodiation confiée par la Ville (1994-2013) et une convention d'amodiation confiée par l'Agglomération (1997-2013) ;
- **Corum** (sous-délégation en affermage 2009-2018) : Tam s'est présentée comme sous-déléataire de la SEM Enjoy, qui a remporté en 2008 (entrée en vigueur le 01/01/2009) l'appel d'offres concernant le Palais des Congrès.

### b. *Activité des parkings en 2010*

Compte tenu des travaux de la ligne 3 du tramway, les recettes des parkings Gambetta et Laissac enregistrent un recul cumulé de 212K€, soit -15,6% par rapport à 2009. La bonne tenue des parkings Europa, Corum et Comédie permet de contenir cette baisse à -2,6% pour l'ensemble des parkings centre-ville en 2010 par rapport à 2009. Les recettes cumulées (horaires + abonnés) sont stables par rapport à 2009.

## 4) Activités en mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

### a. *Ligne 1*

- **Mandat d'étude et de réalisation de l'Extension Est de 1<sup>ère</sup> ligne de Tramway** / Avenant n°4 signé en 2008 : prise en compte évolutions zone Odysseum et diminution rémunération mandataire.
- Les travaux d'aménagement de la station Mondial 98 ont démarré en juillet 2010. Les équipements ont été mis en place en novembre 2010 et l'inauguration de la station a eu lieu le 17 décembre 2010, suivie de sa mise en service.

Le total des produits d'exploitation diminue de 5%, passant de 86,74M€ en 2009 à 82,08M€ en 2010

Compte tenu du nouveau régime de cotraitance pour l'activité Transport :

- Le chiffre d'affaires diminue de 2,09%, passant de 51,34M€ en 2009 à 50,27M€ en 2010 ;
- Les quotes-parts des subventions d'exploitations (contributions forfaitaires de l'Agglomération) diminuent de 10,28%.

Les charges d'exploitation diminuent aussi de 4,74% par rapport à 2009, passant de 87,40M€ en 2009 à 83,26M€ en 2010, malgré une augmentation des postes de personnel (+4,20%) et charges sociales (+7,88%), du fait principalement d'une baisse du poste achats et charges externes (-20,35%).

#### *b) Résultat*

Le résultat 2010 avant impôt ressort à 19,8K€ soit 0,03% du chiffre d'affaires de la société.

Ce résultat avant impôt se provient notamment :

- De l'activité de stationnement qui produit un résultat de 242,7K€ (contre 42,6K€ en 2009 pénalisés par une provision Prud'homme sur la Voirie) ;
- De l'activité de transport qui produit un résultat de -227,9K€ (contre 762,5K€ en 2009) qui est négatif du fait du complément de provision Prud'homme passée à 315,1K€ concernant le risque d'extension de l'affaire engagée en 2008 et perdue en première instance.

Le résultat 2010 après impôt est de 17 400,25K€ contre 536 228,77K€ en 2009.

#### *c) Bilan*

A 28,68M€ (contre 29,75M€ en 2009), l'actif net immobilisé de TAM au 31 décembre 2010 est couvert par 29,09M€ de capitaux permanents.

Les fonds propres représentent 22,4% du total du bilan, soit 77,72M€ en 2010 contre 80,53M€ en 2009).

Le fonds de roulement ressort donc à 1M€ contre 0,55M€ en 2009, soit un accroissement de 0,45%.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation passe de -13,08M€ en 2009 à -12,44M€ en 2010.

#### *d) Evolution des ratios de gestion*

L'endettement sur capitaux propres est de 49,5% en 2010 : cela montre que la majeure partie de l'actif de la société est financé davantage par les capitaux propres que par l'endettement.

L'endettement sur chiffres d'affaires est de 17,4% en 2010 : ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement.

Le coût moyen d'endettement est de 5.1% en 2010.

La situation financière de la TAM est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2010 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier.

### **5) Perspectives d'avenir**

#### *a. Activité Transport*

Préparation en 2011 de l'avenant n°2 à la DSP Transport, ainsi qu'à la convention de Groupement du GME, permettant de formaliser les charges et produits correspondant au réseau de bus restructuré autour de la mise en service des lignes 3 et 4 de Tramway, et divers ajustements dont le mode de calcul des compensations et valorisation de la clause de revoyure sur la reddition des kilomètres en 2010 et l'impact des travaux en 2010 et 2011.

#### *b. Activité Stationnement*

Obtention de la gestion à Odysseum des parcs de stationnement de la Mer et de la Glace de janvier 2011 au 31 décembre 2014, suite à la consultation lancée par l'ASL Place de France.

Lancement en 2011 par la Ville de Montpellier de la consultation pour le renouvellement du marché Voirie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Lancement en 2011 par la Ville de Montpellier de la consultation pour la gestion du parking Laissac à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

*c. Pour les activités Projets Tramway menées en mandats*

Ligne 5 « Lavérune – Ovalie – Clapiers – Prades-Le-Lez » et bouclage de la Ligne 4 « La Circulade »

La Communauté d'Agglomération a engagé l'opération Ligne 5 de Tramway incluant le bouclage de la Ligne 4 sur les boulevards du Jeu de Paume / Ledru Rollin / Henri IV.

Cette nouvelle opération d'un montant de 330M€ est programmée sur la période 2011-2017. Tam, associée à Transamo en position de sous-traitant, a répondu à la consultation organisée par l'Agglomération pour le marché de mandat d'études et de réalisation.

Ligne 2 « Saint-Jean-de-Védas – Jacou »

Le programme d'aménagements complémentaires prévu à l'avenant n°8 à la convention de mandat se poursuivra avec la mise en place de l'évitement Grissette : les travaux sont programmés à l'été 2011 dans le cadre des marchés de voie ferrée et équipements ferroviaires passés pour la Ligne 3 de Tramway.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.**

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**



## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETTITOUT.

## SERM- Rapport des Administrateurs - Exercice 2010

Monsieur LEVITA rapporte :

Madame Hélène MANDROUX,  
Monsieur Max LEVITA,  
Monsieur Marc DUFOUR,  
Monsieur Michel PASSET,  
Monsieur Jacques TOUCHON,

Administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), présentent au Conseil Municipal au titre du mandat que leur a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société le rapport établi pour l'exercice 2009 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### I. Statuts et composition de la Société

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas, Communauté d'Agglomération de Montpellier)
- Le groupe CDC
- Les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41.38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152.439 actions.

### II. Activités

### 1. Opérations d'aménagement

Le chiffre d'opération de l'activité aménagement en 2010 atteint 140M€ (dont 100M€ sur les concessions d'aménagement) contre 157.2M€ en 2009, soit une baisse de 12.3% par rapport à 2009.

Au niveau des recettes, celles-ci s'élèvent à 149.9M€ (dont 1.4M€ de cessions publiques et 62.6M€ de cessions privées) contre 147M€ en 2009, soit une augmentation de 1.9% par rapport à 2009.

### 2. Département énergies

Le budget de référence pour l'année 2010 est le budget présenté au Conseil d'Administration du 27 mai 2010 incluant l'impact de l'abandon de la réforme de la Taxe Carbone.

Les volumes de vente d'énergie augmentent de 16.5% par rapport à 2009 pour atteindre 85 689MWh. Cette augmentation s'explique par un hiver 2010 d'une rigueur exceptionnelle. Les ventes de froid diminuent de 8.5% par rapport à 2009 pour atteindre 34 113MWh du fait d'une chaleur estivale modérée.

Les volumes de vente d'électricité sont en progression par rapport à 2009.

### 3. Création et participation dans des filiales

En 2010, la SERM était toujours présente dans 5 sociétés :

- *SAEM ENJOY MONTPELLIER*

L'année 2010 a été marquée par l'ouverture de l'Aréna Montpellier.

- *SARL GEODEM*

Société en sommeil dans l'attente d'une éventuelle réactivation de son activité dans le domaine de l'étude de projets immobiliers.

- *SCI ODYSSEUM I*

La réitération par acte authentique du compromis de vente signé le 12 juillet 2004 avec la SCI OPDF dont les associés sont KLEPIERRE et ICADE est intervenue le 10 novembre 2010 dans les conditions suivantes :

- Loyer des restaurants valeur janvier 2010 x 92% soit :
- $706.973\text{€} \times 92\% / 8\% = 7\,442\,689\text{€ HT}$

Il est à noter que la promesse de vente portait sur une surface locative de 3 511m<sup>2</sup> correspondant à un prix (valeur 2002) de 5 466 852€ HT. L'augmentation constatée résulte de l'augmentation de surface générée notamment par le sous-sol du bâtiment B et par l'évolution des indices depuis 2002.

Compte tenu du résultat net positif sur l'année 2010, l'Assemblée Générale a décidé le 22 décembre 2010 de distribuer un acompte sur dividende de 1 200 000€ dont 99%, soit 1 188 000€, de quote-part au profit de la SERM.

- *SAS SEAMAN (Aquarium)*

Le résultat déficitaire de 2009 ayant entraîné la perte de plus de la moitié du capital, une Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie le 29 octobre 2010 et a rejeté la dissolution anticipée de la société, tout en actant de la nécessité de consolider les fonds propres à la fin de l'année 2010. La fréquentation de l'aquarium Mare Nostrum a atteint 304 309 visiteurs en 2010, soit 2.5% de moins qu'en 2009 où elle avait été de 312 166 visiteurs.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008, son chiffre d'affaires pour 2010 s'élève à 994 K€.

En 2010, les associés ont validé, lors des cinq Comités Stratégiques et de Développement, 8 projets d'investissement dans l'énergie photovoltaïque représentant une puissance électrique de 15MW et un investissement de 60M€.

Avec 6 770 MWh, la production d'électricité verte est en baisse de 5% par rapport à 2009. L'année 2010 a également été marquée par le démarrage des équipements suivants :

- Verrière de la Médiathèque de Clapiers pour 20kWc
- Toiture des résidences Web Ellis et Grand Chelem pour 37kWc
- Façade des bâtiments de la résidence Rive Droite à Montpellier pour 25kWc
- Couverture des box de la fourrière animale de Villeneuve pour 246kWc
- Toiture de la résidence 864 à Castelnau pour 30kWc
- Toiture photovoltaïque de l'Aréna mise en service début décembre totalisant 520kWc et faisant passer la puissance globale de production photovoltaïque d'Energies du Sud à 1 065kWc.

### **III. Personnel**

Le nombre moyen de salariés est de 110 en 2010 (contre 105 en 2009), soit une augmentation de 4.8% par rapport à 2009. Le montant des frais de personnel pour 2010 s'élève à 7 925K€.

### **IV. Comptes annuels**

#### **a) Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires évolue de +6.7% passant de 106 628 K€ en 2009 à 113 846 K€ en 2010.

#### **b) Compte de résultat**

Le total des produits d'exploitation reste stable. Il augmente de 0.4 % par rapport à 2009 pour atteindre 173 958 K€ en 2010.

Les charges d'exploitation reste stable (+0.07%) par rapport à 2009 soit à 172 K€.

#### **c) Résultat**

Après imputation de l'intéressement et de la participation des salariés, l'exercice 2009 présente un résultat bénéficiaire de 1 106 K€ après un impôt sur les bénéfices de 899 K€, contre un résultat bénéficiaire de 490 K€ en 2009. Les principales différences entre les 2 exercices concernent le résultat financiers s'élevant à -443 € contre -1 092 K€ en 2009. Chaque année la SERM constate des éléments de résultats « exceptionnels » dont une part est corrélée à l'activité opérationnelle comme les droits de raccordement ou les subventions d'équipement.

#### **d) Bilan**

Le total du Bilan connaît une augmentation de 3.7%, passant de 292 988 K€ à 302 129 K€ au 31/12/2009, constituée par :

- un accroissement modéré de +3.8 % de l'actif immobilisé qui passe de 71 202 K€ en 2009 à 73 917 K€ en 2010.
- un accroissement de l'actif circulant de +2.9%, passant de 221 786 K€ en 2009 à 228 211K€ en 2010,

#### **e) Capitaux propres**

Les capitaux propres atteignent 23 885 K€ en 2010.

## f) Ratios de gestion

Ratio de structure d'endettement - Emprunts et dettes financières / Capitaux propres : 650% en 2010, ce ratio met en lumière la part d'endettement de la société en comparaison avec les capitaux propres de la société.

Ratio d'indépendance financière - Capitaux propres / Capitaux permanents : 20 % en 2010, ce ratio permet de connaître la capacité de la société à se financer par ses propres moyens.

Ratio de synthèse – Capitaux propres / Actif immobilisé :

33% en 2010, ce ratio indique que les emplois longs de la Société sont financés à hauteur de 33% par des ressources stables, les capitaux propres.

La situation financière de la SERM est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2010 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier. Le résultat net de la société est forte progression, + 125% par rapport à 2009 et malgré un important endettement la société est en capacité de faire face à ses emprunts.

La SERM reste un acteur majeur du développement de la Ville de Montpellier et de l'Agglomération.

## V. Perspectives et développements

Les principales opérations développées ou poursuivies en 2011 seront les suivantes :

Dans le secteur du logement :

- Pour la Ville de Montpellier :
  - Poursuite des ZAC de logements (Jardins de la Lironde, Parc Marianne, Ovalie, Grisettes) et début des travaux sur Rive Gauche ;
  - Démarrage des travaux de l'îlot H sur Jacques Cœur, dans sa partie parking ;
  - Poursuite d'interventions de maîtrise foncière dans le secteur de Grand Cœur, des quartiers Cévennes, Petit Bard et Nouveau Saint Roch (avec notamment le règlement de l'acquisition des parcelles RFF/SNCF).
- Pour l'Agglomération de Montpellier :
  - Réalisation de travaux sur Prades-Le-Lez, Saint-Brès et Saint-Jean-de-Védas ;
  - Poursuite de l'aménagement des parcs d'activité de l'Agglomération de Montpellier et la fin des constructions de la première tranche du Bipôle Euromédecine et du MIBI à Eureka.

Dans le domaine des grands équipements : achèvement du nouvel Hôtel de Ville.

Pour les filiales

- *SCI ODYSSEUM I*

La cession du bail à construction conclu avec Mc Donald's France devrait intervenir en 2011 et générer une nouvelle marge substantielle.

- *SAS SEAMAN (Aquarium)*

Grâce à l'ouverture de l'extension prévue le 12 avril 2011, une fréquentation de 350 000 visiteurs et un résultat net équilibré est visé.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

L'année 2011 verra la réalisation des projets de parkings de Tam qui bénéficient toujours du tarif initial à 60cts/kWh de 2009.

Le projet d'augmentation de doublement de capital a été reporté dans l'attente de la sortie de période de moratoire sur le photovoltaïque. Un nouveau plan d'affaires devrait pouvoir être établi dans le courant du

premier semestre de 2011. Il est à noter que les fonds propres actuels permettent d'attendre avant de renforcer le capital d'Energies du Sud.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

De prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 568

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Enjoy - Rapport des Administrateurs - Exercice 2010

Monsieur LEVITA rapporte :

Fanny DOMBRE-COSTE,  
Michel ASLANIAN,

Administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de ENJOY, présentent au Conseil Municipal au titre du mandat que leur a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société, le rapport établi pour l'exercice 2010 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriale

### 1) Statuts et composition de la Société

La Délégation de Service Public pour l'exploitation du Corum et du Zénith Sud est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

Au 31 décembre 2010, la Ville de Montpellier détient 11.39% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 21 002 actions.

	Actionnaires	%
Publics	Communauté d'Agglomération de Montpellier	43,61%
	Région Languedoc-Roussillon	27,22%
	<b>Ville de Montpellier</b>	<b>11,39%</b>
	Département de l'Hérault	1,41%
	Ville de Pérols	0,00%
Privés	Caisse des Dépôts et Consignations	3,41%
	Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	3,07%
	Crédit Mutuel Méditerranéen	2,61%
	Comité de la foire	2,52%
	SERM	2,05%
	Chambre de commerce et de l'industrie de Montpellier	1,25%
	SAS Financière de participation Banque Populaire du SUD	0,71%
	SAS La citadelle	0,43%
	SAS Odysséum	0,23%
	Chambre d'Agriculture de l'Hérault	0,03%
	Chambre des métiers de l'Hérault	0,01%
	UMIH 34	0,01%
	Les chevaliers du Cep	0,01%
	Autres privés	0,03%

## 2) Activités

Les activités réalisées en 2010 se répartissent sur les quatre sites ainsi :

- Le Corum : 127 manifestations économiques pour 129 042 participants et 151 spectacles pour 222 634 participants.
- Le Parc Expo et l'Aréna : 79 manifestations économiques pour 531 934 participants et 15 spectacles pour 150 992 participants.
- Le Zénith Sud: 14 manifestations économiques pour 25 883 participants et 91 spectacles pour 217 966 participants.

Par catégories, on peut également les répartir ainsi :

- Congrès, Conventions : 120 manifestations dont 28 internationaux.
- Foires, Salons : 31 manifestations
- Autres meetings et évènements sportifs : 63. manifestations
- Spectacles, Concerts : 263 manifestations

Cela représente un total de 477 manifestations (450 en 2009), 1 278 451 participants (1 172 776 en 2009) et 1 420 458 journées participants (1 352 187 en 2009).

## Personnel

Le nombre de salariés en 2010 est de 130 salariés. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2010 s'élève à 5 168 K€ contre 4 232 K€ en 2009 soit une augmentation de + 22 %.

## 3) Comptes annuels

### a) Compte de résultat

#### • Résultat d'exploitation

**Le total des produits d'exploitation** : Il s'élève à 25 604 K€ sur l'exercice 2010 soit une hausse de 23.3% par rapport à 2009.

**Le total des charges d'exploitation** augmente de 27.5% entre 2009 et 2010 c'est-à-dire plus fortement que les produits d'exploitation. Il s'élève au 31 décembre 2010 à 26 029 K€ contre 20 420 en 2009.

**Le résultat d'exploitation 2010** s'élève par conséquent – 425 K€ contre 343 K en 2009 soit une diminution de 181%.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2010 est négatif de - 307 K€ contre 343 K€ en 2009 soit une diminution de - 208%. Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donne un résultat courant 2010 de -732 K€ contre 676 K€ en 2009.

Cette nette baisse du résultat financier s'explique essentiellement par les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour la construction de l'Aréna.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel de 142.5 K€, et l'IS pour lequel il a été décidé d'imputer le déficit constaté à la clôture de l'exercice sur les bénéfices des 3 exercices précédent et ainsi généré une créance sur le Trésor de 232,5 K€, correspondant à l'IS acquitté sur les exercices bénéficiaires, le résultat net s'élève à -357 K€ en 2010 contre 206 K€ en 2009, soit une baisse de -158%.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan connaît une augmentation de +36 %, passant de 59 802 K€ au 31/12/2009 à 93 319 K€, constituée par :

- ✓ une importante augmentation de 44% de l'actif immobilisé net qui est passé de 43 770 K€ à 78 861 K€ en 2010. Cette augmentation correspond au poste « Immobilisation en cours » qui correspond à la future grande salle de spectacle de l'agglomération de Montpellier : l'ARENA.
- ✓ une baisse de l'actif circulant net de -11% passant de 16 032 K€ en 2009 à 14 458 K€ en 2010.

- Au passif du bilan

- ✓ Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 30 923 K€ en 2010 contre 30 443 K€ en 2009 soit une baisse de - 2%.
- ✓ Provisions : Les provisions pour risques ont diminué de -43%. Elles passent de 195 K€ à 136 K€ en 2010.
- ✓ Dettes : Les dettes ont augmenté de +54% elles s'élèvent à 62 740 K€ en 2010 contre 28 6983 K€ en 2009. Les emprunts et dettes auprès des établissements ont fortement augmenté en raison du financement de la nouvelle salle de spectacle l'Aréna. Ce postes passe de 17 000 K€ en 2009 à 39 000 K€ en 2010.

c) Ratios de gestion

- *Ratio de structure d'endettement - Emprunts et dettes financières / Capitaux propres* : 127% en 2010 contre 55% en 2009, ce ratio met en lumière la part d'endettement de la société en comparaison avec les capitaux propres de la société.



- *Ratio d'indépendance financière - Capitaux propres / Capitaux permanents* : 44 % contre 63 % en 2009, ce ratio permet de connaître la capacité de la société à se financer par ses propres moyens.
- *Ratio de synthèse – Capitaux propres / Actif immobilisé* :  
39% en 2010, ce ratio indique que les emplois longs de la SEM sont financés à hauteur de 39% par des ressources stables, les capitaux propres

La situation financière d'ENJOY est préoccupante mais maîtrisée. En effet, l'analyse des comptes 2010 démontre que la société se trouve dans une situation de fort endettement et est significativement déficitaire en raison du poids des frais financiers et des dépenses d'exploitation engendrées par une nouvelle salle dont l'activité n'est pour le moment pas optimisée.

#### **4) Perspectives et développements**

##### **➤ Capitalisation Enjoy :**

En 2011, une augmentation de capital de 4 533 356 € est conclue par émission de 27 608 actions nouvelles de 163 € de nominal chacune. Le nouveau capital sera en 2011 de 34 580 450 €. La Ville de Montpellier ne souscrivant pas à de nouvelles actions verra son pourcentage de participations diminué de 11.39% à 9.90%.

##### **➤ Pour l'Aréna**

2011 sera la première année complète d'exploitation et sera marquée par la concrétisation du partenariat dans le cadre du Naming (Nom de marque accolé à Aréna) de l'Aréna avec le groupe montpelliérain Park and Suite. Ce partenariat est négocié pour une durée de 12 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011 pour un montant annuel moyen de 750 000 €HT.

Il est important de noter que les frais financiers liés à la nouvelle salle Aréna devraient encore peser sur le résultat de 2011.

##### **➤ Développement international :**

Enjoy va développer son activité événementielle internationale : concerts internationaux et événements sportifs internationaux.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

De prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Helène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Attributions de subventions et ajustement d'une cotisation

Monsieur LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations dont l'activité constitue un élément fondamental du vivre ensemble à Montpellier.

### 1) Attributions de subventions :

Pour aider les différentes associations à mener à bien leur activité et leurs actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant la liste ci-dessous :

#### Commission Finances :

Code	Association	F / M	Montant	LDC	Chapitre	Nature
5456	Association de promotion des flux touristiques et économiques	F	177 500 €	13171	929	6574
5455	Club des croisières de Sète (organisation colloque à Montpellier)	M	10 000 €	18891	920	6574
783	Centre Communautaire et Culturel Juif	F	40 000 €	17566	920	6574
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	F	15 000 €	17566	920	6574
Total			242 500 €			

## 2) Ajustement d'une cotisation :

Par délibération , en date du 7 février 2011, la Ville a décidé d'adhérer à différents organismes par le versement de cotisations.

L'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies nécessite un ajustement du montant de la cotisation 2011.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant provisionné au BP 2011	Montant cotisation 2011
920	6281	Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies	2 310 €	4 529,41 €

En conséquence, Il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser l'ajustement de la cotisation à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour les subventions et 6281 pour la cotisation.
- D'approuver les conventions type annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

Mission Cohésion Sociale  
"

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 570

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Attribution d'une subvention à l'association Astrée dans le cadre de la solidarité Exercice 2011

Madame FOURTEAU rapporte :

L'association Astrée (n°1742), créée en 1987, a pour vocation d'être au service de volontaires désireux d'apporter, dans la durée et de manière bénévole, aux personnes en difficulté, une aide relationnelle sous la forme d'un accompagnement individualisé, fondé sur la pratique d'une écoute compréhensive.

Cette association propose des actions visant à lutter contre l'isolement, à restaurer et à développer le lien social. Elles se déclinent selon 2 modalités :

- un accompagnement individualisé de personnes en difficulté,
- une formation à la relation d'aide, à destination des bénévoles, pour leur permettre d'accompagner dans la durée et de façon régulière une personne fragilisée.

Les objectifs poursuivis sont :

- de permettre aux personnes en difficulté de s'exprimer sur leur situation professionnelle, familiale et sociale ;
- de leur faire recouvrer leur capacité à faire des projets et leur autonomie (reprise de confiance et reconstruction des liens sociaux) ;
- permettre aux personnes en difficulté d'être acteur dans leur démarche d'insertion sociale.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et compte tenu de l'action menée par cette association sur le territoire communal, la Ville propose d'attribuer une subvention de fonctionnement de **1 000 €** à l'association Astrée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation de la subvention tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2011 sur l'imputation : 6574/925/17564 pour un montant de **1 000 €** ;

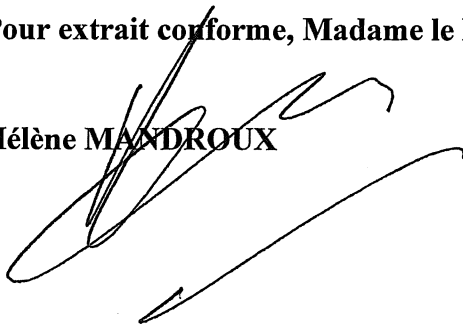
- d'approuver la lettre d'engagement à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom, positioned over the printed name 'Hélène MANDROUX'.

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Dénomination de parc - Parc de NAGOYA - ZAC de la Restanque

Monsieur THINES rapporte :

En octobre 2010, a eu lieu à Nagoya (Japon) la XXème conférence des pays signataires de la Convention pour la Diversité Biologique. Cette convention, signée en 1992 par 193 pays sous l'égide des Nations Unies, a pour but de fédérer les états afin d'enrayer la perte de biodiversité mondiale.

En parallèle de cette conférence, s'est tenu le premier Sommet mondial des villes pour la biodiversité, sommet pour lequel Montpellier avait été invité à présenter sa politique en la matière.

Contrairement aux résultats peu enthousiasmants de la conférence de Copenhague sur le climat, des avancées très importantes ont été constatées à l'issue de cette XXème conférence dans de nombreux domaines comme l'accord intervenu sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. Cet accord, qui doit mettre fin au pillage des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles par les pays riches, a été dénommé « Protocole de Nagoya ».

Lors de cette même conférence, le rôle des villes et autres autorités locales a été retenu comme prépondérant. Afin de marquer cette étape importante, il est proposé de dénommer le futur parc central de la ZAC de la Restanque « Parc de Nagoya ». Ce parc sera dessiné selon les principes paysagers des jardins japonais et un dojo lui sera adossé.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter cette proposition de dénomination
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08/11/2011

Direction Aménagement  
Programmation  
Déplacements

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 572

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Délégation de Service Public Parking Laissac Délibération de principe

Monsieur THINES rapporte :

Le parking Laissac est actuellement géré par la société TaM sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2008.

Le contrat de délégation de service public arrive à échéance le 31 décembre 2011.

La procédure de renouvellement de DSP a été lancée fin 2010. La date limite de réception des offres des candidats était fixée au 28 juillet 2011. Aucune offre n'ayant été déposée, une nouvelle procédure de renouvellement doit être établie.

La durée moyenne de la procédure, du passage en CTP au choix du délégataire, étant d'un an, un avenant de prolongement de même durée doit être pris avec l'actuel délégataire, Cet avenant fait l'objet d'une délibération spécifique.

Il convient donc dès à présent d'entamer une nouvelle procédure prévue par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, d'un nouveau délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de ce service public.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisé dans le rapport de présentation joint en annexe.

Un choix s'offre à la Ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée. Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- la gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;

- le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention ;

L'exploitation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, sera effectuée par voie d'affermage pour une durée de 3 à 5 ans, le délégataire assumera donc la gestion de l'ouvrage pour le compte de la Ville :

- d'une façon générale, il aura seul les responsabilités des relations avec les usagers ;
- il assurera l'entretien courant du parc ;
- il se rémunérera directement auprès des usagers ;
- il versera une redevance à la Ville.

Le principe de renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement Laissac dans le cadre d'une délégation de service public ;
- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation de l'exploitant du parking Laissac ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**



**Direction Paysage et  
Biodiversité  
Paysage et Biodiversité**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 573**

## **Séance publique du lundi 7 novembre 2011**

**Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### **Adhésion à la S.C.A. Les vignerons du Pic**

Monsieur THINES rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un domaine viticole dans la ZAC des Grisettes dénommé Agriparc du Domaine du Mas Nouguier. Afin d'améliorer la vinification, en Grès de Montpellier, une partie de la récolte et la vinification auront lieu à la cave coopérative SCA Les vignerons du Pic sise 285 avenue de Sainte Croix – 34820 ASSAS.

La Ville est détentrice de 150 parts qui correspondent à la superficie de l'exploitation ou aux apports.

Il est donc nécessaire de confirmer l'adhésion à cette coopérative agricole (bulletin d'adhésion et d'engagement joints).

Cette adhésion d'un montant annuel de 1,22 € pour 200kg d'apport de raisin est conclue pour une durée de 10 ans (du 1<sup>er</sup> novembre 2011 au 31 octobre 2021) et renouvelable par période de 5 ans.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal**

- d'accepter cette adhésion qui sera financée sur la section fonctionnement 928 au BP 2011,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cette adhésion et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08/11/2011

Direction de l'Espace Public  
Propreté Publicité  
Proximité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 574

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## DENOMINATIONS DE VOIES 2011-2

### QUARTIER CEVENNES

#### Alco

Monsieur THINES rapporte :

Suite à l'aménagement du Rond Point d'Alco, plusieurs voies ont été créées.

Pour les dénommer, nous proposons :

**Rond Point des Portes de l'Hérault**

**Rond Point de la Citoyenneté**

**Rond Point d'Alco**

**La Martelle**

En raison de la création d'une voie privée ouverte sur le domaine public, nous proposons de la dénommer

**Jean BIMAR**  
(1749-1814)

Descendant d'une famille d'artisans feronniers d'art qui s'était distinguée dans la réalisation de plusieurs œuvres d'art à Montpellier, en particulier les grilles et balustrades de la chapelle de l'Hôpital Général, aujourd'hui Maison des Chœurs, son parcours est, à divers titres, notable et très lié à l'histoire de la ville de Montpellier. Commissionnaire chargeur à l'Auberge du Parc en 1780, il crée une entreprise de transport par diligences desservant dans un premier temps les principales villes du Languedoc pour acquérir ensuite une dimension

nationale en reliant Perpignan à Toulouse, Bordeaux et Clermont-Ferrand.

Il décède en 1814 léguant une entreprise prospère à son fils Simon qui poursuivra son exploitation ; cette dernière finissant par périr sous le Second Empire face à la concurrence du chemin de fer.

## **QUARTIER CROIX D'ARGENT**

### **Croix d'Argent**

En raison de l'extension de la ZAC Garosud, de nouvelles voies ont été créées.

Pour les dénommer, nous proposons :

#### **Rue Claude Balbastre (1724-1799)**

Organiste, claveciniste et compositeur français né le 8 décembre 1724 à Dijon et mort le 9 mai 1799 à Paris.

#### **Rue Nicolas Chédeville (1705-1782)**

Compositeur, hautboïste, joueur de musette et éditeur français, né le 20 février 1705 à Serez et mort le 6 août 1782 à Paris.

#### **Rue Georges Onslow (1784-1853)**

Compositeur français, né le 27 juillet 1784 à Clermont-Ferrand et décédé dans cette même ville le 3 octobre 1853. Figure singulière de l'histoire de la musique, il a essentiellement consacré son oeuvre à la musique de chambre pour cordes.

## **QUARTIER PORT MARIANNE Millénaire**

Suite à la construction du lotissement les Jardins de Kiara, une nouvelle voie a été créée.

Nous proposons de la dénommer :

#### **Impasse Antoine Dugès (1797-1838)**

Médecin et naturaliste français, né le 19 décembre 1797 à Mézières et mort le 1er mai 1838 à Montpellier. Il obtient, deux ans avant sa mort, le poste de doyen de la Faculté de Montpellier.

## **QUARTIER PRES D'ARENES Saint Martin**

En raison de la création du Green Village (ancien tri postal), une nouvelle voie a été créée.

Pour la dénommer, nous proposons :

#### **Rue de la Laïcité**

## **Saint Martin**

En raison de la construction de la résidence Vigne Ecluse, l'impasse Etang de Vic devient :

**Rue Etang de Vic**

**Nous proposons au Conseil Municipal :**

- D'adopter ces propositions
- D'autoriser Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

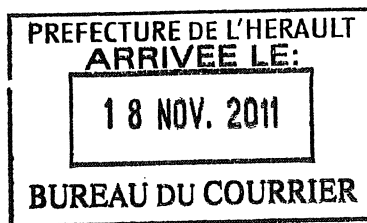
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Aménagement du boulevard du Jeu de Paume Dépôt du permis d'aménager

Monsieur THINES rapporte :

Préalablement à l'arrivée de la 5ème ligne de tramway et en accompagnement de sa piétonnisation et de sa redynamisation commerciale, la Ville a décidé de redonner une image de qualité au boulevard du Jeu de Paume en prévoyant de larges espaces publics piétons au droit des commerces et une chaussée compatible avec le profil en travers nécessaire à l'arrivée du tramway.

Cet aménagement se limitera au secteur compris entre la rue Marceau et la place Edouard Adam.

De façon à éviter toute reprise ultérieure, le projet d'aménagement envisagé est calé sur les contraintes de profil de la future plateforme du tramway et prend en compte les différentes options de positionnement des stations de tramway avec :

- une chaussée d'une largeur de 6,75 m pour permettre le maintien de la circulation des bus ;
- un trottoir planté côté Ouest d'environ 4,50 m ;
- un trottoir côté Est d'environ 3,50 m.

Le profil en travers retenu sera sans différence de niveau entre la plateforme du tramway et les trottoirs, mais tiendra compte des seuils existants des commerces afin de ne pas dégrader leur accessibilité.

Les matériaux envisagés sont :

- bordures (40X40) et dalles de pied de façades en pierre calcaire ocre clair ;
- pierre calcaire et béton désactivé ocre clair sur trottoir ;
- chaussée en enrobés.

Le boulevard du Jeu de Paume étant situé dans le périmètre du secteur sauvegardé, son aménagement nécessite le dépôt d'un permis d'aménager par la Ville de Montpellier, soumis à l'avis de l'Architecte des bâtiments de France et de la DRAC.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'adopter les principes d'aménagement du boulevard du Jeu de Paume sur le secteur compris entre la rue Marceau et la place Edouard Adam ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment le permis d'aménager.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Délégation de service public Délibération pour l'approbation du choix du délégataire du service fourrière automobile

Madame SOUCHE rapporte :

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, à la fin de la procédure de délégation du service public, l'autorité exécutive de la collectivité saisit l'assemblée délibérante du choix du délégataire auquel elle a procédé en lui exposant ses motifs et présente l'économie générale du contrat.

L'autorité exécutive transmet à l'Assemblée délibérante le rapport de la Commission de délégation de service public présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de l'entreprise candidate et l'économie générale du contrat.

Au terme des négociations, le choix s'est porté sur l'entreprise EFFIA STATIONNEMENT ayant présenté la meilleure offre au regard de la valeur technique de l'offre, du niveau de redevance, de la pertinence du montage financier, de la qualité et du montant des investissements, des moyens mis en œuvre pour assurer la transparence financière des comptes de la délégation et du niveau des garanties apportées pour assurer le maintien des biens en parfait état. Les raisons de ce choix sont exposées dans le rapport annexé à la présente. Dans les conditions du contrat, cette entreprise devrait être la plus à même d'assurer la qualité et la continuité du service.

Le contrat a pour objet la gestion du service public de la fourrière automobile et présente les caractéristiques suivantes :

- Durée : 6 années
- Début de l'exécution du contrat : 1<sup>er</sup> janvier 2012
- Fin du contrat : 31 décembre 2017

Les principales obligations du délégataire sont :

- le droit exclusif pour le Délégataire d'assurer le service public de la fourrière automobile sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- l'obligation pour le Délégataire, pendant la durée du contrat, d'assurer le service de façon continue (24h/24 et 7j/7) et conformément aux réglementations en vigueur ;
- l'obligation pour le Délégataire de fournir à la Collectivité les renseignements et informations relatifs au bon fonctionnement du service nécessaire à cette dernière pour la maîtrise du service délégué ;
- l'obligation d'assurer les relations avec les usagers ;
- le droit pour le Délégataire de percevoir auprès des usagers du service les tarifs correspondant aux prestations réalisées.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 1<sup>er</sup> février 2011 ainsi que le Comité Technique Paritaire en date du 4 février 2011, ont émis un avis favorable sur le principe du renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales.

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le choix de l'entreprise EFFIA STATIONNEMENT en tant que délégataire du service public de la fourrière automobile.
- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public et ses annexes.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer le contrat de délégation de service public.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**



Direction de la Culture et  
du Patrimoine  
Administration

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 577

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andaloux Dispositif Collège au cinéma

Monsieur SAUREL rapporte :

Le dispositif Collège au Cinéma, implanté depuis 2000-2001 dans le département de l'Hérault, propose aux élèves, de la classe de sixième à celle de troisième, de découvrir des oeuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels, les bases d'une culture cinématographique.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme minimum d'une projection par trimestre.

L'enjeu est de former le goût et de susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'oeuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale, d'offrir, dans le cadre du partenariat entre les ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations, de veiller à l'accès sur l'ensemble du territoire du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique, de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma et d'offrir aux enseignants une activité complémentaire leur permettant de développer ou d'approfondir des objectifs de référence inscrits dans les programmes.

Le CNC est chargé de la coordination nationale du dispositif. Les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale (Conseillers cinéma en DRAC et Inspections d'académie), les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires constituent le réseau Collège au cinéma. Les Conseils généraux accompagnent la mise en oeuvre de l'opération sur le terrain. Ils financent les 2 interventions de professionnels en classe ainsi que le transport des collégiens vers les salles de cinéma, dans un

souci d'aménagement du territoire. L'inspection d'académie est chargée des relations avec les établissements scolaires (inscription des élèves, statistiques) et finance également les stages de formation.

L'association « Les Chiens Andalous » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education Culture Numérique, coordinateur Education Nationale, implanté à l'école Georges Simenon, dans le quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les collèges et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que le conseil Général qui a inscrit ce dispositif dans le programme d'éducation artistique et culturelle du Conseil Général de l'Hérault, « Les chemins de la culture », une des trois grandes priorités d'interventions de la politique culturelle départementale en partenariat avec l'Etat (Education Nationale et DRAC LR). Il concerne près de 1700 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 500 élèves sur la ville de Montpellier.

Pour cette première édition 3 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 150 élèves (5 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films; le directeur de la salle accueillera les élèves et présentera à chaque séance ces films.

Dès sa mise en place en 2000, les partenaires ont souhaité, en plus des séances de cinéma, proposer un programme d'accompagnement des films et de découverte des métiers du cinéma : les enseignants et leurs élèves bénéficient, en plus des 3 séances de cinéma, de 2 heures d'atelier d'analyse filmique sur un des films au programme ainsi que de 2 heures de rencontre avec un professionnel du cinéma.

La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

**Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'approuver le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et l'association Opéra et Orchestre national de Montpellier Languedoc- Roussillon: retransmission de concerts et opéras sur le réseau Pégase

Monsieur SAUREL rapporte :

Depuis 2005, la Ville de Montpellier participe à la retransmission de concerts et opéras à destination des hôpitaux de Montpellier et des maisons de retraite.

Pour la saison 2011-2012, la Ville a souhaité poursuivre ce partenariat avec l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, en sélectionnant sept concerts et opéras et en les diffusant, *via* le réseau Pégase, sur une chaîne des hôpitaux de Montpellier ainsi que sur un canal dédié accessible dans les maisons de retraite de la Ville.

Considérant que la diffusion de ces concerts et opéras s'inscrit dans la politique culturelle que la Ville entend développer à destination des publics dits « empêchés », une convention de prestation de service a été proposée à l'association, pour un montant de 14 375 € HT, soit 17 192.50 € TTC pour la retransmission, en direct ou en différé, de ces sept concerts et deux opéras.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de prestation de services entre la Ville et l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon pour la diffusion de spectacles à destination des hôpitaux et maisons de retraite de la Ville, pour la saison 2011-2012 ;
- De prélever les crédits correspondants sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08/11/2011

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Agora des Savoirs - Agora des Savoirs Juniors Cycle de conférences 2011 - 2012

### Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec Divergence FM

### Intervention des conférenciers dans les classes des écoles élémentaires

Monsieur SAUREL rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé le principe de l'Agora des savoirs. Cette manifestation a pour ambition de promouvoir et de favoriser la diffusion des connaissances sous la forme de conférences ouvertes à tous, confiées à des universitaires en lien avec leurs collègues montpelliérains. Pour cette troisième saison, la Ville de Montpellier poursuivra, comme ce fut le cas l'an passé, les interventions auprès des classes du primaire lesquelles rencontrent un vif succès tant auprès des enseignants que des élèves. Concrètement il s'agit de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, le lendemain de leur conférence grand public, d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles du primaire. A la suite d'une réunion de travail avec l'Inspection d'Académie un certain nombre d'écoles du primaire ont souhaité participer à ce dispositif d'Agora des Savoirs Juniors.

Le programme de cette troisième saison 2011 - 2012 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec un Comité scientifique composé d'enseignants représentants les trois universités de Montpellier, de chercheurs rattachés aux différents laboratoires de la Ville, de personnalités extérieures et d'élus chargés d'accompagner la Ville dans la mise en place de sa nouvelle politique en matière de culture scientifique et technique. Ces conférences se déroulent au Centre Rabelais les mercredis en soirée sous forme de trois cycles trimestriels.

### I - L'Agora des Savoirs 2011 - 2012

Le thème exploré cette année portera sur : « *(In)certitudes* » et fera l'objet de vingt six conférences réparties sur trois cycles :

- 1<sup>er</sup> cycle, du 02 novembre au 11 janvier: « *Hasard, incertitudes, surprises : les « jeux » de la nature, de la matière et du vivant* »

- 2<sup>ème</sup> cycle, du 18 janvier au 21 mars : *«Sciences incertaines & savoirs flous : l'incertitude au cœur de la connaissance»*
- 3<sup>ème</sup> cycle, du 28 mars au 06 juin : *«De quoi demain sera fait ? Prévoir le monde»*

Une séance inaugurale intitulée *«Comment les physiciens savons-t-ils ce qu'ils savent ?»* a été donnée le mercredi 02 novembre par Etienne Klein. Une conférence de clôture intitulée *«Un archéologue à Alexandrie, plaisirs et incertitudes des fouilles et recherches»* sera prononcée par Jean-Yves Empereur, le mercredi 06 juin.

La Ville prendra en charge les prestations de 26 conférenciers leurs droits d'auteurs ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 1 000 euros chacun. La prestation de la séance d'inauguration par Etienne KLEIN est fixée à 1 000 €.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 26 conférenciers sont les suivants : Etienne KLEIN, Thomas LEPELTIER, Michel MITOV, Ivar EKELAND, François BONNEL Catherine VIDAL, Alain GHYSEN, Monique VIANEY LIAUD, Jean-Sébastien STEYER, Kamil FADEL, Christian AMALVI, Jean-Loïc LE QUELLEC, Eric MILLARD, Olivier BROSSEAU et Cyril BAUDOUIN, Muriel GUEDJ, Frédérique AÏT-TOUATI, Jean-Luc MARION, Jacques TESTART, Michel MIAILLE, Jean-Pierre DUPUY, Laurent DEZILEAU, Rémy PECH, Paul JORION, Carlos LEVY, Olivier ROY, Jean-Yves EMPEREUR,

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des conférences il est prévu de les diffuser, d'une part sous la forme de vidéos conférences filmées puis diffusées en différé, d'autre part sous la forme d'un programme radiophonique en direct. Un conférencier ayant demandé à ne pas être filmé ni radio-diffusé, ce sont donc seulement 25 conférences qui seront retransmises.

À cet effet un partenariat de co-production est envisagé avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique dont la gestion est confiée à l'Université Montpellier 3, qui procédera à la captation des 25 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront visibles sur le site de la Ville comme sur le site web de «Parole de chercheurs» hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier.
- Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la diffusion en direct des 25 conférences sur ses ondes.

## II – Agora des Savoirs Juniors

Plusieurs écoles se sont portées candidates pour une intervention d'un conférencier dans des classes élémentaires. Treize conférenciers doivent intervenir en 2011 et 2012 auprès de treize classes, quatre restent encore à déterminer. Les interventions seront les suivantes :

- Monsieur Michel MITOV qui interviendra auprès des élèves de CE2-CM1 de l'école Blaise Pascal, le jeudi 17 novembre, sur le thème de « Une matière si sensible... ».
- Monsieur François BONNEL qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Lamartine, le jeudi 1<sup>er</sup> décembre, sur le thème de « Le musée d'anatomie de Montpellier, histoire d'un lieu et de ses collections ».
- Monsieur Alain GHYSEN qui interviendra le jeudi 15 décembre sur le thème « Certitude et incertitude dans le développement animal ». L'école et la classe restent encore à déterminer.
- Madame Monique VIANEY LIAUD qui interviendra auprès des élèves de CM2 de l'école Lamartine et des élèves de CE1-CE2 de l'école Ronsard, le jeudi 5 janvier 2012, sur le thème de « Les chemins incertains de l'histoire de la vie sur terre ».
- Monsieur Jean-Sébastien STEYER qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Daviler et de l'école Spinoza, le jeudi 12 janvier, sur le thème de « La Terre avant les dinosaures, redonner vie aux animaux de la préhistoire ».
- Monsieur Christian AMALVI qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 26 janvier, sur le thème de « La construction du Panthéon national, de l'époque romantique à nos jours ».

- Monsieur Jean-loïc LE QUELLEC qui interviendra le jeudi 02 février sur le thème « Martiens du Sahara, dames blanches et Atlantide mythes contemporains et impostures archéologiques. L'école et la classe restent à déterminer.
- Messieurs Olivier BROSSEAU et Cyril BAUDOUIN qui interviendront auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 1<sup>er</sup> mars, sur le thème de « Les offensives créationnistes de part et d'autre de l'Atlantique ».
- Madame Muriel GUEDJ qui interviendra le jeudi 08 mars sur le thème « L'énergie, le concept des concepts ». L'école et la classe restent à déterminer.
- Monsieur Michel MIAILLE qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 5 avril, sur le thème de « Demain, l'empire du droit ? ».
- Monsieur Laurent DEZILEAU qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 3 mai, sur le thème de « Evénements climatiques extrêmes (crues et tempêtes) en Languedoc depuis l'an 1000 ».
- Monsieur Rémy PECH qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 10 mai, sur le thème de « La construction européenne – 60 ans après, le pari de Jean Monnet a-t-il été tenu ? ».
- Monsieur Jean-Yves l'Empereur qui interviendra le jeudi 7 juin sur le thème : « Un archéologue à Alexandrie, plaisirs et incertitudes des fouilles et recherches ». L'école et la classe restent à déterminer.

Il convient donc d'établir une convention Agora des Savoirs Junior pour ces treize intervenants.

La Ville prendra en charge les prestations des treize conférenciers pour un montant TTC de 200 € chacune, ainsi que les frais de restauration pour un montant maximum total de 60 € TTC chacun. Les frais de déplacement, et d'hébergement sont inclus dans leur intervention grand public de l'Agora des Savoirs du mercredi.

#### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 13 500 € TTC, plus 500 € maximum de frais de déplacement et d'hébergement par conférencier(ère) ;
- D'approuver les partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 18 118,78 € (dix huit mille cent dix huit euros et 78 cts) TTC, et avec Divergence FM pour un montant de 14 687 € (Quatorze mille six cent quatre vingt-sept euros) TTC ;
- D'autoriser la signature des conventions Agora des Savoirs Juniors avec les conférencier (ère) s pour un montant total de 2 600 € TTC ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Boutographies 2011

### Acquisition de tirages photographiques réalisés par Léa Habourdin, lauréate du prix du jury

Monsieur SAUREL rapporte :

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages provenant de la série primée.

La lauréate du prix du Jury 2011 est Léa Habourdin, avec la série intitulée « Cahiers de doléances », composée de 16 tirages photographiques de format : 110 X 150 cm et 70 cm x 100 cm sur papier satiné Epson premium *semigloss* 250, contrecollés sur Dibbon avec barres d'attache.

*« En couleur ou en noir et blanc, les photographies de Léa Habourdin font image, c'est à dire qu'elles apportent avec elles cette présence immédiate des matières, des volumes, de l'espace, et déclenchent simultanément un ailleurs à ce qui est montré, où vit ce qui trouble et préoccupe. Pelages, plumages, peau et vêtements sont les écrans tactiles qui recouvrent et enrobent les mots du désir et de l'inquiétude. »* (Christian Macotta - Directeur artistique des Boutographies.)

La Ville a ainsi choisi d'acquérir quatre de ces seize tirages photographiques, de format 70 x 100 cm sur papier satiné Epson premium *semigloss* 250, contrecollées sur Dibbon avec barres d'attache, numérotés et signés (jusqu'à 5 exemplaires), dont les légendes sont les suivantes :

- Sans titre 1, Léa Habourdin, série « Cahiers de doléances » (2009-2010)
- Sans titre 2, Léa Habourdin, série « Cahiers de doléances » (2009-2010)
- Sans titre 3, Léa Habourdin, série « Cahiers de doléances » (2009-2010)
- Sans titre 4, Léa Habourdin, série « Cahiers de doléances » (2009-2010)

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 2 500 € TTC,
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville, fonction 903,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**



Direction de la Culture et  
du Patrimoine  
Administration

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 581

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Les Suds Profonds de l'Amérique: acquisition de tirages photographiques de la série "Pèlerinage vers Katrina", réalisés par Alex Harris

Monsieur SAUREL rapporte :

Depuis 2011, la Ville travaille aux côtés de Gilles Mora, missionné en tant que commissaire général des expositions photographiques du Pavillon Populaire pour trois ans.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages photographiques jugés particulièrement intéressants, notamment en provenance des expositions présentées au Pavillon Populaire de Montpellier.

Produite tout spécialement pour la Ville à partir d'un travail de recherche réalisé en Louisiane en 2006, montrée à l'occasion de l'exposition remarquée, qui s'est tenue au Pavillon Populaire d'octobre 2010 à janvier 2011 (« *Les Suds profonds de l'Amérique : Alex Harris, Clarence John Laughlin, Ralph Eugene Meatyard* »), la série du photographe Alex Harris « *Pèlerinage vers Katrina* » représente un ensemble de 61 photographies inédites, sur le thème de la dévastation des abords de la ville de La Nouvelle-Orléans par le cyclone Katrina en 2005.

Placées sous forme de triptyque pour 60 d'entre elles (format non encadré pour chaque triptyque : 61 cm x 213 cm et une photographie isolée de format non encadré de 61 cm x 76 cm), les photographies ont été tirées en un seul exemplaire par l'artiste et ont été encadrées à l'occasion de l'exposition montpelliéraine.

Né en 1949 et largement reconnu comme auteur et théoricien de la photographie aux Etats-Unis, Alex Harris a notamment fondé en 1980 le *Center for Documentary Photography* de l'Université de Duke, en Caroline-du-Nord. Ses travaux personnels lui ont valu l'obtention d'une bourse Guggenheim et le prix Lynhurst. Il a en outre concouru plusieurs fois pour le prix Pulitzer, en catégorie « photographie documentaire ». Ses images appartiennent aux plus grandes collections américaines : *Museum of Modern Art* de New York, *Museum of Art* de San Francisco, *Paul Getty Museum* de Los Angeles, ou encore le *High Museum* d'Atlanta. En tant que photographe ou éditeur, Alex Harris a publié quatorze ouvrages. *L'International Center for Photography* de New York lui a consacré deux expositions, en 1982 et 1994.

En 2011, Alex Harris a été contacté par le prix Nobel de littérature 2008, Jean-Marie Le Clézio, pour être l'un des rares artistes présents dans une exposition que l'écrivain prépare pour le Musée du Louvre. Ce sera la

seconde fois que son travail retient l'attention d'une institution française, après le Pavillon Populaire de Montpellier.

La Ville de Montpellier a ainsi choisi d'acquérir l'ensemble de ces 61 images d'Alex Harris, de la série « Pèlerinage vers Katrina », soit 20 triptyques et une image isolée, dont les 21 légendes sont les suivantes :

- Alex HARRIS, Pilgrimage One: Gulfport, Biloxi, and Gulfport, Mississippi, 2006
- Alex HARRIS, Pilgrimage Two: Gulfport, Mississippi, 2006
- Alex HARRIS, View of New Orleans from the North Robertson Street Bridge, 2006
- Alex HARRIS, 2117 Egan Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Deslonde Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Tent City at City Park, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, 2335 Lamanch Street, 2006
- Alex HARRIS, Canal Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Lizardi Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, 2328 Lizardi Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, New Orleans East, 2006
- Alex HARRIS, 2205 Flood Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Congress Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Water Damaged Cars under the Claiborne Highway Bridge, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Chef Menteur Highway, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Deslonde Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Reynes Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Tennessee Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, Tonti Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, 2600 Law Street, New Orleans, 2006
- Alex HARRIS, 2507 Lizardi Street, New Orleans, 2006

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 7325 € TTC
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville, fonction 903
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

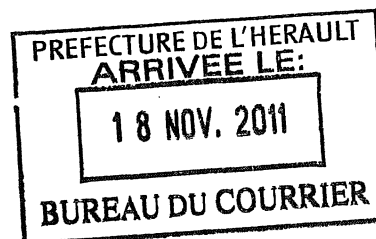
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Madame le Maire rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

M. José GARCIA, 19 boulevard Renouvier (propriétaire occupant)	350,68 €
M. Jérôme LLOBET, 6 rue des Pins (propriétaire occupant)	3.000,00 €
ABL SARL 25 rue Refuge (parties communes)	4.000,00 €
ABL SARL 14 rue Chaptal (parties communes)	2.046,96 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 9.397,64 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

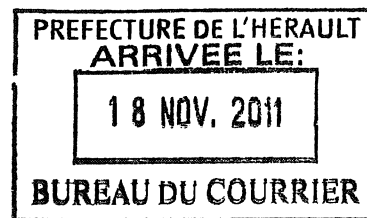
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08/11/2011

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Avenant n° 8 à la convention territoriale urbaine du Projet de rénovation urbaine (PRU) du quartier CENTRE

Madame le Maire rapporte :

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Centre, signée le 08 janvier 2007, a fait l'objet de plusieurs modifications entérinées par sept avenants, signés au niveau local ou national.

De nouvelles modifications présentées à la Réunion technique partenariale de l'Agence nationale de rénovation urbain (ANRU) du 31 octobre 2010, doivent être entérinées par son Comité d'engagement au niveau national. Ces modifications, sont présentées dans ce nouvel avenant, intitulé 8, portant sur :

- la mise en conformité de la convention initiale signée le 08/01/2007 avec la convention type validée par le Conseil d'administration de l'ANRU le 28 Avril 2010,
- l'identification ou l'ajustement des opérations de production de logements sociaux publics en acquisition/amélioration : 7 opérations de logements situés dans le faubourg Figuerolles représentant 33 logements (24 PLUS – 9 PLAI).
- l'intégration du site rue Lafeuillade afin d'apporter les contreparties destinées à l'Association foncière logement (AFL) et de réaliser une opération de logements sociaux publics en construction neuve,
- la majoration des subventions de l'ANRU pour la production de logements sociaux publics en construction neuve et en acquisition/amélioration pour atteindre les taux indiqués dans la convention,

- le transfert vers la famille 'Aménagement' du programme d'installation de conteneurs enterrés et l'identification de la Ville comme maître d'ouvrage du génie civil, la CAM restant maître d'ouvrage des équipements techniques des installations.

à cela s'ajoute la présentation de l'évolution du projet relatif à la Cité Gély :

- abandon de la création d'une voie centrale traversante (préservation de l'espace « cœur de cité » et adaptation de la structure viaire de la cité pour améliorer sa desserte),
- réduction du nombre des démolitions (réduction de 22 logements),
- restructuration des espaces publics qui sont rétrocédés par le bailleur social à la ville,
- déplacement de certains équipements publics entraînant leur démolition partielle.

Le programme de ces équipements, leur relocalisation, la démolition des bâtiments obsolètes ainsi que le phasage de ces opérations seront précisés dans l'Avenant n°9 qui fera également office d'avenant de clôture à la Convention du PRU Centre (sur la base d'un avant-projet).

**Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal:**

- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant n°1.
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

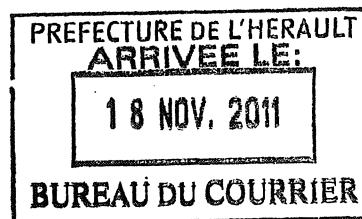
**Direction Travaux et  
Maintenance Action  
Solidaire**

Administration et  
comptabilité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 584**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### **Crèche Edelweiss- Quartier Montpellier centre- Extension et mises aux normes de la cuisine - Permis de construire - Lancement de l'opération - Demande de subventions**

Françoise PRUNIER rapporte :

Dans le cadre du plan de maîtrise sanitaire, la ville de Montpellier a programmé la mise aux normes de la cuisine de la crèche Edelweiss, sise 21 rue du général Riu dans le quartier Montpellier centre, par la création d'un espace supplémentaire pour les offices de restauration de 40 m<sup>2</sup> environ et d'un préau.

Par décision n° 2011/0323 du 28 juillet 2011, la ville de Montpellier a attribué le marché pour la maîtrise d'œuvre passé selon une procédure adaptée au cabinet d'architecture Atelier 5 – Daniel Delgado.

Le montant de l'opération s'élève à 200 000€ TTC et est inscrit au budget de la Ville :

Fonction 9064 – Nature 2313

Cette opération se déroulera en une seule tranche.

Les travaux seront réalisés de juin à octobre 2012 et nécessitent au préalable le dépôt d'un permis de construire.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'autoriser les travaux nécessaires à cette opération
- de déposer un permis de construire
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Sports

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 585

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2011-2012

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 200 associations, plus de 75 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 3 148 621,65 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 8 novembre 2010 fixant les tarifs pour 2011 applicables au domaine public occupé.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 3 148 621,65 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif d la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions afférentes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**



Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Sports

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 586

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Sports Attribution de subvention Exercice 2011

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir les initiatives des associations qui contribuent au « mieux vivre ensemble » et participent au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire.

L'engouement et l'énergie des associations sportives contribuent largement à cette démarche. Aussi afin de contribuer au développement de cette culture d'excellence sportive, il est proposé d'apporter une aide financière aux associations qui en font la demande et qui concourent à un intérêt général et local. Il s'agit des associations suivantes :

Code	Association	FM	Montant	LDC	CHAP
3659	Montpellier Elite TaeKwonDo Dragons Team	F	3 000 €	1776	924
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	F	6 000 €	1776	924
1918	Montpellier Athlétic Running Club	F	1 500 €	1776	924
838	Montpellier Athlétisme	F	2 500 €	1776	924
845	MUC Aviron Université Club	F	1 500 €	1776	924
769	Montpellier Badminton Club	F	1 000 €	1776	924
72	Croix d'Argent Basket	F	2 500 €	1776	924
3568	Montpellier Basket Mosson	F	1 500 €	1776	924
4890	Association Omnisport de Montpellier Figuerolles	F	1 200 €	1776	924
4489	Ring Athlétique du Petit Bard	F	500 €	1776	924
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	F	2 000 €	1776	924
864	Muc Canoë Kayak	F	2 000 €	1776	924

1187	Arceaux Montpellier	F	3 000 €	1776	924
4875	Association Sportive de Celleneuve	F	1 000 €	1776	924
4913	Association Sportive Atlas Paillade	F	3 000 €	1776	924
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	F	1 500 €	1776	924
1668	Olympique Football Club la Rauze	F	1 300 €	1776	924
1309	Pompignane Sport et Culture	F	2 400 €	1776	924
2608	Racing Club Lemasson Montpellier	F	2 000 €	1776	924
1420	Stade Lunaret Nord Montpellier	F	1 000 €	1776	924
1549	Comité Départemental Sport Adapté	F	3 000 €	1776	924
366	Ecole Judo Montpellier	F	2 000 €	1776	924
1238	Montpellier A M Judo	F	4 000 €	1776	924
914	ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley Beach Volley	F	4 800 €	1776	924
	A.K. Sport	F	13 000€	1776	924
3914	Montpellier Agglomération Hockey Club	F	3 000 €	1776	924
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	F	2 000 €	1776	924
931	Saint Martin Gazelec Montpellier	F	2 000 €	1776	924
	IDALIO-POLVA-ES	F	2 800 €	1776	924
881	Partage Hérault	M	500 €	1776	924
	Total général		<b>77 500 €</b>		

Les sommes allouées sont prévues sur le budget 2011 de la Ville chapitre 924, nature 65774.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 77 500 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. »

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Mission Cohésion Sociale  
"

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 587

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Attribution de subventions dans le cadre de la cohésion sociale Exercice 2011

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2011 sa politique visant à favoriser la mise en place sur les quartiers d'actions en faveur de la cohésion sociale. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Les associations présentées ci-dessous interviennent auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales. Elles souhaitent mettre en place, au sein de leurs quartier d'intervention, des actions dans les champs suivants : réussite des jeunes et des enfants, citoyenneté et lien social, prévention de la délinquance.

La présence continue sur le terrain de ces structures permet de mobiliser fortement la population et de renforcer ainsi la cohésion sociale dans ces quartiers.

Il est donc proposé de soutenir les projets suivants pour un montant de 22 000 €.

Nom de l'association	Quartier d'intervention	Type	Montant de la subvention
Association APIEU (1261)	quartier Centre	M	3 000 €
Association Propulsion (4498)	quartier Pompignane	F	2 800 €
Association IPEICC (71)	quartier Croix-d'Argent	M	3 000 €
Association Commune Libre de Figuerolles (1616)	quartier Centre	M	700 €
Amicale des retraités de Paul Valéry (5500)	quartier Croix-d'Argent	F	1 500 €
Association De Tout Cœur (5098)	quartier Croix-d'Argent	M	2 800 €
Association Anim'Frimousses (497)	quartier Pompignane	M	1 400 €
Association Coopérative Sens de Vie (2229)	quartier Pompignane	F	3 800 €
Association de Médiation Pénale Montpelliéraine (2971)	tous quartiers	F	3 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur l'imputation : 6574/925/11857 pour un montant de 22 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

Direction de l'Action  
Territoriale  
Service de la Démocratie de  
proximité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 588

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Attribution d'une subvention à l'Institut Paul Lazarsfeld

Patrick VIGNAL rapporte :

### Le projet de l'Institut Paul Lazarsfeld

L'Institut Paul Lazarsfeld pilote des programmes de recherche-action qui apportent une évaluation scientifique concernant la situation de la participation citoyenne et de la démocratie et conçoit des dispositifs expérimentaux – qui seront effectivement mis en œuvre ou resteront à l'état de prototypes – dans le but d'introduire des améliorations en matière de démocratie citoyenne et participative.

L'Institut Paul Lazarsfeld, association loi de 1901, a ainsi pour but d'organiser et de promouvoir la recherche fondamentale et appliquée, tout particulièrement dans le domaine de la participation citoyenne.

L'Institut Paul Lazarsfeld a pour objectif la mise en œuvre d'un programme de recherche/action, en vue :

- de définir et d'expérimenter des dispositifs originaux de mobilisation citoyenne ;
- d'engager une dynamique d'information et de recherche cumulative et réflexive sur les pratiques et les dispositifs participatifs français et étrangers ;
- d'apporter des résultats de recherche utiles à la définition et à la construction de sa démarche de mobilisation citoyenne et dans l'apprentissage des nouveaux modes d'action que cela implique.

Ce travail de recherche s'articulera autour de 5 axes d'intervention :

- l'animation d'un programme de recherche-action,
- la réalisation d'un audit de la participation citoyenne, avec comme sujet d'étude le territoire montpellierain,
- la mise en place d'une veille sur les dispositifs de concertation et les pratiques démocratiques au niveau national et international,
- l'élaboration d'une charte de la concertation,
- l'identification et le développement de dispositifs expérimentaux innovants en matière de participation citoyenne et démocratique.

Ce programme de recherche est prévu sur une durée de trois ans -2011 / 2013.

Pour 2011, L'Institut Paul Lazarsfeld sollicite une subvention d'un montant de 67 000 Euros pour la mise en œuvre de son programme d'études.

La Ville de Montpellier s'emploie depuis plus de dix ans à développer une politique de démocratie de proximité, avec pour objectif la participation citoyenne à l'action publique municipale.

A ce titre, la Ville de Montpellier a mis en place plusieurs outils et relais de proximité, tels que les Conseils Consultatifs de quartier, les crédits de proximité, Montpellier au quotidien et plus récemment les coordonnateurs de territoire. Ces moyens, financiers, techniques ou humains, ont pour objet de permettre l'écoute et la concertation avec les Montpelliérains afin de mener des actions publiques au plus proches des nécessités des habitants.

La Ville de Montpellier renforce chaque année son action sur la voie de la mobilisation citoyenne.

Le projet porté par l'Institut Paul Lazarsfeld s'inscrit pleinement dans cette philosophie de la participation active des citoyens. A ce titre, le soutien de la Ville de Montpellier à son projet se doit d'être plein et entier. En effet, les recherches menées par l'Institut Lazarsfeld peuvent être un atout considérable pour Montpellier, en permettant de l'inscrire comme site pilote dans le domaine de la démocratie participative.

**En conséquence, il est demandé au CM :**

- de soutenir le projet de l'Institut Paul Lazarsfeld en lui attribuant une subvention de 67 000 €, sous réserve de signature de la convention,
- d'approuver l'inscription de la dépense, attribuée à l'Institut Lazarsfeld de 67 000 € sur le budget de la Cohésion Sociale - Fonction 925202 – Ligne de crédit 11857 – Nature de compte 6574.
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire ».

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction de l'Action  
Territoriale  
Service Maisons Pour Tous

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 589

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations vous avez validé, lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour le Conseil Municipal du 7 novembre, le Service des Maisons pour tous de la Ville de Montpellier propose :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4345 €.  
Les concernées sont : Justice Hirondelle, Ligamed, Femmes actives, Partage Hérault, Asmoune, Compagnies des Sherpas, Kamala, Secours populaire français, Huerta Libre, GEM Rabelais, R2RUE, Informatique et Développement, Compagnie ZIPAKEU, Athome, Danser Bonheur, Ils et Elles cuisinent, Tiens bon la barre.
- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1365 €.  
Les concernées sont : Développement Solidaire et Durable, NOUAS, Petits débrouillards, le comité de quartier Saint Clément, Huerta Libre, Remedya.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise en disposition de salles aux associations citées ci-dessus,
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011,
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**



## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

**Direction de l'Action  
Territoriale**  
Service de la Démocratie de  
proximité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 590**

**Convoqué le jeudi 27 octobre 2011 , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est  
réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la  
présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code  
Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Attribution de subventions à des associations Exercice 2011

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours eu à cœur de contribuer au développement du tissu associatif sur la commune.

Pour aider les diverses structures associatives de Montpellier à mener à bien leurs activités, la Ville de Montpellier décide d'attribuer aux associations figurant ci-dessous une subvention :

Code	Association	FM	Montant	LDC	Chapitre	Nature
2796	Comité de Quartier Pasquier – Don Bosco	F	500 €	1260	920	6574
931	Saint Martin Gazelec Montpellier	M	500 €	1260	920	6574
1979	Association Mieux Vivre La Marqueroise	M	1000 €	1260	920	6574
3791	Association A L'Ecole Saint-Martin Prés d'Arènes	M	700 €	1260	920	6574
3972	Cercle Culturel Languedocien	F	2000 €	1260	920	6574
4038	Club Pyramide Philaé 34	F	300 €	1260	920	6574
Total			5000 €			
Disponible sur enveloppe			34770 €			

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de :**

- Décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;
- Prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant total de **5000 €** ;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom, is written over the printed name.

**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Energie

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 591

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier

Frédéric TSITSONIS rapporte :

En application de l'article 255 de loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants ; celles-ci doivent rédiger leur premier rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en oeuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable sont :

### 1- La lutte contre le changement climatique

- 26 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 44 millions d'euros ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La Convention des Maires a été signée le 10 février 2009 avec l'union européenne. Rappelons que les villes signataires s'engagent à réduire sur leur territoire leurs émissions de CO2 et leur consommation d'énergie de plus de 20% et d'accroître la production des énergies renouvelables au-delà de 20% d'ici à 2020.
- Le Plan Climat Energie Territorial qui a terme est un outil-support de planification concernant la stratégie de développement durable de la ville, en partenariat avec Montpellier Agglomération et les villes de Baillargues, Lattes et Pérols. Le diagnostic de territoire et le bilan carbone sont en cours de finalisation. Des assises seront organisées début 2012 ; un plan d'action sera proposé avant le 31 décembre 2012.

- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la ville dans la perspective à long terme d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal/mixité fonctionnelle », s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) participe concrètement à cet objectif.

## **2- La préservation de la biodiversité**

- La ville a rejoint en 2009-10, le réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la CDB, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU
- Elle est également l'une des premières villes françaises à se doter d'un plan d'action pluriannuel pour la période 2010-2014
- Elle introduit une thématique « Forêt urbaine » et de « développement méditerranéen de la biodiversité » dans ses délégations et sous délégations.

## **3- La cohésion sociale**

- Les Maisons pour tous œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale.  
Cette année, une nouvelle impulsion est donnée par la municipalité en replaçant la culture au cœur de son action.
- La Ville a créé récemment des services dédiés à la cohésion sociale et à la démocratie participative
- Le projet Territoire Numérique contribue à la libération de données publiques
- La Ville fait partie du réseau OMS Ville-Santé
- Le Centre communal d'action sociale (CCAS) propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
  - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique.
  - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

## **4- L'épanouissement de tous les êtres humains**

- Les diverses actions des Maisons pour tous déjà citées
- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine
- La politique de réussite éducative volontaire
- La politique d'urbanisme et d'aménagement déjà évoquée précédemment

## **5- Les modes de production et de consommation responsables**

- La politique d'achats responsable de la ville
- Le plan de déplacement entreprise (PDE)
- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM)

### **En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'approuver le premier rapport de développement durable
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil prend acte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Architecture  
Immobilier  
Moyens Généraux

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 592

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOLI, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Participations financières des agents municipaux dans le cadre du Plan de déplacement Entreprise lié à l'ouverture du nouvel Hôtel de ville

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le Plan de Déplacements Entreprise (PDE) est un ensemble de mesures visant à optimiser les déplacements liés aux activités professionnelles en favorisant l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle ;

La Ville de Montpellier a adopté un premier PDE en 2005, par le biais d'une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, portant essentiellement sur les conditions tarifaires du réseau Tam.

La Ville propose un nouveau PDE, plus approfondi, qui est l'aboutissement d'une phase de diagnostic détaillé et de concertation avec le personnel, et qui traduit la stratégie de la ville de Montpellier, en tant qu'employeur, pour accompagner la mobilité de ses agents, tant sur le plan professionnel que personnel.

Le dispositif :

Quelque soit le mode de transport et de stationnement retenu par l'agent, il devra s'acquitter d'une contribution annuelle égale au coût annuel de l'abonnement TaM soit 15,75 € par mois maximum.

### 1 – Le Déplacement en transports en commun donne accès à :

- l'ensemble des lignes TaM tous les jours ainsi qu'aux parkings tram,
- l'utilisation d'un vélo VELOMAG,
- un jour de stationnement par semaine gratuit (cumulable sur un mois) dans le parking en ouvrage (hors stationnement sur voirie) le plus proche du lieu de travail.

### 2 – Le Déplacement en vélo classique :

*(se déplacer à vélo ne demande qu'un effort physique modéré, accessible à la plupart d'entre nous, les bénéfices pour la santé sont importants)*

- Mise à disposition d'un vélo Ville gratuit avec un entretien annuel par an

- Mise à disposition d'un vélo Ville gratuit avec un entretien annuel par an
- Ce mode de transport est cumulable avec les transports en commun et non cumulable avec le stationnement

### **3 – Le Déplacement en vélo à assistance électrique (VAE) en location donne accès à :**

- un jour de stationnement par semaine gratuit (cumulable sur un mois) dans le parking en ouvrage (hors stationnement sur voirie) le plus proche du lieu de travail.
- (Les VAE seront disponibles courant printemps 2012)*

### **4 – Le Déplacement en 2 roues motorisées :**

- des places gratuites sur le domaine public seront mises à disposition ainsi que des places payantes en parking en ouvrage (hors stationnement sur voirie)

### **5 - Le déplacement en voiture :**

#### A/ Travaillant à la nouvelle mairie

- mise à disposition d'une place de parking payante, le stationnement n'est pas possible les week ends et les jours fériés *(non cumulable avec le transport en commun)*,
- mise à disposition d'une place en parking extérieur gratuit et surveillé, situé à côté du bassin Jacques Cœur, à 2 arrêts de tram ou ¼ d'heure à pied de la nouvelle mairie *(cumulable avec le transport en commun et le vélo Ville gratuit)*

#### B/ Ne travaillant pas à la nouvelle mairie

- mise à disposition d'une place de parking payante le plus proche du lieu de travail, le stationnement n'est pas possible les week ends et les jours fériés *(non cumulable avec le transport en commun)*

#### C/ Souhaitant garder ma place dans les parkings P1, P2, P3 et P4

- maintien des tarifs actuels en vigueur jusqu'en 2012 inclus *(cumulable avec le transport en commun et le vélo Ville gratuit)*

En fonction de l'évolution de la situation familiale et/ou professionnelle, tout changement de formule est possible.

Ce PDE est caractérisé par quatre objectifs :

- 1. L'équité entre les agents ;
- 2. Un volontarisme de l'administration dans la prise en charge des coûts individuels du déplacement ;
- 3. Une incitation à l'usage des transports doux prenant compte des attentes des agents ;
- 4. Une application du dispositif PDE et aide au stationnement pour tous les agents y compris ceux qui n'intégreront pas la nouvelle mairie.

La Ville de Montpellier définit les différentes participations tarifaires pour l'année 2012 ci-après :

1- Parking Mairie P1 – P2 – P3 – P4.

Le montant de la participation financière est défini en fonction de l'indice majoré de l'agent :

- indice inférieur à l'indice majoré 305 :

16,00 € par an

- de l'indice majoré 306 à 362 :	38,00 € par an
- de l'indice majoré 363 à 420 :	66,00 € par an
- indice supérieur à l'indice majoré 420 :	95,00 € par an

Ces prélèvements s'effectuent au mois de juin

2- Location d'un vélo à assistance électrique (VAE) :	15,75 € par mois
3- Place de parking le plus proche du lieu de travail :	15,75 € par mois
4- Place de parking pour 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail :	7,87 € par mois
5- Place de parking nouvel Hôtel de ville :	15,75 € par mois
6- Place de parking pour 2 roues motorisées nouvel Hôtel de ville :	7,87 € par mois

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'adopter les différentes participations financières
- de préciser que les prélèvements commenceront à être effectués sur le salaire du mois de janvier 2012
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Architecture  
Immobilier  
Patrimoine Sécurité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 593

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Association logées par la Ville de Montpellier Loyers et charges locatives impayés remise gracieuse de dettes

Frédéric TSITSONIS rapporte:

Le Comité de Quartier Cévennes et environs est logé par la Ville de Montpellier par convention depuis le 15 décembre 1999. Les locaux occupés se trouvent Résidence Las Rebès Bt 1, 556 avenue Louis Ravas.

L'association s'investit pleinement dans de multiples activités du quartier mais rencontre depuis plusieurs années des problèmes de trésorerie ne lui permettant pas de s'acquitter de ces sommes. Afin de ne pas mettre l'association en difficulté de fonctionnement, il est demandé une remise gracieuse de la dette pour les deux titres suivants :

- charges locatives de 2004 d'un montant de 500,50 euros, titre n° 3953 émis le 22/12/2005
- charges locatives de 2005 d'un montant de 593,29 euros, titre n° 3663 émis le 29/11/2006

La Fédération des taxis indépendants occupait, par convention du 19 avril 1994, des locaux à la Tour Condorcet, allée des Hauts de Montpellier, qu'elle a libérés fin novembre 2008 car ces locaux étaient devenus pratiquement inutilisables du fait de leur vétusté (l'immeuble a été démoli en 2010).

L'association s'étant relogée par ses propres moyens, il est demandé une remise gracieuse de la dette pour les trois titres suivants :

- loyer de 2008 d'un montant de 31,10 € titre n° 1045 émis le 21/03/2008
- charges locatives de 2006 d'un montant de 34,42 € titre n° 49,65 émis le 21/12/2007
- charges locatives de 2007 d'un montant de 33,82 € titre n° 4179 émis le 24/10/2008

Il est donc proposé au Conseil Municipal :



- d'accepter la remise gracieuse de la dette pour chaque association citée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, L'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 594

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Prestations de sécurité incendie et de sûreté Maintenance des portes portails et barrières motorisés du futur hôtel de ville Autorisation de signer le marché à bons de commande

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum de prestations de sécurité incendie et de sûreté, de maintenance des portes, portails et barrières motorisés du futur hôtel de ville.

Pour cela, il a été publié le 9 août 2011 un appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles 33-3<sup>ème</sup> alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du code des marchés publics. Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter d'un ordre de service, pourra être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 4 ans.

La commission d'appel d'offres, en date du 11 octobre 2011 a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOT	MOYENNE DES BESOINS SUR 1 AN EN EUROS H.T	ENTREPRISE RETENUE
Lot n°1 – Prestations de sécurité incendie et sûreté du futur hôtel de ville	350 000 €	GIP
Lot n°2 – Maintenance portes, portails et barrières motorisés du futur hôtel de ville	3 500 €	EC TECH

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 11 octobre 2011 ;
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Publiée le : 08/11/2011**

**Hélène MANDROUX**



Direction Architecture  
Immobilier  
Patrimoine Sécurité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

n° 2011 / 595

**Séance publique du  
lundi 7 novembre 2011**

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETTOUT.

**Fixation du montant du loyer  
Salle du Rockstore  
20 rue de Verdun**

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par acte signé le 24/06/2009, la Ville de Montpellier a acquis auprès de la SCI du Grand Odéon l'immeuble sis 20 rue de Verdun abritant la salle du Rockstore.

La Ville s'est donc trouvée, à cette date, substituée dans le bail commercial liant jusque-là la SCI du GRAND ODEON avec la SA ROCKSTORE ODEON.

Ce bail donnait lieu au paiement d'un loyer fixé, oralement, à 6 500 euros mensuels.

Par acte daté du 25/01/2011, la SA ROCKSTORE ODEON a cédé son fonds de commerce, incluant le droit au bail, à son locataire, la SARL SEPM ROCKSTORE.

En conséquence le bail commercial évoqué plus haut a été lié, à compter de cette date, la Ville et la SARL SEPM ROCKSTORE.

À l'issue de cette cession de fonds, il vous a été présenté lors de la session du Conseil Municipal du 25 juillet dernier l'approbation des termes d'un nouveau bail commercial, plus complet, plus précis, organisant les conditions d'intervention de la Ville sur son bâtiment et fixant un montant de loyer plus proche de la réalité de l'état de l'immeuble et des contraintes d'exploitation générées par les travaux engagés par nos soins.

Ledit loyer mis à la charge de la SARL SEPM ROCKSTORE a été fixé sur la base de ces éléments à 2 500 euros mensuels pendant la durée de nos travaux.

Pour des raisons d'égalité de traitement, l'état du bâtiment n'ayant pas changé sur la période globale, il vous est proposé aujourd'hui d'harmoniser le montant du loyer dû par nos locataires successifs en l'alignant sur le dernier montant fixé, à savoir 2 500 € mensuels que devront nous verser pour leur location respective tant la SA ROCKSTORE ODEON (jusqu'à la cession de son fonds à la SARL SEPM ROCKSTORE) que la SARL SEPM ROCKSTORE (à compter de son acquisition du fonds de commerce auprès de la SA ROCKSTORE ODEON).

Une fois, les travaux sur l'immeuble terminés et conformément aux termes du bail commercial vous ayant déjà été soumis, le montant du loyer passera à 6 500 euros mensuels.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver, la fixation du montant du loyer applicable à la location de l'immeuble sis 20 rue de Verdun à compter de son acquisition par la Ville à 2 500 € mensuels.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



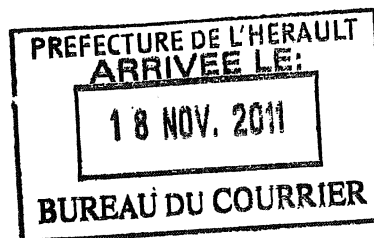
**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Architecture  
Immobilier  
Patrimoine Sécurité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 596

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Autorisation de déposer un permis de démolir 170 avenue Vincent Auriol Ex propriété GEOFFRIAULT

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération en date du 14 octobre 2009, la Ville de Montpellier a acquis le bien, sis 170 avenue Vincent Auriol cadastré AO2 afin de créer une réserve foncière dans le cadre du périmètre d'étude « Secteur Campus » approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Par acte en date du 26 novembre 2009 la Ville a acquis aux consorts GEOFFRIAULT, cette parcelle de terrain d'une superficie de 3867 m<sup>2</sup> sur laquelle est édifié un bâti d'une superficie de 142 m<sup>2</sup>, en rez de chaussée.

Aussi, dans l'attente de travaux d'aménagement prévus et afin de prévenir tout risque d'accident ou d'intrusion, il convient de procéder à la démolition de ce bâti.

Le coût des travaux est inscrit au budget 2011 de la Direction Architecture et Immobilier, Service Patrimoine Sécurité, ligne de crédit : 17525 – Nature : 2313. Il est estimé à :

35000 euros TTC pour les travaux de déconstruction.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à déposer le permis de démolir ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 08/11/2011

Direction des Relations  
Internationales

/

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 597**

## **Séance publique du lundi 7 novembre 2011**

**Convoqué le jeudi 27 octobre 2011 , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### **Don à l'Association "Action contre la Faim" au titre de l'urgence humanitaire dans la corne de l'Afrique**

Perla DANAN rapporte :

Depuis quelques mois, la Corne de l'Afrique (Somalie, Kenya, Djibouti, Ethiopie) est frappée par une famine d'une gravité exceptionnelle, inédite depuis plus de 20 ans. Cette famine résulte d'une part de conditions climatiques défavorables : les précipitations ont été très faibles lors de la saison des pluies, et ce déficit en eau s'ajoute à des épisodes de sécheresse récurrents qui minent les récoltes. D'autre part certaines des régions touchées sont fortement isolées, rendant difficile l'acheminement de nourriture. Enfin, certaines de ces régions sont en guerre ou livrées aux milices, ce qui complique, voire rend impossible, l'intervention humanitaire sur le terrain.

A ce jour, ce sont plus de deux millions d'enfants de moins de 5 ans qui sont victimes de la faim en Afrique de l'Est. La situation actuelle nécessite une réponse urgente à des besoins croissants afin de pouvoir sauver des vies et d'aider la population à retrouver des moyens de subsister.

L'association Action Contre la Faim, fondée en 1979 par un groupe d'intellectuels, est une organisation non gouvernementale engagée dans la lutte contre la faim.

Sa mission principale est de sauver des vies à travers la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflit. En 2010, ACF a apporté une assistance humanitaire dans 40 pays, aidant 6.4 millions d'individus grâce à 4 600 employés sur le terrain.

L'association Action Contre la faim intervient dans la Corne de l'Afrique depuis de nombreuses années, à travers des programmes de nutrition, de santé, d'eau, d'assainissement, d'hygiène et de sécurité alimentaire, dans les régions les plus touchées par la malnutrition. Face à la crise humanitaire majeure touchant actuellement la Somalie et malgré les difficultés d'accès, cette association continue de mener à bien ses actions auprès de la population locale.

Face à la situation catastrophique dans la Corne de l'Afrique, la Ville de Montpellier a organisé les 28 et 29 octobre 2011, en partenariat avec ACF, 2 journées de sensibilisation à la malnutrition, à la Maison de la Prévention Santé, afin de permettre à l'association de collecter des dons auprès des citoyens montpelliérains, et sur la Place de la Comédie qui a accueilli l'opération de sensibilisation « G20, j'ai faim ».

Afin d'aider l'association Action contre la Faim à mener à bien ses actions d'urgence en faveur des populations dénutries de cette région, la Ville de Montpellier propose d'octroyer un don de 4 000 euros à cette structure, afin de pouvoir venir en aide à davantage d'enfants et de familles atteintes de malnutrition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'octroyer un don de 4000 euros à l'association Action Contre la faim.
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville (chapitre 920)
- D'autoriser Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

**Publiée le : 08/11/2011**



## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction des Relations  
Internationales

/

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 598

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Attribution de subvention au Comité Départemental de l'UNICEF au titre de l'année 2011

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier continue à développer un partenariat avec les associations locales en les aidant à mener à bien leurs activités.

Le comité départemental de l'UNICEF travaille autour de deux missions principales que sont l'éducation au développement et à la solidarité internationale et la collecte de fonds pour les programmes de l'UNICEF, présent aujourd'hui dans 150 pays.

Cette association organise de nombreux événements à Montpellier comme la tenue d'un stand sur la place de la Comédie afin de vendre des cartes et produits de l'association, en participant à la quinzaine des Tiers Mondes, en animant des conférences débats, en intervenant dans les établissements scolaires...

Elle a pour objectif de développer des manifestations visant à informer et à sensibiliser le public aux problèmes de développement et à la condition de l'enfance la plus vulnérable et la plus démunie, afin de permettre l'amélioration de ces conditions et de leur situation.

Cette association sollicite la ville de Montpellier pour une subvention de fonctionnement. A ce titre, elle demande une aide de 2 000 euros pour l'année 2011, pour un budget total de 134 100 euros.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'attribuer une subvention de 1 000 euros destinés au fonctionnement du comité départemental UNICEF
- D'autoriser le prélèvement de la dépense sur la ligne de crédit 1350 (6574/92048), provision du service des Relations Internationales dont le disponible sur enveloppe s'élève à 5 500 euros.
- D'autoriser Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom, positioned over the printed name.

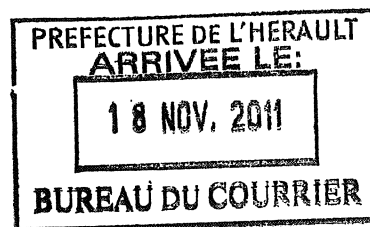
**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Aménagement  
Programmation  
Formes urbaines

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 600

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## ZAC Nouveau Saint-Roch Agrément de candidature Bouygues Immobilier - Lot 11B

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC Nouveau Saint Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements) avec des bureaux et des commerces (de 30 000 à 50 000 m<sup>2</sup> de SHON).

Par ailleurs elle doit également accueillir des équipements ouverts au public (parking de 1 500 places environ, parc urbain de 1,2 ha ...) et privés (hôtels,...).

Cette ZAC est très bien desservie par les transports publics : la gare St Roch, les 2 lignes de tramways existantes et la mise en service programmée, pour 2012, des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Bouygues Immobilier en vue de la cession d'un terrain de cette ZAC permettant la réalisation de 76 logements collectifs en accession libre sur le lot 11B de la ZAC. Pour mémoire le Conseil municipal du 9 mai 2011 a agréé la candidature d'Oc santé pour la réalisation du lot adjacent à la présente candidature (lot 11A), pour la réalisation d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et d'une résidence de service.

**Dénomination du candidat :** BOUYGUES Immobilier  
Immeuble Etoile Richter  
58, avenue Marie de Montpellier

CS 59514  
34960 MONTPELLIER

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot 11B

**Parcelles cadastrées :** section EV n°500 et 504

**Surface du lot :** 1 475 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 76 logements collectifs en accession libre

**SHON envisagée :** 4 000 m<sup>2</sup> SHON

**SHON maximale autorisée :** 4 200 m<sup>2</sup> SHON

La SERM précise que la candidature de Bouygues Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de Bouygues Immobilier pour la construction de 76 logements collectifs en accession libre lot 11B de la ZAC Nouveau Saint Roch
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

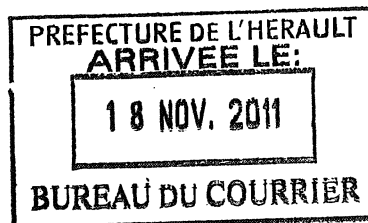
**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 601

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Z.A.C. Port Marianne - Parc Marianne extension Vente à la S.E.R.M. Parcelles cadastrées SE 39-40-112p-119-120-146 Rue du Mas Rouge

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil Municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-Parc Marianne. Le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2006. L'extension de cette Z.A.C., destinée à recevoir principalement un programme de logements, consiste à urbaniser, dans le prolongement de la Z.A.C. initiale, un secteur de 15 hectares intégrant :

- le parc public Georges Charpak
- les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone
- l'ensemble du secteur délimité par l'avenue Nina Simone au nord, la rue du Mas de Barles à l'est, l'autoroute A9 au sud et la rue du Mas Rouge à l'ouest.

La Ville est propriétaire des terrains cadastrés SE 39-40-112p-119-120-146 situés rue du Mas Rouge, acquis à titre de réserve foncière représentant une superficie de 10.264 m<sup>2</sup> et inclus dans la ZAC « Port Marianne-Parc Marianne extension ».

Afin de poursuivre la commercialisation des lots de la Z.A.C., la S.E.R.M. souhaite acquérir ces terrains :

SE 39	476 m <sup>2</sup>
SE 40	981 m <sup>2</sup>
SE 112p	1650 m <sup>2</sup>
SE 119	3576 m <sup>2</sup>
SE 120	3000 m <sup>2</sup>
SE 146	581 m <sup>2</sup>
	<b>10.264 m<sup>2</sup></b>

Par avis du 7 janvier 2011, les services fiscaux ont évalué ces terrains situés en zone 12AU-2 du Plan Local d'Urbanisme à 75 €/m<sup>2</sup> en s'appuyant sur les derniers jugements pris dans des secteurs comparables (zones AU) situés dans d'autres projets de ZAC. Ces jugements ont mené à une évolution des prix des terrains nus non aménagés jugée excessive par la Ville au regard de celle constatée parallèlement pour l'ensemble des prix immobiliers et fonciers sur le territoire communal.

Aussi, il est proposé de céder ces terrains à la S.E.R.M. à un prix moindre fixé à 55 €/m<sup>2</sup>. Ce prix correspond à la valeur des terrains en nature de terre actuellement non équipés proposée par la S.E.R.M. et la Ville à des propriétaires pour l'acquisition de biens dans des zones AU similaires situées dans les projets de ZAC de la Ville.

**En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de céder à la S.E.R.M. les parcelles cadastrées SE 39-40-112p-119-120-146 d'une superficie totale d'environ 10.264 m<sup>2</sup> au prix de 55 €/m<sup>2</sup>, soit 564.520 € environ,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M.,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

**Direction des Systèmes  
d'Information**

Direction des Systèmes  
d'Information

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 602**

**Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETTOUT.

### **Demande de subventions Montpellier Territoire Numérique**

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le programme Montpellier Territoire Numérique a démarré il y a un an. Il a permis de fédérer un écosystème d'acteurs important autour du numérique et de la création de nouveaux services urbains. Plusieurs projets emblématiques sont apparus : Opendata (plus de 45 jeux de données ouverts, une dizaine d'applications d'usage), les écrans interactifs (qui seront rendus public dans notre nouvelle mairie), un espace de travail collaboratif public, etc.

Pour soutenir la création de services sur des thèmes forts, utiles aux citoyens et à la cité tels que : Environnement, Espace urbain, Santé et Autonomie, le programme a besoin de se développer et de favoriser l'implication des acteurs du territoire.

Le budget de la Ville ne pouvant pas être le seul à financer ces initiatives, d'autres institutions publiques seront contactées. Elles ont dans de nombreux domaines légitimité à co-financer les projets de Montpellier Territoire Numérique : Fonds FEDER, etc.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de solliciter de tous les organismes – Europe, Etat, collectivités et établissements publics locaux - susceptibles de participer au financement de l'opération, l'obtention de subventions à un niveau le plus élevé possible au bénéfice du projet,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

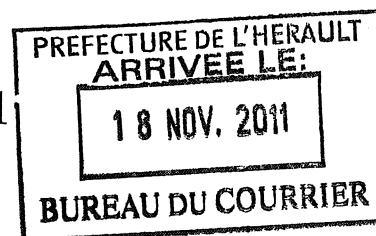
**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Aménagement  
Programmation  
Planification -Urbanisation  
nouvelle

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

n° 2011 / 603

**Séance publique du  
lundi 7 novembre 2011**



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

**Plan local d'urbanisme (PLU)  
Modification simplifiée  
APPROBATION**

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L. 123-13 7<sup>e</sup> alinéa, R. 123-20-1 et R. 123-20-2 du code de l'urbanisme, un projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier concerne la réduction ponctuelle de deux emplacements réservés dans le quartier Hôpitaux Facultés – secteur Campus.

Le Campus universitaire de Montpellier fait partie des dix campus retenus par l'État à l'échelon national pour constituer un réseau universitaire d'excellence à dimension internationale.

Outre la force de son contenu en matière de recherche et d'enseignement, le dossier de candidature de l'Université Montpellier Sud de France (UMSF) déposé en 2008 auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est aussi distingué par l'originalité et la cohérence de son volet « urbanisme et aménagement » constitué autour du schéma directeur réalisé par l'agence Garcia-Diaz à la demande de la Ville.

Ce schéma, qui couvre près de 860 hectares a pour principal objectif d'ouvrir l'université sur la ville, en développant des espaces publics attractifs et fédérateurs pour l'ensemble des habitants. Il a abouti à l'élaboration d'un plan de composition urbaine et d'aménagement élaboré en étroite collaboration avec les partenaires concernés.

La traduction dans le PLU de ce plan de composition urbaine a été effectuée à l'occasion de la modification du PLU approuvée par le conseil municipal le 9 mai 2011, par le biais d'évolutions réglementaires et de zonage, ainsi que par l'institution d'emplacements réservés pour voiries et espaces publics.

Depuis, la poursuite des réflexions d'aménagement, notamment en vue du lancement du premier partenariat public-privé (PPP) par le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) UMSF, a montré la nécessité d'adapter ponctuellement les emplacements réservés C147 et C149, destinés à la requalification d'espaces publics, afin d'optimiser les aménagements envisagés.



Ces adaptations consistent à :

- supprimer, sur l'emprise du site Triolet de l'Université Montpellier 2, l'emplacement réservé C149, institué pour requalifier les espaces publics de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau, afin de permettre la réalisation d'une unité d'enseignement et de recherche sur un secteur d'un seul tenant qui sera libéré par la démolition de plusieurs anciens bâtiments devenus obsolètes ;
- modifier ponctuellement l'emplacement réservé C147, institué pour améliorer et créer des liaisons entre la place Eugène Bataillon et la place de la Voie Domitienne, dans le but de favoriser la constitution d'une façade urbaine structurée en bordure de la place Eugène Bataillon et d'optimiser les aménagements envisagés le long de la rue du Truel.

Le projet de modification simplifiée du PLU a été mis à la disposition du public du 19 septembre au 19 octobre 2011 inclus. Il n'a fait l'objet, durant cette période, d'aucune remarque ni observation de la part du public.

**En conséquence, au vu :**

- du dossier de modification simplifiée du PLU mis à la disposition du public,
- de l'absence de remarques et d'observations formulées par le public sur ce dossier,

**Il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le dossier de modification simplifiée du PLU tel qu'annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de modification simplifiée du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public,
- de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



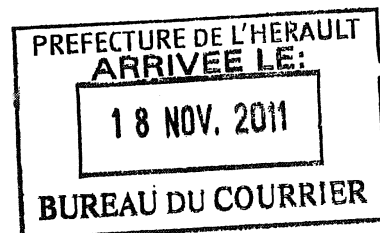
**Publiée le : 08/11/2011**

Mission Grand Coeur  
Patrimoine

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 604

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme Xavier LIMOSI, 3 rue Marioge	7.101,07 €
Secours Catholique, 28 rue Farges	1.246,17 €
M. Alexandre WEILL, 42 avenue de Maurin	3.987,86 €
M. Anthony HUDRY Mlle Amélie LEON, 5 rue Louis Braille	2.835,84 €
SC Le Cyrano a/S SARL BORDRY, 14 rue Enclos Fermaud	5.398,73 €
ARCAS-FOULQUIER GAZAGNES, 11 bis et 13 avenue d'Assas	11.129,69 €
SDC Frédéric Peysson, chez CORUM Immobilier, 12 rue Frédéric Peysson	7.213,88 €
M. ou Mme Guy BARTHELEMY, 1 passage Biquet (50 % de la subvention)	2.202,05 €
Mme Eliane GOMAR-CROUZET, 6 rue de Claret (50 % de la subvention)	3.118,66 €
Synd 7 rue Chaptal, Montpelliéraine d'Administration de Biens - MAB Planchon (50 % de la subvention)	7.975,54 €
Syndic coprop 22 cours Gambetta, O.T.I. (50 % de la subvention)	5.826,68 €
Copropriété 23 rue G. Pellicier chez Ecusson Immobilier (50 % de la subvention)	3.880,00 €
Coprop 1 rue Jardin Durand chez Mme CRANSAC Michelle, 39 rue Saint Louis (50 % de la subvention)	3.242,62 €
SYND BONNARD, Syndic SARL SINE QUA NON Immo, 2 bis rue Bonnard (50 % de la subvention)	4.990,41 €
Mme ROQUEBERT Simone ou Mlle ROQUEBERT M-Dominique, 9 rue Brueys (2° et dernière phase de travaux)	5.569,74 €
Copro 8 rue Baudin chez TRANSAC (solde de la subvention)	5.022,71 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 80.741,65 € correspondant aux 16 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

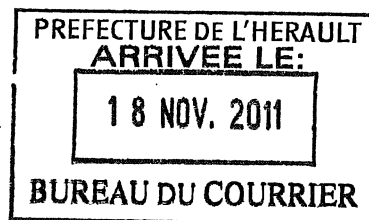
**Publiée le : 08/11/2011**

**Direction des Systèmes  
d'Information**  
Réseaux et Télécoms

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 605**

**Séance publique du  
lundi 7 novembre 2011**



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

## **Extension du réseau Haut Débit PEGASE sur la Commune de Montpellier**

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier a réalisé un réseau haut débit Pégase sur son territoire. En service depuis 1999, il dessert une soixantaine de bâtiments municipaux et plus d'une centaine d'équipements industriels (bornes piétonnes, vidéosurveillance); il répond aux besoins des opérateurs de télécommunications ainsi que diverses administrations montpelliéraines.

Les objectifs initiaux qui avaient été fixés, à savoir : développer l'e-administration de la Ville de Montpellier, favoriser les échanges inter-administrations, développer de nouveaux services par l'intermédiaire d'opérateurs de télécommunications s'avèrent au fil du temps tout à fait judicieux et doivent être maintenus.

Pour répondre à de nouvelles demandes de raccordement de clients, il est nécessaire d'étendre le réseau. Aussi un appel d'offres a-t-il été lancé le 7 juin 2011, dont les conditions particulières sont les suivantes :

- marchés à bons de commande composé de quatre lots:
- Lot n°1 génie civil: montant minimum 50 000 € HT, montant maximum 300 000 € HT,
- Lot n°2: liaisons optiques: montant minimum 60 000 € HT, montant maximum 360 000 € HT
- Lot n°3 maintenance du réseau : montant minimum 20 000 € HT, montant maximum 80 000 € HT
- Lot n°4 relevés topographiques : montant minimum 20 000 € HT, montant maximum 80 000 € HT
- durée des marchés : deux ans, renouvelable 1 fois.

La Commission d'appel d'offres a retenu le 6 septembre 2011 les entreprises suivantes :

Lot n°1: entreprise Sogetrel,  
Lot n°2: entreprise Inéo Infracom,



Lot n°3: entreprise Circet,  
Lot n°4: entreprise Circet,

ayant présenté les offres les plus économiquement avantageuses pour la Ville.

La dépense sera imputée sur les budgets 2011 et suivants de la Ville, Fonction 900201.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et d'une manière générale tous documents relatifs à cette affaire.

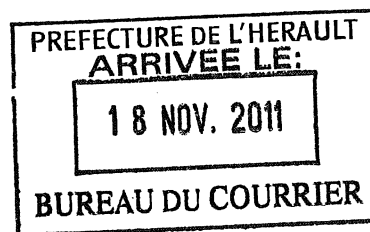
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour l'installation d'un relais radiotéléphone Bouygues Télécom sur le château d'eau La Colombière

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du développement des réseaux de téléphonie mobile, Bouygues Télécom est l'un des quatre opérateurs nationaux ayant obtenu la licence nécessaire de la part de l'Etat.

Pour adapter son réseau aux nouvelles technologies radiotéléphoniques, Bouygues Télécom souhaite modifier son relais implanté sur le site du château d'eau dit La Colombière en supprimant une antenne FH existante fixée sur le château d'eau.

Après négociations, Bouygues Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant à :

- non exclusivité de l'installation de Bouygues Télécom,
- durée : six ans renouvelable par période de trois ans,
- redevance annuelle de 14 100€ (quatorze mille cent euros) selon le tarif approuvé par délibération du Conseil municipal du 12 juillet 2002.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention 48/2004 du 3 juin 2004 "n° site T22114 CI322707" à passer entre Bouygues Télécom et la Ville de Montpellier.
- d'autoriser Monsieur le Trésorier municipal à faire recette 14 100 € (quatorze mille cent euros) par an au profit de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

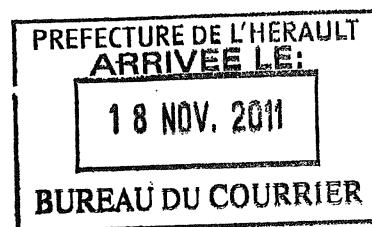
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Secteur d'Aménagement du Coteau Acquisition de la propriété des conjoints MAUREL, cadastrée TR 15, lieudit Gay Lussac Approbation d'un compromis de vente

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil Municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

La future ZAC sera implantée sur diverses parcelles situées en zone AU0-6 du PLU, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Au cours de cette même séance, le Conseil Municipal a accepté les termes d'un protocole d'accord entre la Ville et différents propriétaires, dont les conjoints MAUREL en vue d'acquérir la parcelle TR 15 d'une superficie de 7 319 m<sup>2</sup>, leur appartenant et située dans le secteur d'étude de la future ZAC. Ce protocole prévoit la signature d'un compromis de vente avec une condition suspensive relative à l'approbation de la révision simplifiée du PLU, dans les conditions définies par cet accord.

Ainsi, les conjoints MAUREL, dans le cadre du protocole susvisé, acceptent la cession de la parcelle TR 15, aux conditions suivantes, définies par une promesse de vente :



-cession à la Ville de leur propriété, sous condition suspensive de changement de zonage dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, au prix de 55 € le m2, assorti de l'indemnité de remploi, due dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement en ZAC, soit un montant toutes indemnités comprises de 443 799,5 €.

Le notaire chargé de la rédaction de l'acte est Maître VILLEMEN, notaire du vendeur, dont l'étude est domiciliée à Montpellier. L'acte ne sera signé que lorsque toutes les conditions seront remplies, à savoir le reclassement du terrain en zone constructible. Les frais d'acte et tous frais éventuels liés à cette acquisition, seront pris en charge par l'acquéreur.

**En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :**

- d'accepter, au vu de l'estimation des services fiscaux, le compromis de vente que nous propose Maître VILLEMEN, agissant pour le compte des conjoints MAUREL, pour la parcelle TR 15, d'une superficie de 7 319 m2, au prix de 55 € le m2, assorti de l'indemnité de remploi, due dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement en ZAC, soit un montant, toutes indemnités comprises, de 443 799,5 €,
- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Acquisition d'un appartement à M. Serge MONINO 108, avenue de Toulouse parcelle cadastrée HZ 46

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

La Ville est propriétaire depuis 2009 d'un appartement d'une superficie de 40 m<sup>2</sup> (rez-de-chaussée) constituant le lot n°1 d'un immeuble soumis au statut de la copropriété situé 108, avenue de Toulouse sur la parcelle cadastrée HZ 46, zone 2U1-1f du PLU.

Dans cet immeuble, Monsieur Serge MONINO est propriétaire des trois autres lots : à savoir un appartement d'environ 60 m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> étage, un local annexe d'environ 20 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée et la cage d'escalier. A ce jour, il propose à la Ville l'acquisition de ses lots de copropriété. L'appartement est en cours de rénovation.

La Ville a déjà acquis les immeubles mitoyens afin de constituer des réserves foncières dans la perspective d'une opération de restructuration urbaine qui pourrait être réalisée sur les terrains propriété de l'Etat anciennement occupés par l'Ecole d'Application de l'Infanterie et ceux bordant l'avenue de Toulouse. Ainsi, la parcelle HZ 46 est située dans ce tissu composé de constructions hétéroclites (maisons de faubourg de qualité inégale et locaux commerciaux) sur un parcellaire étroit, entre l'avenue de Toulouse et le terrain propriété de l'Etat.

Aussi, il semble opportun pour la Ville d'acquérir cet appartement et ses dépendances dans l'attente d'une démolition future.

Les services fiscaux ont évalué ce bien à 140.000 € avec une marge de négociation de plus ou moins 10 %. Le propriétaire souhaitait un prix de 152.000 €, mais accepterait après négociation un prix de 146.000 €.

**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'acquérir les lots n°2, 3 et 4 de la copropriété située 108, avenue de Toulouse sur la parcelle cadastrée HZ 46 appartenant à Monsieur Serge MONINO au prix de 146.000 €,
- de demander à Maître DURAND, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville, et de supprimer le statut de la copropriété de cet immeuble,
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et à déposer un permis de démolir.

**Le Conseil adopte.**

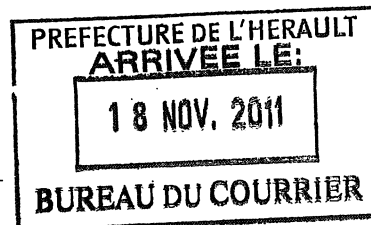
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Acquisition d'un terrain aux consorts ROBERT Chemin des Grenadiers Bois de Bionne parcelles cadastrées PM19p et PN 35p

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale élaboré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Plan Local d'Urbanisme approuvés en 2006 s'inscrivent dans la logique d'un projet urbain qui répond au double objectif de mettre en place une politique de l'habitat pour répondre aux besoins en logements et de valoriser la présence de la nature en maintenant et en développant des grands poumons verts, en protégeant les grandes coulées vertes et les espaces boisés.

Ainsi, la Ville a prévu dans le plan local d'urbanisme la préservation de grands poumons verts de secteur et la réalisation d'un « réseau vert » pour les piétons et les cycles. Elle a mandaté à cet effet un cabinet d'expertise pour élaborer un schéma directeur des réseaux verts.

Le territoire communal situé au sud ouest, englobant le secteur de Bionne est composé majoritairement de friches agricoles qui confèrent au site un caractère semi-rural. Ce secteur est bordé à l'ouest par la rivière La Mosson qui forme une coulée verte à la ripisylve riche et luxuriante. Le bois de Bionne, qui domine la vallée de la Mosson, constitue un autre élément paysager remarquable de ce secteur.

Une Zone d'Aménagement Différée a été créée en mars 2007 sur l'ensemble de ce secteur avec pour objectif conformément à ceux du SCOT et du PLU précités de veiller au juste équilibre entre développement d'une urbanisation nouvelle sur le plateau de Grèze et préservation, mise en valeur des espaces naturels du coteau de Bionne et de la vallée de la Mosson.

La présente acquisition s'inscrit dans ces perspectives environnementales et dans le schéma directeur des réseaux verts.

Elle a pour objet d'aménager un cheminement piéton public au niveau de l'ancien Chemin des Grenadiers permettant de relier le Bois de Bionne et la Vallée de la Mosson au Parc de Châteaubon situé sur le plateau de Grèze.

Les consorts ROBERT, propriétaires des parcelles cadastrées PM 19 et PN 35, acceptent de céder à la Ville une bande de terrain issue de ces parcelles représentant une superficie de 2237 m<sup>2</sup> au prix de 6 €/m<sup>2</sup>, soit 13.422 €.

La Direction Paysage et Biodiversité a fait réaliser par un géomètre, après débroussaillage des lieux, des documents d'étude pour localiser le tracé supposé de l'ancien chemin des Grenadiers, aujourd'hui impraticable et enfoui dans la végétation. A l'issue de ces études, un plan topographique a été établi afin de délimiter la part du foncier (environ 2237 m<sup>2</sup>) qui pourrait être cédée à la Ville pour lui permettre de réaliser son aménagement.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la Ville à acquérir une partie des parcelles cadastrées PM 19 et PN 35 située Chemin des Grenadiers, propriété des consorts ROBERT, représentant une superficie d'environ 2237 m<sup>2</sup> au prix de 6 €/m<sup>2</sup> soit 13.422 € environ,
- de demander à Maître SOULAS, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le :**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 610

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Propriété Ville rue Boussinesq Vente à EIFFAGE Immobilier Méditerranée Acquisition à EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété dans l'immeuble à construire sur le site - Crèche et salle associative

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Afin de réaménager le site de l'ancien boulodrome Antoine Perrier, rue Boussinesq, aujourd'hui désaffecté, la Ville a lancé une consultation d'opérateurs, pour la réalisation d'un programme immobilier.

Ce programme mixte permettra la mise en valeur et l'aménagement de cet espace dans le respect de l'environnement urbain existant, avec des logements de qualité, ainsi que des locaux à usage public :

- une structure d'accueil petite enfance qui permettra de transférer la crèche Sophie Lagrèze, située 8 rue Draparnaud, dont les installations vieillissantes ne sont plus adaptées, et d'augmenter la capacité d'accueil pour répondre à une forte demande sur ce secteur.
- une salle destinée à la vie associative du quartier, en remplacement de la salle existant sur le site.

A l'issue de cette consultation, la société EIFFAGE Immobilier Méditerranée a été retenue pour acquérir la propriété et réaliser le projet après démolition par ses soins du bâti existant.

Le programme d'EIFFAGE Immobilier Méditerranée, d'une surface hors œuvre nette de 3887 m<sup>2</sup>, comporte une crèche de 1344 m<sup>2</sup> et une salle associative de 128 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée, et 30 logements dont 8 logements sociaux sur quatre niveaux (surfaces indicatives).

Il a été convenu de procéder à une double vente : la Ville cède à EIFFAGE Immobilier Méditerranée l'emprise foncière, EIFFAGE Immobilier cède à la Ville les locaux publics construits. Le montant des deux ventes est de 1 552 000 € TVA incluse, confirmé par les Services fiscaux.

Il convient donc de signer un compromis de vente concernant le site de l'ancien boulodrome, et un contrat de vente conditionnelle en l'état futur d'achèvement concernant les locaux à usage public. Le paiement du prix de vente du terrain et du prix d'acquisition des locaux livrés par le constructeur se fera à terme, par compensation à

hauteur de 95% à l'achèvement des locaux, et comptant à hauteur de 5% lors de la levée des réserves après livraison desdits locaux.

La propriété vendue par la Ville est constituée de la parcelle bâtie cadastrée KR 494, d'une superficie de 3779 m<sup>2</sup>, située 6 rue Boussinesq, et d'une parcelle de terrain nu d'environ 8 m<sup>2</sup>, située devant le portail d'accès au boulodrome, à détacher du domaine public après déclassement car non utile à la circulation publique.

Les équipements situés sur la parcelle - immeuble à usage de bureaux, boulodrome couvert, terrains de pétanque et square- ne sont plus affectés à l'usage du public.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la désaffectation à usage du public des équipements présents sur la parcelle KR 494.
- de prononcer le déclassement de la parcelle cadastrée KR 494 et de l'emprise de 8 m<sup>2</sup> à détacher du domaine public, située devant l'entrée actuelle du boulodrome et telle que définie sur le plan du géomètre.
- d'approuver la vente à EIFFAGE Immobilier Méditerranée, ou toute autre personne substituée, desdites emprises et l'acquisition par la Ville des locaux à usage public qui seront réalisés par EIFFAGE Immobilier Méditerranée dans le cadre de son opération de construction, les deux ventes étant conclues au prix de 1 552 000 € TVA incluse, confirmé par l'évaluation des services fiscaux, et selon les modalités de paiement précédemment indiquées.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le compromis de vente du terrain à EIFFAGE Immobilier Méditerranée, ainsi que le contrat de vente conditionnelle en l'état futur d'achèvement à la Ville des lots de copropriété à usage d'équipement d'accueil de la petite enfance et de salle associative, ainsi que tous actes ou documents relatifs à cette affaire.
- de prévoir les inscriptions budgétaires nécessaires à ces transactions
- de confier la rédaction des actes au notaire de la société EIFFAGE Immobilier Méditerranée, Maître CABANES-GELLY, notaire associé à Montpellier, 222 place Ernest Granier.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

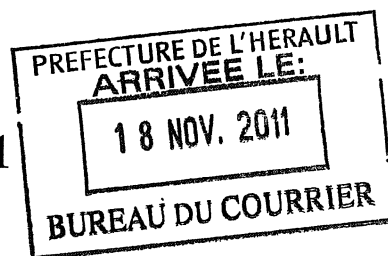
**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 611

**Séance publique du  
lundi 7 novembre 2011**



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

**Berges du Lez - risque naturel majeur  
Acquisition des propriétés cadastrées CP 157 et CP 168 dans le cadre des  
dispositions de la loi "Barnier"  
Rue Courte Oreille**

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Les berges en rive droite du Lez, situées entre le Pont Garigliano et la rue Courte Oreille, sont exposées à un risque fort d'affaissement de terrain lié aux crues torrentielles. A cet endroit précis, le cours d'eau est détourné de son axe Nord-Sud pour longer le parc Rimbaud, avant de retrouver ce même axe en aval. Ce changement brutal de l'axe d'écoulement induit en périodes de fortes crues une érosion importante des falaises situées en rive droite, dont la hauteur moyenne est de 7 mètres.

Plusieurs parcelles bâties et habitées situées en limite du Lez sont concernées par ce phénomène d'érosion de la falaise, mais deux d'entre elles sont particulièrement exposées compte tenu de la proximité du bâti avec la falaise : CP 157 et CP 168. Sur ces deux parcelles, le risque d'affaissement de terrain à l'avenir à l'occasion de crues exceptionnelles constitue une menace grave pour la population résidente.

En 2006, la Ville a mandaté le bureau d'études BCEOM pour étudier la faisabilité d'un projet de confortement des berges sur un linéaire d'environ 230 mètres. Plusieurs techniques de consolidation ont été proposées, avec un coût d'opération réactualisé en juillet 2011 estimé à 4 420 000 € TTC.

Toutefois cette solution de confortement des berges pose des problèmes d'ordre environnemental. Les travaux consistent à mettre en œuvre des parois verticales en béton, dont l'intégration dans le milieu fluvial n'est pas sans problème. En outre, la présence de phénomène ponctuel d'érosion en pied de berge rend la réalisation de travaux de confortement complexe.

Cet aménagement « dur » pourrait par ailleurs avoir un impact négatif sur les berges naturelles de la rivière, en aval de la falaise.



Une solution alternative consiste pour la Ville à acquérir les deux propriétés particulièrement exposées (tout ou partie des parcelles CP 157 et CP 168), après négociations amiables ou dans le cadre d'une procédure d'expropriation. Parallèlement, toutes les parcelles ou parties de parcelles exposées au risque d'effondrement de la falaise (notamment celles acquises par la Ville mais pas seulement) devront être rendues inconstructibles par le document d'urbanisme.

Le coût des acquisitions et des travaux liés à la mise en sécurité des propriétés acquises est estimé à environ 2 M€.

Considérant que le risque grave pour les vies humaines est bien établi, et que le coût des travaux de confortement est nettement supérieur au coût d'acquisition des biens particulièrement vulnérables (CP 157 et CP 168), les services de l'Etat ont confirmé, par courrier du 9 septembre 2011, que les dispositions de la loi « Barnier » du 2 février 1995 pourraient être appliquées à cette situation et qu'en conséquence les acquisitions foncières réalisées par la Ville pourraient être subventionnées dans le cadre du fond « Barnier ». Une réservation de crédits pour 2012 a d'ores et déjà été prise en considération par les services de l'Etat. Elle devra être confirmée prochainement après constitution par la Ville d'un dossier de demande de subvention. Le taux de subvention pour l'acquisition des biens exposés à un risque majeur est de 100%.

La loi « Barnier » prévoit le cas échéant le recours à la procédure d'expropriation pour l'acquisition des biens exposés. La Ville n'exclut pas d'avoir à recourir à cette procédure si les négociations amiables récemment engagées avec les deux propriétaires concernés n'aboutissaient pas.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- d'approuver le principe de l'acquisition des parcelles cadastrées CP 157 et CP 168 appartenant respectivement à M. Jean-Noël SARIVIERE et à M. et Mme Maurice SOUBEYRAND afin de procéder à leur démolition pour les soustraire au risque d'affaissement de la falaise du Lez au droit de ces propriétés,
- d'approuver le principe de lancer une procédure de déclaration d'utilité publique,
- de dire que les sommes nécessaires au financement du projet seront inscrites au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat pour mener à bien ce projet,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire et à déposer tout permis de démolir.

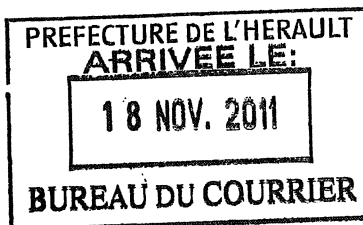
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Acquisition d'une propriété bâtie à M. et Mme Richard D'HEUR 380, rue des Acconiers parcelle cadastrée DN 7

Monsieur Delafosse rapporte :

Monsieur et Madame Richard D'HEUR, propriétaires de la parcelle cadastrée DN 7 d'une superficie de 1381 m<sup>2</sup> située 380, rue des Acconiers, propose à la Ville l'acquisition de leur bien.

Cette propriété en parfait état d'entretien est composée :

- d'une habitation de 146 m<sup>2</sup> en R+1 comprenant 4 pièces, une cuisine et deux salles-de-bain
- d'une partie inoccupée de 35 m<sup>2</sup> environ à usage de buanderie et de débarras transformable en habitation (extension du logement possible)
- d'un atelier de 25 m<sup>2</sup>
- d'un garage non clos de 40 m<sup>2</sup>
- d'une piscine et terrasse aménagée devant la maison
- d'un jardin arboré de très grande taille

L'environnement de ce bien est très privilégié avec une vue sur le Lez.

Cette parcelle est située en zone AU0-1 du PLU se caractérisant par une inconstructibilité de la zone à l'exception des équipements publics et des extensions mesurées des bâtiments existants. Les zones AU0 sont destinées à permettre le développement urbain de la Ville dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble.

A titre de réserve foncière, la Ville a déjà acquis en 2007 la propriété bâtie contigüe. Aussi, il semble opportun d'acquérir ce bien à titre de réserve foncière. Cette habitation pourra être louée par la Ville dans l'attente de son utilisation à terme.

Les propriétaires acceptent de céder leur bien au prix de 600.000 € conforme à l'avis des services fiscaux du 12 septembre 2011.

Monsieur et Madame D'HEUR souhaitent occuper la propriété jusqu'au 2 janvier 2012. Ils s'engagent à libérer les lieux à cette date. Ils acceptent que la moitié du paiement du prix de l'acquisition intervienne après la signature de l'acte et l'autre moitié après la libération des lieux.

**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la Ville à acquérir la propriété bâtie de Monsieur et Madame Richard D'HEUR, située 380, rue des Acconiers et cadastrée DN 7, au prix de 600.000 €,
- de demander à Maître Bernard MATET, notaire à Quissac, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- d'accepter le maintien des propriétaires occupants dans les lieux jusqu'au 2 janvier 2012,
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- de dire que le paiement du prix d'acquisition interviendra pour moitié après la signature de l'acte et pour l'autre moitié après la libération des lieux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et à déposer un permis de démolir.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

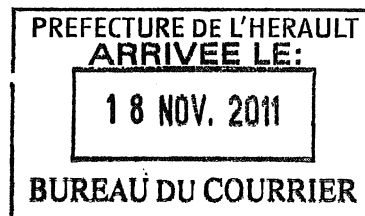
**Publiée le : 08 11 2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 613

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOLI, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Secteur .d'Aménagement du Coteau, Acquisition de la propriété des consorts CARTAILLAC, cadastrée TN 24, lieudit le Coteau Approbation d'un compromis de vente

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), a défini les objectifs d'aménagement et les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération et a fixé le cadre d'évolution des dispositions d'urbanisme réglementaires permettant de mettre en œuvre le projet.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil Municipal a prescrit la révision simplifiée du plan local d'urbanisme afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement du secteur du Coteau, pour réaliser un nouveau quartier situé au sud du quartier Malbosc qui couvre une superficie d'environ 25 hectares, quartier à dominante d'habitation répondant aux besoins en matière de logements, d'emploi, d'équipements et de services, et a adopté les objectifs et modalités de la concertation avec le public proposés.

La future ZAC sera implantée sur diverses parcelles situées en zone AU0-6 du PLU, qui seront reclassées en zone AU du PLU.

Au cours de cette même séance, le Conseil Municipal a accepté les termes d'un protocole d'accord entre la Ville et différents propriétaires, dont les consorts CARTAILLAC, en vue d'acquérir la parcelle TN 24 d'une superficie de 15 716m<sup>2</sup>, leur appartenant et située dans le secteur d'étude de la future ZAC. Ce protocole prévoit la signature d'un compromis de vente avec une condition suspensive relative à l'approbation de la révision simplifiée du PLU, dans les conditions définies par cet accord.

Ainsi, les consorts CARTAILLAC, dans le cadre du protocole susvisé, acceptent la cession de la parcelle TN 24, aux conditions suivantes, définies par une promesse de vente :

17

-cession à la Ville de leur propriété, sous condition suspensive de changement de zonage dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, au prix de 55 € le m2, assorti de l'indemnité de remploi, due dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement en ZAC, soit un montant toutes indemnités comprises de 951 818 €.

Le notaire chargé de la rédaction de l'acte est Maître BRAUN, notaire du vendeur, dont l'étude est domiciliée à Montpellier. L'acte ne sera signé que lorsque toutes les conditions seront remplies, à savoir le reclassement du terrain en zone constructible. Les frais d'acte et tous frais éventuels liés à cette acquisition, seront pris en charge par l'acquéreur.

**En conséquence et après étude du dossier, nous vous proposons :**

-d'accepter, au vu de l'estimation des services fiscaux, le compromis de vente que nous propose Maître BRAUN, agissant pour le compte des consorts CARTAILLAC, pour la parcelle TN 24, d'une superficie de 15 716 m2 m2, au prix de 55 € le m2, assorti de l'indemnité de remploi, due dans la cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement en ZAC, soit un montant, toutes indemnités comprises, de 951 818 €,

-de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville,

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



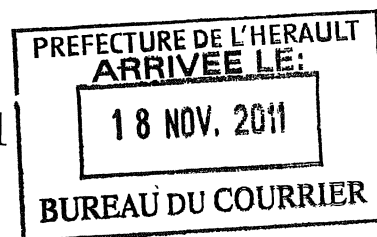
**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 614

Séance publique du  
lundi 7 novembre 2011



Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

**Acquisition de la propriété de M. et Mme Jean-Yves LECESNE  
280, chemin de Poutingon  
Parcelle cadastrée EH 44**

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Monsieur et Madame Jean-Yves LECESNE, propriétaires de la parcelle cadastrée EH 44 d'une superficie de 6115 m<sup>2</sup> située 280, chemin de Poutingon, ont contacté le service foncier pour proposer l'achat de leur bien.

Cette propriété est composée :

- d'un bâtiment principal construit en 1964 : il était affecté à une entreprise de transports frigorifiques. Suite à l'arrêt de l'exploitation commerciale, deux appartements d'une superficie respective de 118 m<sup>2</sup> et de 125 m<sup>2</sup> ont été aménagés au rez-de-chaussée et à l'étage. Ces deux appartements sont aujourd'hui loués par les propriétaires pour un montant mensuel de 1000 € par mois chacun. Le sous-sol n'est pas occupé. Un local d'une superficie de 35 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée servant de chambre froide à l'époque de l'exploitation commerciale est utilisé comme un débarras par les propriétaires.
- d'un bâtiment secondaire de type bungalow de 45 m<sup>2</sup> en mauvais état qui était la loge du gardien de l'entreprise
- un bâtiment à usage de garage avec trois emplacements
- le terrain est en l'état de broussaille

Cette acquisition, si la Ville en décide ainsi, constituera une réserve foncière dans la perspective de l'urbanisation de l'ensemble de ce secteur dénommé quartier Poutingon, sur lequel la ville a instauré, par délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2009, un périmètre d'étude et déjà acquis des propriétés. Ce secteur est situé au PLU en zone 4 AU 1-1 f (zone à vocation d'activité partiellement équipée absence de réseau d'eau usée, voiries insuffisantes). Des emplacements réservés pour l'élargissement de la voirie sont d'ores et déjà inclus au PLU. Ainsi, la parcelle de M. LECESNE est impactée (pour environ 500 m<sup>2</sup>) par la réserve C19.

Monsieur et Madame LECESNE acceptent de céder leur bien à la Ville au prix de 680.000 € conforme à l'avis des services fiscaux du 22 septembre 2011.

Dans l'attente de la démolition du bien, la Ville pourra continuer à le louer aux deux locataires actuels.

**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la Ville à acquérir la propriété bâtie de Monsieur et Madame Jean-Yves LECESNE cadastrée EH 44, située 280, chemin de Poutingon, au prix de 680.000 €,
- de demander à Maître GONZALVEZ, notaire à Aimargues, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et à déposer un permis de démolir.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Réussite éducative  
Education

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 615

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Valorisation de l'utilisation des locaux scolaires par les associations

Jean-Louis GELY rapporte :

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Dans cet optique, un article portant sur cette subvention en nature pourrait être inséré aux conventions d'occupation des locaux scolaires et rédigé comme suit : « *Le prêt du local mis à disposition pour la période, aux heures et jours indiqués constitue un avantage en nature (estimé à 5 euros de l'heure d'utilisation) : soit un total de X € pour la période. Cette subvention en nature devra être prise en compte dans le bilan annuel de l'association* »



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de mentionner la subvention en nature correspondant à la valorisation de l'utilisation des locaux scolaires au sein des conventions d'occupation et de valider le modèle type de convention en annexe de la présente délibération;
- de fixer forfaitairement le tarif de l'utilisation horaire d'une salle à 5 €
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Réussite éducative  
Education

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 615

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Valorisation de l'utilisation des locaux scolaires par les associations

Jean-Louis GELY rapporte :

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

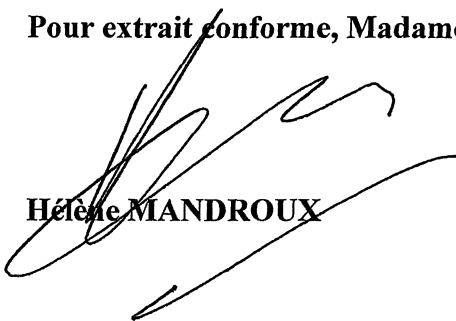
Dans cet optique, un article portant sur cette subvention en nature pourrait être inséré aux conventions d'occupation des locaux scolaires et rédigé comme suit : « *Le prêt du local mis à disposition pour la période, aux heures et jours indiqués constitue un avantage en nature (estimé à 5 euros de l'heure d'utilisation) : soit un total de X € pour la période. Cette subvention en nature devra être prise en compte dans le bilan annuel de l'association* »

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de mentionner la subvention en nature correspondant à la valorisation de l'utilisation des locaux scolaires au sein des conventions d'occupation et de valider le modèle type de convention en annexe de la présente délibération;
- de fixer forfaitairement le tarif de l'utilisation horaire d'une salle à 5 €
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

Direction Réussite éducative  
Education

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 616

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Attribution de subventions à des associations. Exercice 2011 Commission Réussite Educative

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier continue à développer un partenariat avec les associations dans le cadre de sa politique de réussite éducative.

Pour cela il y a lieu d'allouer une subvention à certaines associations dont les interventions en milieu scolaire sont particulièrement appréciées de la communauté éducative :

**Association les Francas de l'Hérault** : associe les personnes physiques et morales qui favorisent ou participent à l'action éducative sociale et culturelle en faveur des enfants. Le projet porté par l'association : « Droits de l'enfant, citoyenneté et Vivre Ensemble » vise à favoriser la complémentarité éducative entre l'école, le temps libre et la famille.

**Association les Francas du Languedoc Roussillon** : Unité Régionale constituée par les associations départementales des Francas. Financement demandé pour la préparation des rencontres nationales « Education à l'interculturel, à la solidarité et au co-développement » qui se déroulent à Montpellier.

**Association MUC Escrime** : Enseignement et pratique de l'Escrime.

Projet porté par l'association : Démonstrations et initiation à l'escrime à destination des scolaires. L'association doit notamment acquérir un matériel spécifique exigé par la fédération française d'escrime dans le cadre de ces initiations.

Ces sommes allouées prévues dans le budget de la Ville sont réparties ainsi :

Code	Nom	Montant	Nature
1469	Francas de l'Hérault	3 000	M
1833	Francas Languedoc Roussillon	10 000	M
919	MUC Escrime	2 322	M

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et conventions ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2011 sur l'imputation budgétaire LC 1495 Chap 922 avec la nature 6574 pour un total de 15 322 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement type et la convention type annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Réussite éducative  
Education

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 617

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Modification des Tarifs des temps d'accueil du soir en écoles Maternelles

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit son projet de Réussite Educative en collaboration avec la Caisse d'Allocation Familiale. A ce titre, une convention de partenariat a été signée dans le cadre de la généralisation de l'accueil de loisirs associé à l'école (ALAE). Cet accord qui, comprend tous les temps péri- et extra-scolaires (garderie du matin, accueil de midi, accueil du soir et centre de loisirs) conduit la Ville de Montpellier à modifier sa grille tarifaire en matière d'accueil après la classe en école maternelle. Une nouvelle tarification doit donc être proposée au Conseil Municipal. Cette tarification inclut la totalité du temps de garderie éducative, à ce jour de 16h45 à 18h45.

### Nouvelle Grille Tarifaire applicable à partir du lundi 21 Novembre 2011 :

Quotient Familial	Code	Accueils du Soir	
		16h45/17h45	17h45/18h45
>0-167	4	0.17€	0.34€
>167-191	5	0.20€	0.40€
>191-260	6	0.26€	0.52€
>260-290	7	0.29€	0.58€
>290-335	8	0.29€	0.58€
>335-458	9	0.30€	0.60€
>458	*	0.31€	0.62€

Les familles qui sont dans l'obligation de laisser leurs enfants après 17h45 ne seront pas impactées par ce changement tarifaire, le tarif cumulé pour les deux tranches est égal à l'ancien tarif de la tranche 17h45/18h45.

*Exemple : Famille avec un tarif code 5*

- Ancien tarif : 17h45/18h45 : 0.60€

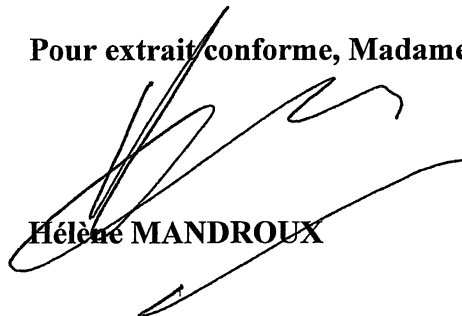
- Nouveau Tarif : 16h45/17h45 : 0.20€ + 17h45/18h45 : 0.40€ = 0.60€

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'adopter les tarifs proposés,
- de préciser qu'ils seront applicables au 21 Novembre 2011,
- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène MANDROUX', written over the printed name.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

**Direction Travaux et  
Maintenance Action  
Solidaire**  
Administration et  
Comptabilité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 618**

## **Séance publique du lundi 7 novembre 2011**

**Convoqué le jeudi 27 octobre 2011 , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### **Groupe scolaire François Mitterrand - quartier Malbosc- Aménagement des espaces extérieurs - Attribution de marchés de travaux**

Jean-Louis GELY rapporte :

L'évolution démographique du quartier Malbosc justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire dénommé François Mitterrand, qui sera opérationnel pour partie à la rentrée de septembre 2012.

La maîtrise d'œuvre et la conduite de cette opération ont été confiées à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier, dont les architectes ont proposé un projet implanté le long de la rue Malbosc, en limite du quartier.

Composé de 2 bâtiments , ce groupe scolaire comprendra l'ensemble des locaux dédiés à l'enseignement dont 15 classes à terme, ainsi que les locaux complémentaires périscolaires.

Les espaces extérieurs autour de ces bâtiments font l'objet d'un aménagement.

Le montant prévisionnel de cet aménagement est estimé à 1 043 000 € HT.

Ce montant prévisionnel est inscrit au budget investissement de la Ville : Programme 10471 – Opération 08D04580 - Nature 2312 –Fonction 90213

Afin de réaliser ces travaux, un appel d'offres en lot séparés a été lancé.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

- La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 60% de la note
- Le prix des prestations comptant pour 40% de la note



L'allotissement est le suivant :

- Lot 1 : Aménagement urbain
- Lot 2 : Plantation Arrosage Serrurerie
- Lot 3 : Eclairage public
- Lot 4 : Eaux pluviales

Lors de la commission d'appel d'offres du 12 octobre 2011, les lots suivants ont été attribués :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANT TOTAL DU MARCHE RETENU (en € HT)
Lot 1 : aménagement urbain	SGREG SOLS	446 311.64
Lot 2 : plantation arrosage serrurerie	LAQUET	379 897.80
Lot 3 : éclairage public	CEGELEC	95 209.37
Lot 4 : eaux pluviales	MALET	91 915.48
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 013 334.29</b>

**Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 12 octobre 2011, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'opération et la procédure suivie,
- De passer un marché de travaux avec chacune des entreprises retenues,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

Direction des Ressources  
Humaines  
Gestion Prévisionnelle des  
Postes et des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 619

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Modifications au tableau de l'effectif

Serge FLEURENCE rapporte :

### I - Créations de postes pour les besoins de l'organisation :

#### Filière administrative :

Attaché : création de 5 postes suite à l'ouverture d'une structure culturelle et pour les besoins de l'organisation  
Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe : création de 3 postes

#### Filière culturelle :

Cadre d'emploi des assistants de conservation : création d'un poste pour l'ouverture d'une structure culturelle  
Adjoint du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe : création d'un poste

#### Filière médico-sociale :

Médecin 2<sup>ème</sup> classe : création d'un poste pour le remplacement d'un agent qui appartenait à un autre grade

#### Filière sécurité :

Chef de service PM : création d'un poste

#### Filière sportive :

Conseiller territorial des APS : création d'un poste

#### Filière technique :

Agent de maîtrise : création d'un poste pour l'ouverture d'une nouvelle structure culturelle

### II – Suppressions de postes pour les besoins de l'organisation :

#### Filière administrative :

Rédacteur chef : suppression d'un poste

#### Filière médico-sociale :

Médecin hors classe : suppression d'un poste suite au départ d'un agent remplacé sur un autre grade

### III - Création de poste ouvert à agent non titulaire :

**Cabinet du Maire :** Un poste d'attaché territorial est créé à compter du 15 décembre 2011 sur des fonctions de Chargé de relations avec les collectivités. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de

la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

#### **IV - Ouverture de poste à agent non titulaire :**

##### **Direction de la communication :**

Un poste d'attaché territorial est vacant à compter du 15 décembre 2011 sur des fonctions de Responsable de service Manifestation Edition. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine de la communication et de l'évènementiel.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

##### **Direction Organisation Evaluation :**

Un poste d'Ingénieur principal est vacant à compter du 1<sup>er</sup> février 2012 sur des fonctions de Directeur de la Direction Organisation Evaluation. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine des systèmes de pilotage, d'organisation et d'information.

Niveau de rémunération : IB 541 à 966

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver ces modifications au tableau de l'effectif.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 620

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### Mise à disposition d'agents auprès de la direction départementale de la sécurité publique

Serge FLEURENCE rapporte :

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux,

VU la délibération du conseil municipal du 26 septembre 2003 validant la mise à disposition de quatre agents municipaux à temps plein auprès de la direction départementale de la sécurité publique

VU la convention de mise à disposition du 17 septembre 2009,

Par la délibération du 26 septembre 2003, la Ville a mis à disposition auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique 4 agents de catégorie C à temps complet dans le cadre de la gestion des timbres amendes et afin d'optimiser les moyens de lutte contre l'insécurité routière.

Au regard des besoins liés à ces activités, un cinquième agent à temps complet doit être mis à disposition.

Cette mise à disposition permettra de conduire les missions suivantes :

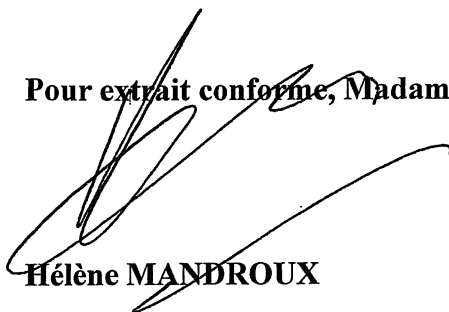
- Traitement des procès verbaux de contravention
- Réponse aux demandes des administrés
- Identification des véhicules
- Classement
- Gestion des amendes forfaitaires majorées

**Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le principe de cette mise à disposition d'un agent de catégorie C à temps complet de la Ville de Montpellier, auprès de la Direction départementale de la sécurité publique
- d'autoriser Madame le Maire à signer l'avenant à la convention de mise à disposition ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned above the printed name.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Gestion Budgétaire et  
Comptable

### Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

n° 2011 / 621

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

#### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

#### Absents :

Martine PETITOUT.

## Décision modificative n°2 - Budget principal de la Ville de Montpellier - Exercice 2011

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2011, il convient de procéder à des ajustements de crédits sur le Budget Principal. Notons que cette Décision Modificative est un acte budgétaire technique et permet de transférer des crédits entre chapitres, afin que l'exécution budgétaire soit conforme à l'instruction M14.

Elle permet notamment :

- D'affiner les prévisions relatives aux dépenses et recettes des différents programmes de fonctionnement et d'investissement,
- D'affecter le solde de ces opérations à l'amélioration de l'autofinancement à hauteur de 0,9 M€ et à la baisse de - 4,9 M€ du recours à l'emprunt pour l'exercice 2011.

Cette décision modificative se décompose de la façon suivante :

### 1. Section de fonctionnement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 1 715 834,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

#### Recettes de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2011
920	020	70	PRODUITS DES SERVICES	331 246,00
920	020	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 267 880,00
920	021	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 131,00
920	022	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	57 925,00

920	022	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 187,00
920	024	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9,00
920	026	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 237,00
920	048	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 550,00
921	12	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	471,00
921	112	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- 20 000,00
921	112	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 246,00
922	211	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	696,00
922	212	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 519,00
922	213	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	11 134,00
923	30	70	PRODUITS DES SERVICES	10 000,00
923	30	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 113,00
924	40	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	126,00
924	415	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 050,00
924	421	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 289,00
924	422	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 592,00
925	520	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 257,00
926	64	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 086,00
928	814	70	PRODUITS DES SERVICES	- 98 300,00
928	814	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3,00
928	820	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 201,00
928	821	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	20 344,00
928	822	70	PRODUITS DES SERVICES	28 573,00
928	822	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	545,00
928	823	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 686,00
928	824	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 033,00
929	90	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	80 212,00
929	90	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 903,00
929	91	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	39 665,00
929	95	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	50 000,00
931		76	PRODUITS FINANCIERS	83 006,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- 227 781,00
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>				<b>1 715 834,00</b>

### Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2011
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	74 100,00
920	020	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	72 900,00
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	1 090 000,00
920	020	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	32 033,00
920	022	64	CHARGES DE PERSONNEL	277 000,00
920	023	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	20 000,00
920	023	64	CHARGES DE PERSONNEL	45 000,00
920	025	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 5 000,00
920	025	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 4 100,00
920	048	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	50 000,00
920	048	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	57 450,00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	50 000,00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 750 000,00

922	213	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 15 000,00
922	251	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK	20 000,00
923	30	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	144 200,00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	170 000,00
923	30	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	113 800,00
924	40	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 470 000,00
924	40	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	27 000,00
924	411	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 65 000,00
924	411	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 10 000,00
924	412	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 175 000,00
924	421	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 70 000,00
924	422	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK	- 40 000,00
924	422	61	SERVICES EXTERIEURS	- 25 000,00
924	422	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 35 000,00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 1 430 000,00
925	520	61	SERVICES EXTERIEURS	100 000,00
925	520	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	45 390,00
925	520	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	92 277,00
925	524	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 550,00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 350 000,00
926	64	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 15 000,00
928	813	61	SERVICES EXTERIEURS	- 35 000,00
928	814	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 110 000,00
928	816	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 60 000,00
928	820	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 195 000,00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 560 000,00
928	822	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 9 000,00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 465 000,00
928	824	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 50 000,00
929	91	61	SERVICES EXTERIEURS	35 000,00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 280 000,00
929	91	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	10 000,00
929	95	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	50 000,00
936		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 102 000,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	962 234,00
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>				<b>1 715 834,00</b>

## 2. Section d'investissement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à -2 924 072, 00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2011
900	020	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	176 199,00
902	213	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	15 000,00



903	324	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	5 430,00
904	411	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	146 053,00
908	816	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	292 377,00
908	822	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	- 279 762,00
908	823	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	5 094,00
908	824	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	235 564,00
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	277 743,00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	- 4 913 410,00
913		10	DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	153 406,00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	962 234,00
<b>Total des recettes d'investissement</b>				<b>- 2 924 072,00</b>

### Dépenses d'investissement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2011
900	020	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 20 000,00
900	025	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 400,00
903	323	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 3 010,00
903	324	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 107 640,00
904	414	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 282 078,00
904	422	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 000,00
908	816	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 150 000,00
908	821	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 80 000,00
908	824	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 000,00
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	201 256,00
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 50 000,00
909	91	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	80 000,00
909	91	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 600 000,00
<b>Total des dépenses d'investissement</b>				<b>- 2 924 072,00</b>

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publiée le : 08/11/2011

**Direction Energie Moyens  
Techniques**  
Achats et Production  
Graphique

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**

**n° 2011 / 622**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

**Convoqué le jeudi 27 octobre 2011 , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### **Absents :**

Martine PETITOUT.

## Approvisionnement en gaz de ville Autorisation de signer le marché

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'approvisionnement en gaz de ville pour les services de la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H43 7011 est passé en application des articles 33 3<sup>al.</sup> et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commandes sans minimum, ni maximum.

Ce marché est conclu pour une période initiale de 1 an du 01/01/2012 au 31/12/2012, il démarre à compter de l'ordre de service. Il pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2015.

C'est un marché d'un montant global estimé à 900 000 €.

Le marché est composé d'un seul lot divisé en deux tranches (1 ferme et 1 conditionnelle) comme suit :

Descriptif	Montant estimé/opération type au DQE/an € HT
Approvisionnement en gaz de ville sites issus du marché libre <b>tranche ferme</b>	90 000
Approvisionnement en gaz de ville sites issus du marché régulé <b>tranche conditionnelle</b>	810 000

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les 2 lots sont les suivants :

- Présentation du mémoire de facturation 10 %
- Prix : 90 %

La commission d'appel d'offres du 11 octobre 2011 a attribué le marché à la société

- SA ANTARGAZ, 92901 PARIS LA DEFENSE

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville, section Investissement, nature 2188, chapitre 908.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 623

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Achat et maintenance de postes de travail bureautiques et de serveurs Groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S. Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat et la maintenance de postes de travail bureautiques et de serveurs ; groupement de commandes entre la Ville et le C.C.A.S.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H37 7011 est passé en application des articles 33 3<sup>al</sup>. et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commandes sans minimum ni maximum.

Les marchés sont conclus pour une période de un an à compter de la date de leur notification.

Lot	Désignation	Montant estimé HT
1	Micro- ordinateurs et périphériques bureautiques dont pour la ville de Montpellier pour le CCAS de Montpellier	225 000€ 200 000€ 25 000€
2	Serveurs pour la ville de Montpellier pour le CCAS de Montpellier	35 000€ 30 000€ 5 000€
3	Micro-ordinateurs, périphériques et imprimantes pour les écoles	100 000€
4	Classes mobiles	20 000€

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour tous les lots sont les suivants :

- Valeur technique pour 45%
- Performances en matière de protection de l'environnement pour 10%
- Prestations de garantie et de maintenance pour 5%
- Prix des prestations pour 40 %

La commission d'appel d'offres du 11 octobre 2011 a attribué ces marchés aux sociétés :

- DELL, 34938 MONTPELLIER Cédex 9 pour le lot 1
- APX, 92213 SAINT CLOUD Cédex pour le lot 2
- BEA INFORMATIQUE, 30100 ALES pour le lot 3
- ORDISYS, 30900 NIMES pour le lot 4

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : investissement nature 2183 et 2188 tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 624

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Réforme de véhicules et matériels

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

### 1) Réforme de véhicules : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2011, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

### 2) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations - service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques (écoles et administration) de l'année 2011, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RMI, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

### **3) Réforme d'un traceur de plans : Direction Génie Urbain**

Suite au remplacement du traceur Xerox 8830 N° série : 1109098155 acquis en 1999 par un nouveau traceur, celui-ci doit être recyclé conformément à la loi du 13/08/2005 dite loi DEEE. Il sera procédé à l'enlèvement de la machine par la société DTRM REPRO pour un montant de reprise de 2300, 00 € HT.

### **4) Réforme d'un traceur de plans : Direction Aménagement Programmation**

Suite au remplacement du traceur HP DesignJet 1055CM plus modèle n° C6075B n° de série SG18F1315R par un nouveau traceur OCE celui-ci doit être recyclé conformément à la loi du 13/08/2005 dite loi DEEE. Cet équipement destiné à la ferraille sera mis en déchetterie et enlevé par la Société OCE France.

### **5) Réforme de matériels : Direction Parc Darwin**

Suite à l'état de vétusté des matériels cités ci-dessous, il convient de les réformer. Ceux-ci doivent être recyclés conformément à la loi du 13/08/2005 dite loi DEEE. Ces équipements destinés à la ferraille seront mis en déchetterie.

- 1 sèche linge de marque Bosch
- 1 lave linge A.B.S.
- 1 nettoyeur haute pression marque karcher
- 1 blixer de marque robot coupe

Suite au renouvellement en 2010 de 2 WC Nomade au parc Zoologique du Lunaret pour des problèmes de coût financier (vidanges trop fréquentes), il convient de réformer ces équipements. L'inventeur du procédé nous propose de les reprendre afin de les reconditionner et les mettre à disposition d'autres collectivités qui prendraient en charge les frais de transport et de reconditionnement (12 000 € environ au total).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules réformés du service Parc Auto aux enchères,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser le recyclage d'un traceur de plans, de divers équipements et leur mise en déchetterie,
- d'autoriser la reprise de 2 WC Nomade pour reconditionnement
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire .

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 625

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

### FDI HABITAT Garanties d'emprunts

#### Caractéristiques des emprunts: Contrat de compactage n° 31 et avenant de réaménagement de prêt n° 462033

Max LEVITA rapporte :

Par délibération en date du 20 juin 2011, la Ville de Montpellier s'est portée caution pour le réaménagement de 13 prêts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par FDI HABITAT pour un montant total de 7 281 921,41 €.

Concernant le prêt de compactage n° 31 et l'avenant de réaménagement de prêt n° 462033, il convient de préciser les caractéristiques de ces emprunts :

Contrat de compactage n° 31 :

Ce contrat regroupe les prêts 419690, 438107 et 451813.

Montant : 3 905 416,30 €

Durée : 22 ans (durée ajustable)

Périodicité : Annuelle

Taux d'intérêt : Taux du Livret A + 1,20%

Le taux du Livret A effectivement appliqué sera celui en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Taux annuel de construction du prêt : 3,50%

Date 1<sup>ère</sup> échéance : 1 octobre 2011

Avenant de réaménagement au contrat de prêt n° 462033 :

Montant : 482 889,16 €

Durée : 22 ans (durée ajustable)

Périodicité : Annuelle

Taux d'intérêt : Taux du Livret A + 1,20%

Le taux du Livret A effectivement appliqué sera celui en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Taux annuel de construction du prêt : 3,50%



Date 1<sup>ère</sup> échéance : 1 août 2011

Caractéristiques des ces deux emprunts :

La durée de remboursement du prêt indiquée est susceptible d'être réduite ou allongée en fonction des révisions consécutives du taux d'intérêt sans pouvoir excéder de plus ou moins cinq années cette durée centrale. Pour chacun de ces prêts le taux de construction et le taux de progression de l'échéance de référence fixé permettent de calculer un échéancier de référence à partir duquel les échéances effectivement dues sont déduites de la manière suivante : la part d'intérêts est calculée sur la base du taux d'intérêt actuariel révisé et la part d'amortissement est calculée par différence entre la part d'intérêts et le montant de l'échéance de référence préalablement arrêté. Au cas où la part d'intérêts calculée serait supérieure au montant de l'échéance de référence, la totalité des intérêts est due.

L'échéancier de référence est initialement calculé à partir du taux de construction (taux annuel de construction : 3,50%), du taux de progression de l'échéance de référence et sur la base de la durée centrale soit 22 échéances annuelles. De manière à conserver la stabilité de l'échéance de référence, la durée de remboursement du prêt est ajustée dans les limites précisées ci-dessus. Dès lors que les limites maximale et minimale autorisées par rapport à la durée centrale ont été atteintes, l'échéancier de référence est recalculé avec un taux de construction égal au taux d'intérêt actuariel révisé applicable, sur la base de la durée de remboursement résiduelle du prêt, le taux de progression de l'échéance de référence restant inchangé.

Les caractéristiques modifiées s'appliquent aux montants réaménagés des prêts référencés dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage ou de l'avenant constatant le réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De prendre acte des caractéristiques des emprunts ci-dessus référencés ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir aux contrats de prêts qui seront signés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur, et à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier

n° 2011 / 626

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Association d'Entraide et de Reclassement Social Chauiac Rauzy (AERS) Garantie d'emprunts - Emprunts de 109 671 € réalisés auprès de la Caisse des dépôts et Consignations Caractéristiques des emprunts garantis par la Ville

Max LEVITA rapporte :

Par délibération en date du 7 février 2011, la Ville de Montpellier s'est portée garant à hauteur de 75% d'un emprunt de 109 671 € que l'Association d'Entraide et de Reclassement Social Chauiac Rauzy (AERS) va contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), destiné à un projet d'investissement concernant son Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Chauiac Rauzy.

Cet emprunt se compose de deux prêts :

- Un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 74 361 €
- Un Prêt Logements d'Urgence (PLU) d'un montant de 35 310 €

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI	PLU
Montant du prêt	74 361 €	35 310 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	En fonction du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%	
Préfinancement	12 mois	
Périodicité des échéances	Annuelle	
Durée	20 ans	

La garantie de la Ville de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 12 mois de préfinancement maximum, suivi d'une période d'amortissement de 20 ans pour les 2 prêts PLAI et PLU, et porte sur l'ensemble

des sommes contractuellement dues par AERS Chauillac rauzy, dont elle ne se serait acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'association est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la caisse des dépôts et Consignations, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'AERS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de :

- Garantir le remboursement de la somme globale de 82 253,25 € représentant 75% des deux prêts d'un montant total de 109 671 €, sollicités par l'AERS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réhabilitation et l'extension du CHRS Chauillac Rauzy à Montpellier.
- D'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la C.D.C. et l'AERS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08/11/2011**

## Séance publique du lundi 7 novembre 2011

Convoqué le jeudi 27 octobre 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 7 novembre 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Stéphane MELLA, Audrey DE LA GRANGE, Christophe MORALES.

### Absents :

Martine PETITOUT.

## Tarifs 2011 - Marché de Noël

Monsieur DUFOUR rapporte :

La Ville organise chaque année une manifestation autour d'un marché de Noël, « Les Hivernales ». En 2011, les Hivernales se dérouleront du 2 au 31 décembre.

Il a été prévu l'implantation d'une centaine de chalets commerciaux sur la place de la Comédie.

Devant le nombre de demandes reçues cette année et afin de contribuer au dynamisme économique local, la Ville de Montpellier a décidé d'ajouter des emplacements sous formes de tentes disposées, notamment, sur l'Esplanade Charles de Gaulle.

Pour ce faire, il est nécessaire d'adopter un tarif spécifique de location d'une tente 3x3 m<sup>2</sup> pour les Hivernales (tente louée nue, le mobilier et le chauffage éventuel étant à la charge du commerçant) : 425 €/ semaine.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le tarif de location
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08/11/2011

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Décisions**

**Rapportées en séance du Conseil municipal  
du 7 novembre 2011**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

**Numéro de Synthèse de la décision  
la décision**

- 2011/0401** De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Complétel pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
- 2011/0403** De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
- 2011/0405** D'intervenir en lieu et place des familles pour la remise en état de concessions temporaires en cours de validité au cimetière St Lazare, ne faisant plus l'objet d'entretien par les familles et présentant un caractère dangereux. Après consultation, l'entreprise La Centrale du Funéraire a été retenue.
- 2011/0414** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Chantiers Modernes Sud et autres.
- 2011/0417** De modification de la convention de participation aux équipements du lot 25C (ACM) de la ZAC Ovalie avec l'augmentation de la SHON construite et mécaniquement de la participation à verser par ACM.
- 2011/0418** De décide de confier une mission de prestation à l'entreprise CEMEA LR une mission de formation pour un montant de 41 967 euros HT sur une durée de 9 mois.
- 2011/0420** De procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour assurer l'impression d'affiches au format 120 cmLx176 cmH (lot1) et d'affiches au format 320cmLx176cmH (lot2). A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22/06/2011, le marché a été attribué à la société Sérigraphie Moderne (lots 1 et 2), qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants : valeur technique et prix.
- 2011/0421** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Immeuble 8 boulevard du Jeu de Paume.
- 2011/0430** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Lakhdar DAOUDJI et Miloud ABOUHAFS.
- 2011/0431** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ EuroperfAssurances.
- 2011/0432** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Jean-Luc PORRAS.
- 2011/0433** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Jean-Marie VEZINET.
- 2011/0434** De renouveler la ligne de trésorerie auprès de la Société Générale pour un montant de 30 millions d'euros.
- 2011/0435** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans une affaire de procédures d'expulsion.

- 2011/0436** De confier le marché "Réalisation de la première tranche des jardins familiaux des berges du Rieucoulon, lot 1 Terrassement" MAPA n°0M7372701 à l'entreprise GUINTOLI, pour un montant de 49 595.25 € H.T.
- 2011/0437** De défendre ses intérêts dans l'affaire Ville c/ Alain BARTHAS.
- 2011/0438** Dans l'attente de la cession des parkings nouvel Hôtel de Ville à la Ville de Montpellier, la SERM, aménageur de la ZAC Consuls de Mer Extension, met à disposition de la Ville 90 places de stationnement jusqu'au 28 octobre 2011 et l'ensemble des places de stationnement à partir du 29 octobre 2011.
- 2011/0439** D'attribuer les marchés "achat d'engins et matériels techniques pour la Voirie, le Zoo et les Espaces Verts" aux sociétés : - BARTHELEMY SUD PROVERT pour le lot 2, pour un montant total de commandes de 6 636,33 € HT - GALLOY pour le lot 3, pour un montant total de commandes de 4 500,00 € HT - BARTHELEMY SUD PROVERT pour le lot 4, pour un montant total de commandes de 13 900,00 € HT à compter de leur notification.
- 2011/0440** D'acheter l'encre et les additifs des imprimantes des chaînes de conditionnement à la société MARKET IMAGE seule entreprise capable de les fournir en sa qualité de constructeur / installateur pour un montant annuel de 1 500 € HT.
- 2011/0441** De confier à une étude d'économie de la construction ALPHA i et CO la réalisation du groupe scolaire Parc Marianne pour un montant de 9 300.00 € HT.
- 2011/0442** D'attribuer un avenant au marché 1M1112 relatif à une mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires pour un montant de 734€ HT.
- 2011/0443** D'attribuer le marché "achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël" à la société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR pour un montant total de commandes compris entre 5 000 € HT et 20 000 € HT, pour une durée allant de sa notification au 31/03/2012.
- 2011/0444** De signer l'avenant n° 4 à la Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon pour une durée de dix ans.
- 2011/0445** De confier la mission de programmation pour le groupe scolaire La Lironde II à la société Conseil Programmation & Organisation pour un montant total de 1120.00 € HT.
- 2011/0446** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: Inventaire et récolement des collections du Musée du Vieux Montpellier pour un montant de 13 515 € HT.
- 2011/0447** De signer la convention de coproduction et contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle avec la compagnie Le Cratère, pour des représentations au Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012, pour des montants respectifs de 10 000.00 € HT et 14 400.00 € HT ainsi que des défraiements à hauteur de 1265.40 € HT et la prise en charge directe de l'hébergement pour quatre nuits.
- 2011/0448** De confier au bureau d'études CDS INGENIEURS l'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un bâtiment à énergie positive concernant le groupe scolaire Lironde II pour un montant de 33 000.00 € HT.
- 2011/0449** De défendre ses intérêts dans l'affaire Ville c/ Guy Ratto.
- 2011/0450** De résilier amiablement et par anticipation le bail commercial au 31 octobre 2011 sans versement d'indemnité.
- 2011/0451** D'attribuer le marché à bons de commande n°1M412 "Assistance technique sur des études de déplacements" à la société EGIS pour le lot n°1 pour un montant minimum et maximum compris entre 2 000€ HT/an et 60 000€ HT/an et à la société MMC pour le lot n°2 pour un montant minimum et maximum compris entre 2 000€ HT/an et de 30 000€ HT/an.

- 2011/0452** De signer un rectificatif au contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle concernant le montant de la cession du contrat avec AGDL Productions, pour des représentations au Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012.
- 2011/0453** De défendre les intérêts de M. PIERROU et de la Ville, devant toutes juridictions.
- 2011/0454** D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI RASCOL située 30 cours Gambetta (lot 20) cadastrée section HW 99, pour un montant de 115.000 €.
- 2011/0455** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ José GARCIA.
- 2011/0456** De défendre les intérêts de la Ville et de M. HERNANDEZ devant toutes juridictions.
- 2011/0458** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour le service police municipale concernant la fourniture d'une cabine de mise en sécurité des armes au Futur Hôtel de Ville pour un montant de 4 660 € H.T.
- 2011/0459** D'attribuer le marché "location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la cuisine centrale" à la société ELIS, pour un montant total maximum de commandes de 50 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 01/01/2012, reconductible par période successive d'un pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
- 2011/0460** De signer la convention de prestation artistique pour les Cafés Babel avec la Compagnie Adesso e Sempre, pour un montant de 10 033.45 € HT pour des représentations au Théâtre Jean Vilar.
- 2011/0461** D'attribuer le marché "achat, confection et livraison de goûters de Noël 2011" à la société COCKTAIL N CO pour un montant total de commandes compris entre 25 000 € HT et 35 000 € HT pour une durée de trois mois à compter de sa notification.
- 2011/0462** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la fourniture et la pose d'un lien réseau sans fil pour la transmission des flux et données à l'entreprise TALCO LANGUEDOC sise 34000 Montpellier pour un montant total du marché de 14 452,00 Euros H.T.
- 2011/0464** De créer une régie de recettes auprès de la Direction de la Réussite Éducative en raison de l'ouverture de la crèche Adélaïde CAMBON prévue à compter du 1er décembre 2011
- 2011/0470** D'exercer le droit de préemption sur la propriété ARMAND située 7 rue Plantade cadastrée section BX 105, pour un montant de 206.600 € plus 27.500 € de commission d'agence.
- 2011/0471** D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI CLOGE située 10 rue du Général Vincent (lot 3) cadastrée section IZ 94, pour un montant de 77.798 €.





**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à la société COMPLETEL  
Liaison rue Castelle client M6**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société Complétel a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir son client M6, Complétel a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 800 mètres de paires de fibres optiques.
- Qu'après négociation, Complétel a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée : dix ans,
  - frais d'accès au service : payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 3 262 €,
  - redevance annuelle : fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002, soit environ 1 600 €.

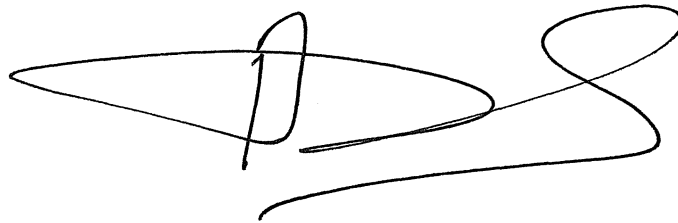
**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre Complétel et la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 octobre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :  
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to Michaël Delafosse, the delegated adjoint mentioned in the text above.

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0403

**Convention de mise à disposition de fibres optiques  
par la Ville de Montpellier à MIT  
Liaison Stade Ovalie – Centre de formation  
Centre de formation - Cogent**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société MIT a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir le stade de rugby de Montpellier, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 6 300 mètres de paires de fibres optiques.
- Qu'après négociation, MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée : dix ans,
  - frais d'accès au service : payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 2 767 €,
  - redevance annuelle : fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 12 600 €.

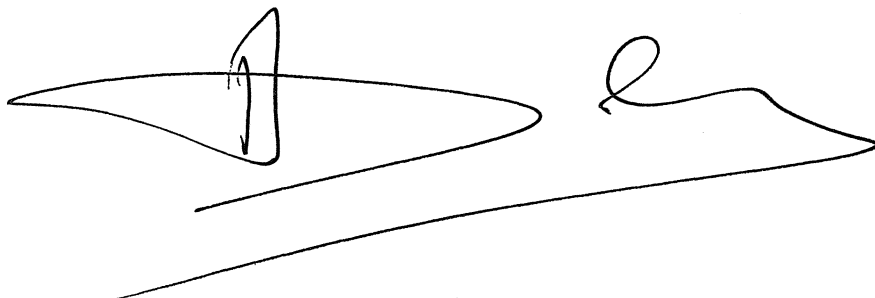
**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre MIT et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 octobre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :  
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop at the end and a vertical stroke intersecting it.

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour la remise en état des concessions en lieu  
et place des familles - Cimetière St Lazare - 2011-2012**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2188/T/R du 2 Septembre 2011 donnant délégation à Madame Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL.

**Considérant :**

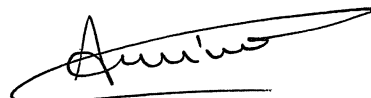
- Qu'il y a lieu d'intervenir en lieu et place des familles au cimetière St Lazare pour la remise en état de concessions temporaires en cours de validité devenues dangereuses, suite à des affaissements, et indécentes, lorsque ces familles ne répondent pas au courrier d'information qui leur a été adressé ;
- Qu'il a été procédé à une consultation d'entreprises en date du 18/08/2011 conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- Que l'entreprise La Centrale du Funéraire, domiciliée 586 avenue de l'Europe, 34170 CASTELNAU LE LEZ, seule entreprise ayant déposé un dossier de candidatures a présenté une offre correspondant aux besoins exprimés.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise La Centrale du Funéraire pour un montant de 8360 Euros H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, Nature 61521, Fonction 920260 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 14/10/2011

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**  
**Amina BENOUEARGHA JAFFIOL**



Publiée le : 17/10/2011  
Notifiée le :

**Appel**  
**Ville c/ Chantiers Modernes Sud et autres**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les sociétés Chantiers Modernes Sud, GTM Sud et Vinci Construction Terrassement ont déposé le 16 août 2011 devant la Cour administrative d'appel de Marseille une requête sous le n°11MA03304 ;
- Qu'elles sollicitent du juge l'annulation du jugement rendu en faveur de la Ville le 24 juin dernier par le tribunal administratif de Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26.09.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

**ZAC OVALIE**  
**Modification de la convention de participation aux**  
**équipements publics**  
**Lot 25C - ACM**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4;
- Vu la délibération n°40 du Conseil municipal en date du 3 juin 2004 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Ovalie ;
- Vu la délibération n°74 du Conseil municipal en date du 29 juillet 2004 approuvant les termes d'un traité de concession confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), l'aménagement de la ZAC Ovalie ;
- Vu le traité de concession en date du 1er septembre 2004 entre la Ville de Montpellier et la SERM et plus particulièrement son article 8ter ;
- Vu la Décision n°2010/257 du 21 juin 2010 approuvant la convention de participation financière aux équipements publics par le promoteur du lot 25C de la ZAC Ovalie à savoir ACM ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

**Considérant :**

- Que ACM, l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, souhaite réaliser une construction sur les parcelles cadastrées PB187, PB199 et PB206 correspondant au lot n° 25C localisé à l'intérieur du périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) mais non acquises par la SERM ;
- Que dans ce contexte, il y a lieu de modifier la convention de participation précédemment établie entre la Ville de Montpellier et ACM afin de préciser les nouvelles conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Ovalie ;
- Les nouveaux éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : **2.665 m<sup>2</sup>** (anciennement 2.525 m<sup>2</sup>) pour la réalisation de logements sociaux comprenant **143 m<sup>2</sup> SHON** de locaux d'activités en rez-de-chaussée (anciennement 125 m<sup>2</sup>),
  - SHON maximale autorisée : **2.700 m<sup>2</sup>** (anciennement 2600 m<sup>2</sup>),

- Calcul du montant de la participation :

Base de calcul : **142 €/m<sup>2</sup> SHON pour les logements sociaux** (valeur indexée sur l'Indice National des Travaux Publics TP01 connu à la date de la décision) ;

Base de calcul : **119 €/m<sup>2</sup> SHON pour les locaux d'activités** (valeur indexée sur l'Indice National des Travaux Publics TP01 connu à la date de la décision).

**MONTANT TOTAL : (2522 x 142) + (143 x 119) = 375.141 €**

**Décide en conséquence :**

- de modifier la convention de participation entre la Ville de Montpellier et ACM pour le lot 25C de la ZAC Ovalie ;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 8ter de la concession d'aménagement de la ZAC Ovalie ;
- que ladite convention sera annexée à la présente Décision.

Montpellier, le **04 octobre 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le :  
Notifiée le :**







**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée. Formation à destination des acteurs locaux de  
la Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2208/2011 en date du 5 septembre 2011 donnant délégation de signature à M Patrick VIGNAL, Adjoint Délégué aux Sports, à la Démocratie participative, à la Cohésion sociale.

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à l'élaboration d'un marché concernant une formation de prestation à destination des acteurs locaux de la Ville de Montpellier ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics en date du 29 juillet 2011 la société CEMEA LR, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché 1 M515 précité à l'entreprise CEMEA LR, sise 501 rue Métairie de Sayssset, CS 10033, 34078 Montpellier, cedex 3 pour un montant de 41 967 € HT, ( quarante et un mille neuf cent soixante sept € HT ) ;
  - d'autoriser Mme le Maire ou M. L'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
  - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Direction de l'Action Territoriale de la Ville.
- Nature : 6184 Fonction : 920 Ligne de crédit : 11 755

**Montpellier, le**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Patrick VIGNAL**

**Publiée le :  
Notifiée le :**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'impression d'affiches au format  
120cmLx176cmH (lot1) et d'affiches au format  
320cmLx176 cmH (lot 2)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour assurer l'impression d'affiches au format 120 cmLx176cmH (lot1) et d'affiches au format 320 cmLx176 cmH (lot2) ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22/06/2011;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Sérigraphie Moderne a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 et 2 ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Sérigraphie Moderne pour un montant minimum de 8 000 € et un montant maximum de 31 000 € (lot1) et pour un montant minimum de 12 000 € et un montant maxi de 51 000 (lot2) pour une période de 1 an à compter de la notification;
- 
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920,922,923,924,925,928 et 929.

**Montpellier, le 13/10/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le : 14/10/2011  
Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Immeuble 8 boulevard du Jeu de Paume**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**



**Décision d'ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction du 28 janvier 2009 restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 8 boulevard du Jeu de Paume, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 29 avril 2010;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 14/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 17/10/2011  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville c/ Lakhdar DAOUDJI et Miloud ABOUHAFS**  
**Construction sans autorisation administrative**

□  
**Décision d'Ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Lakhdar DAOUDJI et Monsieur Miloud ABOUHAFS ont modifié la façade de leur immeuble sans autorisation administrative ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 11 / 10 / 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 12 / 10 / 2011**  
**Notifiée le :**

**Contentieux  
Ville c/ Europerf Assurances  
Construction sans autorisation administrative  
□  
Décision d'Ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

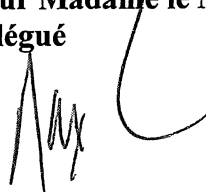
- Que Europerf Assurances a procédé à plusieurs modifications de façade sans autorisation administrative;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 11/10/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 12/10/2011  
Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Jean-Luc PORRAS**  
**Construction sans autorisation administrative**  
☐  
**Décision d'Ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Jean-Luc PORRAS a procédé à des modifications de façade sans autorisation administrative ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 11/10/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 12/10/2011**  
**Notifiée le :**

**Contentieux**  
**Ville c/ Jean-Marie VEZINET**  
**Construction sans autorisation administrative**  
□  
**Décision d'Ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Jean-Marie VEZINET a créé une terrasse avec escalier et modifié sa façade sans autorisation administrative ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 11/10/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 12/10/2011**

**Notifiée le :**

## Renouvellement de ligne de trésorerie

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 en date du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de ses lignes de trésorerie.
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, c'est la proposition de la Société Générale qui répond le mieux à notre demande, aux conditions suivantes :

Montant : 30 millions d'euros  
Durée : 1 an  
Tirage minimum: 100 000 euros  
Commission : 0,10% de la ligne de trésorerie (soit 30 000 €) perçue d'avance trimestriellement  
Index : Eonia  
Euribor 1 semaine  
Euribor 1 mois  
Marges : 1,15 % sur EONIA  
0,55% sur Euribor 1 semaine et Euribor 1 mois

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec la Société Générale aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer le contrat de ligne de trésorerie et tout autre acte y afférent.

Montpellier, le **4 octobre 2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le :  
Notifiée le :**



**Contentieux**  
**Procédure d'expulsion**  
**Occupation illicite de l'espace Rock de Grammont**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que l'espace Rock de Grammont est occupé de manière illégale par un grand nombre de caravanes ; que des branchements illicites ont été effectués par les occupants ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

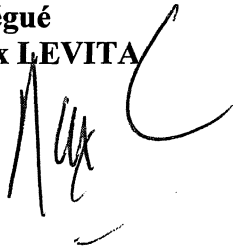
**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 14/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 17/10/2011  
Notifiée le :



**AVENANT N°1 au marché de travaux passé selon une  
procédure adaptée pour la réalisation de la première  
tranche des jardins familiaux des berges du  
Rieucoulon**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2178 du 1 septembre 2011 donnant la délégation de signature à Monsieur Philippe Thinès, Adjoint Délégué ;
- Vu l'article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché 0M7372701 à l'entreprise GUINTOLI sise RD 172 route de Vauguières- 34137 Mauguio ;
- Pour des raisons techniques, le talus le long du ruisseau Le Croze n'a pas pu être terrassé. Or les déblais issus de ce terrassement devaient être utilisés en remblais pour la réalisation de la plateforme des jardins familiaux. Aussi un apport de 964,7 mètres cubes de terre supplémentaire doit être réalisé. La buse doit également être rallongée de 8 mètres.

**Décide en conséquence :**

- De signer un avenant pour augmenter de 7 439.29 € HT le un montant du marché 0M7372701, ce qui porte le montant alloué à l'entreprise GUINTOLI à 57 034.54 € ;
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier, section investissement 908 ;
- D'autorise Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/10/2011

Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué

Philippe THINES

Publiée le : 18/10/2011  
Notifiée le :

**Contentieux  
ville c/ M Alain BARTHAS  
Citation devant le Tribunal Correctionnel pour  
détournement de biens  
Décision d'ester en justice**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Que Monsieur Alain BARTHAS, agent de la ville, a reconnu avoir utilisé des biens et des agents de la Ville à des fins personnelles les 30 et 31 mars 2011 ;
- Que ces faits ont été confirmés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager toute action permettant de sanctionner un tel détournement de biens publics notamment par voie de citation directe devant le tribunal correctionnel

**Décide en conséquence :**

- De défendre les interets de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provision d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature fonction : 6227 – 920 200 ;

Montpellier, le 06 . 10 . 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :  
Notifiée le :

**NOUVEL HOTEL DE VILLE  
PARKING  
Convention d'occupation précaire et révocable  
SERM/Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n° 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué.

**Considérant :**

- Que la Société d'Economie Mixte de la Région de Montpellier, réalise actuellement, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Consuls de Mers extension, le parking du futur Hôtel de Ville. la cession de cet ouvrage à la Ville de Montpellier devrait intervenir courant du mois de novembre 2011 ;
- - que la Ville de Montpellier souhaite commencer à disposer d'une partie de ce parking dans le cadre des opérations préalables à son déménagement ;
- Que la SERM accepte de mettre à disposition ce bien à la Ville, sur une première période d'un mois, pour le stationnement de 90 véhicules qui seront situés au niveau - 2, puis sur une deuxième période à compter du 29 octobre 2011, pour l'ensemble du parking ;

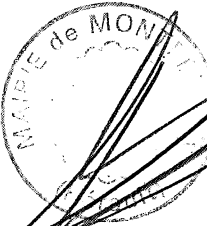
**Décide en conséquence :**

- De conclure, avec la société d'Economie Mixte de la Région de Montpellier, une convention d'occupation précaire et révocable, prenant fin à la cession effective de l'ouvrage ;
- Que cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, à compter du 30 septembre 2011 ;
- Que ladite convention d'occupation précaire et révocable sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 13/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 14/10/2011  
Notifiée le :



MAIRIE de MONTPELLIER



**Direction Energie Moyens  
Techniques**  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0439

**Attribution de marchés passés selon une procédure  
adaptée pour l'achat d'engins et matériels techniques  
pour la Voirie, le Zoo et les Espaces Verts**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'engins et matériels techniques pour les services de la Voirie, Zoo et Espaces Verts de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M369), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 04/07/2011, la société BARTHELEMY SUD PROVERT, 84103 ORANGE CEDEX, pour le lot 2 (1 broyeur sur remorque dédiée type 1 Espaces Verts), la société GALLOY, 34000 MONTPELLIER, pour le lot 3 (1 broyeur sur remorque dédiée type 2 Espaces Verts), la société BARTHELEMY SUD PROVERT, 84103 ORANGE CEDEX, pour le lot 4 (1 transporteur 4x4 avec benne pour le Zoo), ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
- BARTHELEMY SUD PROVERT pour le lot 2, pour un montant total de commandes de 6636,33 € HT
- GALLOY pour le lot 3, pour un montant total de commandes de 4500,00 € HT
- BARTHELEMY SUD PROVERT pour le lot 4, pour un montant total de commandes de 13900,00 € HT à compter de leur notification
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement de la Ville nature 2188 (matériel) – 2182 (transporteurs), tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ces marchés.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :  
Notifiée le :



Direction Réussite  
éducative de la Jeunesse et  
Sports  
Restaurants scolaires

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 20M/0440

**Attribution d'un marché selon la procédure adaptée  
pour l'achat de l'encre et des additifs des imprimantes  
des chaines de conditionnement de la cuisine centrale**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les imprimantes des chaines de conditionnement de la cuisine centrale du service des Restaurants Scolaires doivent être équipées de cartouches d'encre et d'additifs spécifiques ;
- Que seul MARKET IMAJE, 9, rue Gaspard Monge, 26500 BOURG LES VALENCE, constructeur et installateur des imprimantes peut fournir ces cartouches d'encre et d'additifs.
- Qu'il est indispensable d'imprimer les informations exigées par la réglementation sur les opercules des barquettes destinées aux repas des enfants des restaurants scolaires.

**Décide en conséquence :**

- De passer un contrat sans publicité ni mise en concurrence selon le dernier alinéat de l'article 28 et le 8° du paragraphe II de l'article 35 du code des marchés publics pour un montant annuel de 1 500,00 € HT avec la société MARKET IMAJE 9, rue Gaspard Monge, 26500 BOURG LES VALENCE seule entreprise capable de fournir l'encre et les additifs pour le fonctionnement des imprimantes des chaines de conditionnement de la cuisine centrale.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurant Scolaires de la ville : Nature : 60631 Fonction : 922511 Ligne : 1503
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 17/10/20M  
Notifiée le :

**attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée**  
**Mission d'économie de la construction du groupe  
scolaire Parc Marianne**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2181/2011 en date du 05/09/2011, donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué à l'économie des Ressources du Patrimoine et des énergies ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à une étude d'économie de la construction en vue de la réalisation du futur groupe scolaire Parc Marianne situé dans le quartier Port Marianne ;
- qu'à la suite d'une consultation de mission d'économie de la construction lancée à cet effet le 28 juillet 2011, enregistrée sous le numéro de marché 1M506, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société ALPHA i & CO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché 1M506 précité à la société ALPHA i & CO, 57 avenue de Nice 13120 Gardanne pour un montant de 9 300.00 € Hors taxes. (neuf mille trois cent Euros Hors Taxes) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier :
- Direction Architecture & Immobilier
- Service Conduite d'Opération :

Opération : 50079    ligne de crédit : 16168    Fonction : Nature : 2031

Montpellier, le 11/10/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**  
**Frédéric TSITSONIS**



Publiée le : 12/10/2011  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0442

**Avenant à l'attribution d'un marché passé selon une  
procédure adaptée pour une mission de prospection,  
d'information et d'accompagnement de propriétaires  
privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages  
à revenus modestes et intermédiaires**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/390/T/R donnant délégation de signature à Madame Hélène Qvistgaard, Adjoint au Maire déléguée au quartier Hôpitaux faculté et au logement ;

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution d'un avenant au marché OM1112, d'un montant initial de 33440 € HT, relatif à une mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires ;
- Qu'à la suite du bilan intermédiaire de la mission confiée au prestataire, celui-ci fait apparaître la nécessité d'attirer un plus grand nombre de propriétaires privés et que la mise en place d'un numéro vert spécifique et gratuit pour les propriétaires, est nécessaire au bon déroulement de cette mission ; Le prestataire a présenté un devis économiquement avantageux d'un montant de 734 € HT, ce qui porterait donc le montant global du marché à 34174 € HT ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'avenant précité à ADAGES Maison du logement situé au 6 rue Draparnaud à Montpellier pour un montant de 734 € HT.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville (LC 17600).
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer l'avenant au marché OM1112 et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Hélène QVISTGAARD

Publiée le :  
Notifiée le :



Ville de  
Montpellier



Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0443

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'achat, la livraison, l'installation et la  
récupération de sapins de Noël**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat, la livraison, l'installation et la récupération de sapins de Noël pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M469), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 06/06/2011, la société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR, 30800 SAINT GILLES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR pour un montant total de commandes compris entre 5 000 € HT et 20 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 31 mars 2012.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0444

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par**  
**la Ville de Montpellier à la Région Languedoc-**  
**Roussillon**  
**Avenant n° 4**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville a par convention en date du 10 mai 2006 modifiée par les avenants n° 1, n° 2 et n° 3 en date des 26 juillet 2007, 4 octobre 2010 et 29 avril 2011, mis à disposition de la Région Languedoc-Roussillon des liaisons optiques de son réseau haut débit Pégase pour permettre à celle-ci d'établir un réseau haut débit entre ses différents sites sur Montpellier ;
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir deux sites supplémentaires, la Région Languedoc-Roussillon a sollicité de la Ville la mise à disposition de deux nouvelles liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire supplémentaire d'environ 2 300 mètres de paires de fibres optiques portant la totalité du réseau optique à 16 350 mètres ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°4 pour la réalisation de cette liaison optique ;
- Qu'après négociation, la Région Languedoc-Roussillon a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans,
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 4 500 €,
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 32 700 €,

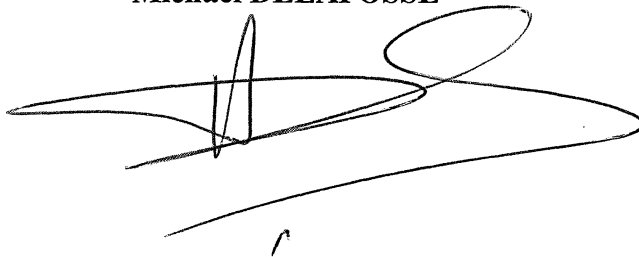
**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant n°4 à passer entre la Région Languedoc-Roussillon et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cet avenant ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12/10/2011  
Notifiée le :



**Marché passé selon une procédure adaptée.  
Mission Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la  
réalisation d'un bâtiment à énergie positive " Groupe  
Scolaire le Lironde II" Quartier Port Marianne**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 218/2011 en date du 5 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué à l'économie des ressources et du patrimoine ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un Bâtiment à Énergie Positive. Cette mission porte sur la construction du futur groupe scolaire Lironde II situé dans le quartier Port Marianne ;
- qu'à la suite d'une consultation de mission d'AMO BEPOS en date du 20 juillet 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société CSD INGENIEURS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage à la société CSD INGENIEURS – Les Tanes Basses, 2 rue de la Sirah, 34 800 CLERMONT L'HERAULT pour un montant de 33 000€ HT (trente trois mille Euros Hors Taxes ).
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier ;
- Direction Architecture & Immobilier- Service Conduite d'Opération :

Opération : 50079    ligne de crédit : 18870    Fonction : 900/201    Nature : 2031

Montpellier, le 11/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 12/10/2011  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée:  
Inventaire et récolement des collections du Musée du  
Vieux Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'inventaire et au récolement des collections du Musée du Vieux Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 6 septembre 2011, Monsieur Guillaume Bernard , mandataire du groupement avec l'association Curiositez, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à Monsieur Guillaume Bernard, mandataire du groupement avec l'association Curiositez, pour un montant de 13 515 € H.T ;
- De dire que, conformément à l'offre présentée par le candidat, la somme de 7 500.00 € HT (exonérée de TVA) sera versée à Monsieur Guillaume Bernard ; le solde, soit 6 015 € H.T (TVA à 19.6%) étant versé à l'association Curiositez ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11 / 10 / 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 12 / 10 / 2011

Notifiée le :

**Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012**  
**Convention de coproduction et contrat de cession du  
droit d'exploitation de spectacle**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme inclut la coproduction du spectacle *Déjeuner chez Wittgenstein* et l'acquisition des droits de cession dudit spectacle pour quatre représentations au théâtre Jean Vilar, du 17 au 20 janvier 2012 ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la signature de la convention de coproduction du spectacle *Déjeuner chez Wittgenstein* ainsi que du contrat de cession du droit d'exploitation pour quatre représentations, pour des montants respectifs de 10 000.00 € HT et 14 400.00 € HT, avec la Compagnie du Cratère, Scène Nationale d'Alès ;
- De dire que seront également pris en charge par la Ville les défraiements correspondant au transport, et à la restauration des artistes au tarif Syndeac, soit 1265.40 € HT ;
- De dire que leur hébergement sera pris en charge directement par la Ville, pour quatre nuitées ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget de la Ville, fonction 923, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget 2012 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 11/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/10/2011  
Notifiée le :



**Marché passé selon une procédure adaptée.  
Mission Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la  
réalisation d'un bâtiment à énergie positive " Groupe  
Scolaire le Lironde II" Quartier Port Marianne**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 218/2011 en date du 5 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué à l'économie des ressources et du patrimoine ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un Bâtiment à Énergie Positive. Cette mission porte sur la construction du futur groupe scolaire Lironde II situé dans le quartier Port Marianne ;
- qu'à la suite d'une consultation de mission d'AMO BEPOS en date du 20 juillet 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société CSD INGENIEURS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage à la société CSD INGENIEURS – Les Tanes Basses, 2 rue de la Sirah, 34 800 CLERMONT L'HERAULT pour un montant de 33 000€ HT (trente trois mille Euros Hors Taxes ).
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier ;
- Direction Architecture & Immobilier- Service Conduite d'Opération :

Opération : 50079    ligne de crédit : 18870    Fonction : 900/201    Nature : 2031

Montpellier, le 11 / 10 / 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 12 / 10 / 2011  
Notifiée le :



Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Service de la Commande  
Publique

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/49

**Contentieux**  
**Ville c/ M Guy RATTO**  
**Recours contre licenciement auprès du Conseil de**  
**Prud'hommes**  
**Décision de Défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Que dans le cadre du transfert d'activités de la Régie Des Maisons à la ville de Montpellier, M Guy Ratto ayant refusé le contrat de travail de droit public lui étant proposé, s'est vu licencier ;
- Que M Guy Ratto attaque aujourd'hui la Ville de Montpellier devant le Conseil de Prud'hommes afin de se voir attribuer des indemnités complémentaires ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les interets de la Ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les interets de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provision d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature fonction : 6227 – 920 200 ;

Montpellier, le 06.10.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/150

**28 rue Foch - Poste de Police Municipale  
Résiliation du bail commercial  
M et Mme Castan / Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSISTONIS, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- que Madame Eliette Castan et Monsieur Philippe Castan ont mis à la disposition de la Ville de Montpellier, par bail commercial en date du 31 octobre 2002, les locaux sis 28 rue Foch à usage de Poste de Police Municipale ;
- que ce bail commercial a été consenti pour une durée ayant commencé à courir le 1<sup>er</sup> novembre 2002 pour se terminer le 31 octobre 2017 ;
- que les Bailleurs et le Preneur ont convenu de résilier amiablement et par anticipation ce bail commercial au 31 octobre 2011 sans versement d'indemnité.

**Décide en conséquence :**

- de signer l'acte de résiliation rédigé par l'Office Notarial de Baillargues ;
- que ledit acte sera annexé à la présente décision.

Montpellier, le 14/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSISTONIS

Publiée le : 17/10/2011  
Notifiée le :



**Marché n°1M412**  
**"Assistance technique sur des études de déplacements"**  
**Attribution de marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2009/130 du 29 juillet 2009 donnant délégation de fonctions à M. Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des enquêtes, comptages, études de déplacements, de trafic, de stationnement, dans le cadre des missions du service Déplacements de la Direction Aménagement et Programmation et du service Régulation du Trafic de la Direction du Génie Urbain, pour lesquels la Ville de Montpellier souhaite bénéficier d'une assistance technique et d'expertise en la matière.  
Un marché à bons de commande comprenant deux lots a été lancé. Le premier lot concerne des études de circulation, et le deuxième lot est relatif à des comptages directionnels et des enquêtes de stationnement. La durée du marché est d'un an renouvelable une fois.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, les entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses sont pour le lot n°1 (études de circulation), EGIS et pour le lot n°2 (comptages directionnels et enquêtes de stationnement), MMC.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité, pour le lot n°1 à la société EGIS, pour un montant minimum et maximum compris entre 2 000€ HT/an et 60 000€ HT/an, et pour le lot n°2 à la société MMC pour un montant minimum et maximum compris entre 2 000€ HT/an et de 30 000€ HT/an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville :

Nature : 2031 - Fonction : 908241 - Opération : Etudes circulation

Montpellier, le 4 octobre 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier  
Adjoint  
Serge FLEURENCE

Publiée le :  
Notifiée le :

**Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012**  
**Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle**  
**Rectification de la décision n°2001/328 du 1er**  
**septembre 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saurel, adjoint délégué ;
- Vu la décision n°2011/328 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 autorisant la signature des contrats de cession relatifs à la programmation du théâtre Jean Vilar ;

**Considérant :**

- Qu'à la suite d'une erreur matérielle le montant de la cession du spectacle « Daniel Darc » apparaît à tort à 5 000 € HT au lieu de 6 000 € HT dans la décision n°2011/328

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser l'engagement du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Daniel Darc avec la société AGDL Productions, pour un montant de 6 000.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le

11/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/10/2011

Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 20M/0453

## Décision d'ester Protection Fonctionnelle Montpellier-PIERROU/Galache

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

### Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & ASSOCIES Ville/GALACHE Romain, dans le cadre de l'agression dont a été victime, M. PIERROU Vianney, gardien de police, dans l'exercice de ses fonctions, le 25 septembre 2010.

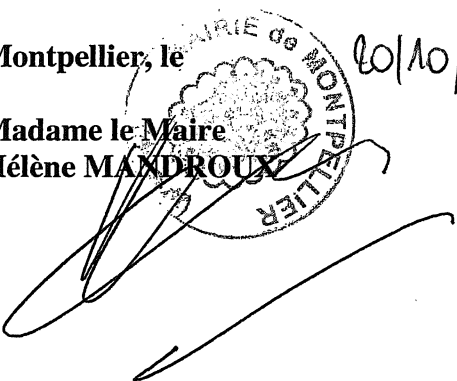
### Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville et M. PIERROU Vianney devant toute juridiction qui aurait à connaître de l'affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & ASSOCIES ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ligne 14810

Montpellier, le

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX

20/10/2011



Publiée le : 20/10/2011  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété SCI RASCOL**  
**30 cours Gambetta et 24 rue des Soldats**  
**Lot n° 20**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 26 août 2011, la SCI RASCOL a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot n° 20 de l'immeuble situé 30 cours Gambetta – 24 rue des Soldats et cadastré section HW 99, au prix de 115.000 €;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en

...aveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce,

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »,

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus,

- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003,

- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II,

- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville,

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de maîtriser l'implantation de l'activité commerciale et de la pérenniser.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI RASCOL, située 30 cours Gambetta – 24 rue des Soldats, cadastrée section HW 99, au prix de 115.000 €

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 12/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13/10/2011

Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville c/ José GARCIA**  
**Recours c/ décision du 07 juin 2011**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur José GARCIA a introduit un recours (n°1103601-5) à l'encontre de la décision du 07 juin 2011 résiliant son abonnement marché de la Mosson ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 14/10/20M

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 17/10/20M  
Notifiée le :



**Décision d'ester Protection Fonctionnelle Service  
Prévention  
HERNANDEZ Fabrice**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/BOUCEKKINE – EL HITTANE, dans le cadre de l'agression dont a été victime M. HERNANDEZ Fabrice, gardien de police, dans l'exercice de ses fonctions, le 16 septembre 2011;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville et de M. HERNANDEZ Fabrice devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ligne 14810

Montpellier, le 20/10/2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 21/10/2011  
Notifiée le :





Direction de la  
Réglementation et de la  
Tranquillité Publique  
Ressources Communes

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/458

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée concernant la fourniture d'une cabine de mise  
en sécurité des armes au Futur Hôtel de Ville  
Autorisation de signer le marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise spécialisée la fourniture d'une cabine de mise en sécurité des armes pour équiper le service de la police municipale au sein de la direction de la réglementation et de la tranquillité publique au Futur Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 15 septembre 2011, l'entreprise LACOURT et Cie sise 93300 Aubervilliers a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise LACOURT et Cie pour un montant total du marché de 4 660,00 Euros H.T. (Quatre mille six cent soixante euros H.T.) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Fonction 901 120 – Nature 2188 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18.10.2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Régine SOUCHE

Publiée le :  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour la location, le blanchissage et l'entretien  
des vêtements professionnels de la cuisine centrale**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

Qu'il y a lieu de procéder à la location, le blanchissage et l'entretien des vêtements professionnels de la cuisine centrale de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M345), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 08/08/2011, la société ELIS 30971 NIMES CEDEX 9 a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société ELIS pour un montant total maximum de commandes de 50 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 01/01/2012. Le marché sera reconduit tacitement par période successive d'un an pour une durée maximale de 2 ans.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6156, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

**Montpellier, le 18/10/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Max LEVITA**

**Publiée le : 19/10/2011**

**Notifiée le :**

**Théâtre Jean Vilar, Cafés Babel  
Convention de prestation artistique**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Qu'il convient de formaliser les accords conclus avec les différentes compagnies et, notamment, la convention de prestation artistique pour la présentation au théâtre Jean Vilar des Cafés Babel ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de prestation artistique avec la compagnie Adesso e Sempre pour la représentation au théâtre Jean Vilar de six « Cafés Babel », entre le 18 octobre 2011 et le 24 avril 2012, pour un montant de 10 033.45 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/10/2011  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'achat, la confection et la livraison de  
goûters de Noël 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat, la confection et la livraison de sachets de goûters de Noël 2011 pour les écoles de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 12/07/2011, la société COCKTAIL N CO, 34270 CLARET a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société COCKTAIL N CO, pour un montant total de commandes compris entre 25 000 € HT et 40 000 € H.T, pour une durée de trois mois à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

**Montpellier, le 18/10/2011**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 19/10/2011**

**Notifiée le :**



Direction de la  
Réglementation et de la  
Tranquillité Publique  
Ressources Communes

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0462

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée concernant la fourniture et la pose d'un lien  
réseau sans fil pour la transmission des flux et données  
Autorisation de signer le marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise la fourniture et la pose d'un lien réseau sans fil pour la transmission des flux et données afin de relier le site de la Croix d'Argent au centre technique municipal de Garosud ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 19 août 2011, l'entreprise TALCO LANGUEDOC sise 34000 Montpellier a présenté une offre économiquement acceptable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise TALCO LANGUEDOC pour un montant total du marché de 14 452,00 Euros H.T. (Quatorze mille quatre cent cinquante deux Euros H.T.) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Fonction 901 120 – Nature : 2188 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26/10/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Régine SOUCHE

Publiée le : 27/10/2011  
Notifiée le :

**Direction Réussite Éducative  
Service Enfance  
Régies de recettes des établissements de petite enfance  
Création d'une Régie de Recettes  
Crèche Adélaïde Cambon**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Délibération du 13 décembre 2010 relative à l'ouverture de la crèche collective Multi accueil Adélaïde CAMBON,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 05/10/2011
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

Que l'ouverture de la crèche Adélaïde CAMBON est prévue à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011, il convient de créer une régie de recettes auprès de la Direction de la Réussite Éducative.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : A compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011, il est institué une régie de recettes « Crèche Adélaïde CAMBON » auprès de la Direction de la Réussite Éducative.

**Article 2** : La régie est installée 1, place Georges FRÊCHE à Montpellier.

**Article 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- frais de garde.

**Article 4** : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- Chèque,
- CB (y compris les paiements CB par internet),
- CESU.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures.

**Article 5** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

**Article 6** : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

**Article 7** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

**Article 8** : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

**Article 9** : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

**Article 10** : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

**Article 11** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 12** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 13** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21.10.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété ARMAND**  
**7, rue Plantade**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le périmètre de l'extension du Secteur sauvegardé approuvé par arrêté ministériel du 11.04.2001;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 05 septembre 2011, Mesdames ARMAND ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 7 rue Plantade et cadastré section BX 105, au prix de 550.000 € plus 27.500 € de commission d'agence;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;



- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et de l'OPAH RU "Gambetta-Clémenceau – Nord Ecusson" et en Secteur sauvegardé;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la remise aux normes du local commercial sis en rez-de-chaussée ainsi que de tous les logements, de maîtriser le foncier et l'activité commerciale.

- que le prix proposé paraît excessif.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Mesdames ARMAND, située 7 rue Plantade et cadastrée section BX 105, au prix de 206.600 € plus 27.500 € pour la commission d'agence;

- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

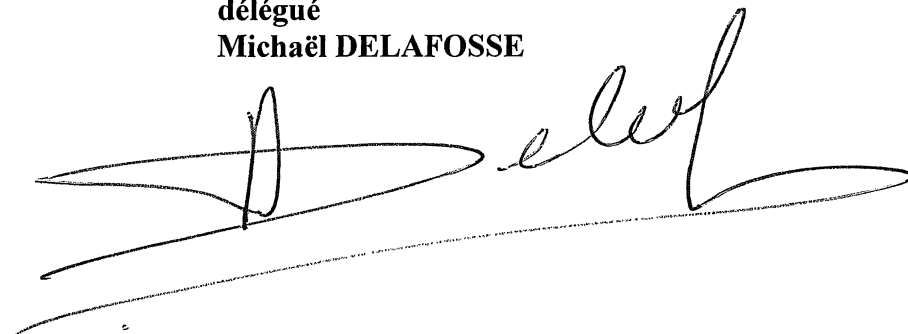
Montpellier, le 26/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/10/2011

Notifiée le :



**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété SCI CLOGE**  
**10 rue du Général Vincent - Lot 3**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 03 octobre 2011, la SCI CLOGE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement constituant le lot n° 3 de l'immeuble situé 10 rue General Vincent, cadastré section IZ 94, au prix de 88.000 € en ce compris une commission d'agence à la charge du vendeur de 8.000 €;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux

publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et de l'OPAH RU "Gambetta-Clémenceau, Nord Ecusson". Cet immeuble est également sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux pris par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 mars 2006;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de réhabiliter totalement l'immeuble tant au niveau des parties communes que des privatives. La SERM a acquis précédemment 800/1.000<sup>ème</sup> des parties communes générales de la copropriété, l'acquisition de la propriété de la SCI CLOGE permettra la maîtrise de l'entier immeuble.

- que le prix proposé paraît excessif.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI CLOGE, située 10 rue General Vincent, et cadastrée section IZ 94, au prix de 77.798 € en ce compris une commission d'agence à la charge du vendeur de 8.000 €;

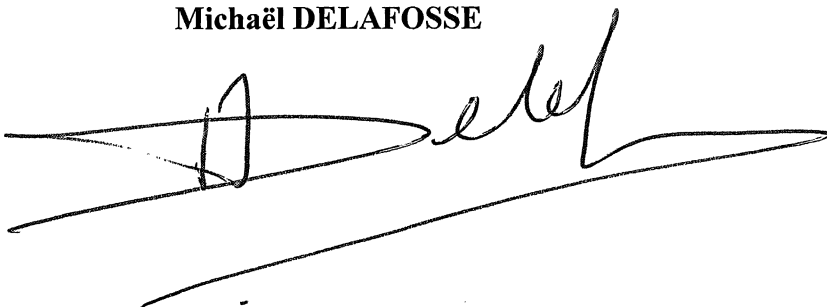
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 26/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/10/2011  
Notifiée le :



# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Arrêtés réglementaires**

**Novembre 2011**



**6.1 Police Municipale  
SPORTS**

**PROTECTION DU PATRIMONE COMMUNAL**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code des Communes et plus particulièrement les articles L 131-1
- Considérant qu'il est nécessaire de prendre provisoirement les mesures pour protéger le patrimoine Communal

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les terrains de rugby de Sabathé, de Veyrassi et de la Mosson, le terrain de Football Béal Honneur, ainsi que les terrains de football de Grammont 3,4,6 et 7 ne seront pas utilisables du mardi 8 novembre 2011 au jeudi 10 novembre 2011, pour cause de pelouses impraticables, suite aux intempéries.

**Article 2 :**

Le présent arrêté est envoyé aux clubs suivants :

- Montpellier Hérault Rugby Club ;
- Rugby League Montpellier XIII ;
- Los Valents de Montpellier ;
- Montpellier Football American les Hurricanes ;
- Comité Régional Sport Universitaire ;
- SUAPS 1 Université Montpellier 1 ;
- AS Saint Martin Gazélec ;
- SUAPS Université Montpellier II ;
- AS Agropolis ;
- BDS Sup de Co Montpellier

Montpellier, le 02.11.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué

  
Patrick VIGNAL

**Publié le :** 8 novembre 2011

**Notifié le :** 8 novembre 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6523

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement La contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une du tournage du film "ANTIGONE 34" à la demande de la production "MASCARET FILMS" ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **08 novembre 2011** inclus, la contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs dans sa partie comprise entre la Rue Léon Blum et la Rue de l'Acropole, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "MASCARET FILMS"

**Article 4 :**

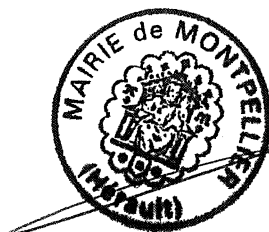
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 novembre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :** 11/11/2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une du tournage du film "ANTIGONE 34" à la demande de la production "MASCARET FILMS" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **08 novembre 2011** inclus, Quai des Tanneurs dans sa partie comprise entre la Rue Jeanne Jugan et la Rue du Faubourg Boutonnet, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **08 novembre 2011** inclus, Quai du Verdanson dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Place Albert 1er, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "MASCARET FILMS"

**Article 5 :**

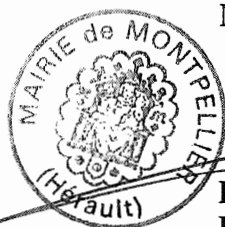
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 novembre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :** 14 / 11 / 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6525

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Allée Alegria Beracasa

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise d'enrochement à la demande de la SCI RESIDENCE DU LEZ ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **25 février 2012** inclus, l'Allée Alegria Beracasa dans sa partie comprise entre l'Allée de Corfou et l'Avenue du Pirée est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SCI  
RESIDENCE DU LEZ

**Article 4 :**

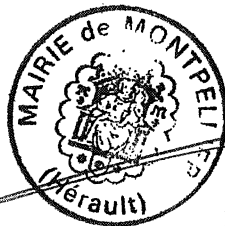
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des  
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 novembre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :** 14/11/2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6526

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement d'archives à la demande de la B.N.P ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **09 novembre 2011** inclus de **8h à 17h**, Boulevard Victor Hugo entre le Boulevard de l'Observatoire et la Rue Diderot (devant le square de la Babote), le stationnement est autorisé pour les véhicules de déménagement.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société ATMOS.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 novembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 14/11/2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6528

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Cope Cambes

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **15 novembre 2011**, Rue Cope Cambes, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **le temps du tournage du film.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

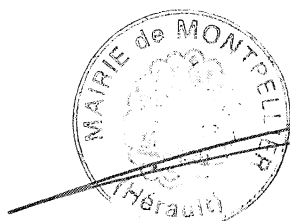
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 novembre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :** 16/11/2011

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6529

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **Arrêté temporaire Mesures de circulation Quai des Tanneurs**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux démontage d'une grue à la demande de la société ARCOMET ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **09 novembre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Quai des Tanneurs dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Rue Jeanne Jugan

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 06h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place de Tagaste, emprunte :

- le Quai du Verdanson

et se termine sur le Quai du Verdanson.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société ARCOMET

**Article 5 :**

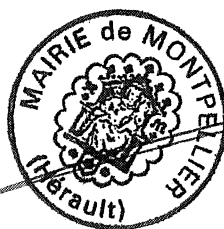
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 2 novembre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :** 14/11/2011